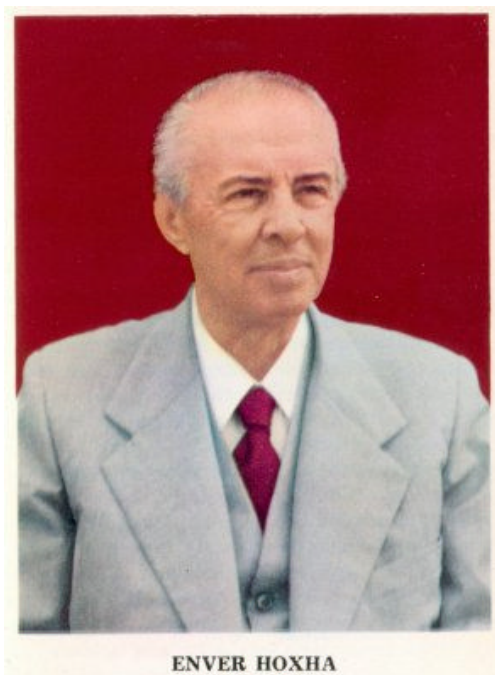


ENVER HOXHA



RAPPORT D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Présenté au VIII^e Congrès du PTA le 1^{er} novembre 1981

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié aux Editions «8 NËNTORI» TIRANA, 1981.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

INTRODUCTION.....p.3

I - LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET LES TACHES DU PARTI.....p.5

1. — LE RENFORCEMENT DE L'INDUSTRIE, FACTEUR DECISIF DU PROGRES GENERAL DU PAYS
2. — INTENSIFIER LA PRODUCTION AGRICOLE ET
PARFAIRE LES RAPPORTS SOCIALISTES DANS LES CAMPAGNES
3. — LES INVESTISSEMENTS ET LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION, BASE IMPORTANTE DU
RENFORCEMENT CONTINU DE L'ECONOMIE
4. — ACCROITRE NOS EXPORTATIONS ET ECONOMISER NOS DEVISES
5. — GARANTIR ET ELEVER GRADUELLEMENT LE NIVEAU DE VIE DE LA POPULATION
6. — PERFECTIONNER LA DIRECTION DE L'ECONOMIE ET ELEVER SON EFFICIENCE

**II - RENFORCER SANS CESSE LE PARTI, AUGMENTER TOUJOURS PLUS
L'EFFICACITE DE SON TRAVAIL.....p.24**

1. — RENFORCER ET PARFAIRE ENCORE LE ROLE DIRIGEANT DU PARTI
2. — ELEVER L'EFFICACITE DU TRAVAIL DU PARTI ET LE SENTIMENT DE RESPONSABILITE DE
SES ORGANES ET ORGANISATIONS
3. — APPLIQUER CORRECTEMENT LES CRITERES ETABLIS POUR L'ACCROISSEMENT DES
RANGS DU PARTI
4. — PARFAIRE LE TRAVAIL DU PARTI AUPRES DES CADRES
5. — RAFFERMIR TOUJOURS PLUS LE SYSTEME POLITIQUE DE DICTATURE DU PROLETARIAT

**III - LES TACHES DU PARTI EN VUE DE L'EDUCATION COMMUNISTE DES
TRAVAILLEURS.....p.39**

1. — L'EDUCATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS, FONDEMENT DE NOS SUCCES
2. — LE SOCIALISME EXIGE DES HOMMES DOTES D'UNE VASTE CULTURE ET DE SAVOIR
SCIENTIFIQUE

**IV - LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA R.P.S.
D'ALBANIE.....p.56**

**V - LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME, ET LE MOUVEMENT
REVOLUTIONNAIRE ET DE LIBERATION A L'ETAPE ACTUELLE.....p.78**

Chers camarades,

Notre Parti et notre peuple tout entier se présentent à ce Congrès avec un riche bilan de succès et de victoires. L'Albanie socialiste s'est hissée à un stade supérieur de son développement économique et culturel, elle a accompli un nouveau pas en avant dans l'élévation du bien-être des masses et le renforcement de la défense de la Patrie.

Les cinq années écoulées depuis le VII^e Congrès sont une période de lutte héroïque menée par nos masses travailleuses sur tous les fronts pour promouvoir l'édification socialiste, pour assurer toujours mieux la prospérité et l'épanouissement de notre vie nouvelle. Sous la direction du Parti et avec une confiance inébranlable dans sa juste ligne, la classe ouvrière, la paysannerie coopérée, la jeunesse et l'intelligentsia, n'ont pas ménagé leurs forces physiques et intellectuelles pour affronter et surmonter avec succès les difficultés de croissance socialiste ainsi que celles que nous ont suscitées nos ennemis extérieurs.

De même qu'à ses précédents congrès, notre Parti se présente à celui-ci la tête haute et dignement, car il s'est acquitté avec succès des grandes tâches qu'il avait assumées et a pleinement justifié la confiance inébranlable que le peuple a en lui. Notre peuple peut s'estimer satisfait de son labeur et de sa peine. Il a accompli un travail créateur et fécond qui lui a apporté de nouvelles joies et de nouveaux progrès, qui l'a rendu plus optimiste et plus heureux.

Au cours du 6^e quinquennat également, l'industrialisation du pays a progressé sans arrêt. La mise en valeur de nos richesses minières et des autres matières premières du pays a atteint un degré supérieur. Avec la construction de nouvelles unités industrielles comme le complexe métallurgique «L'Acier du Parti», les usines de ferrochrome, de pyrométallurgie et de traitement approfondi du pétrole, une partie considérable de ces richesses et matières premières est traitée et transformée dans le pays, créant ainsi une base solide et sûre pour le développement de notre économie dans son ensemble. C'est là un grand succès de la juste ligne du Parti, au même titre que l'installation de la puissante base énergétique, qui s'est encore élargie avec la complète mise en service des turbines de la centrale hydro-électrique «La Lumière du Parti».

Notre agriculture a enregistré encore de grands succès dans tous les secteurs. L'orientation donnée par le Parti pour faire de notre agriculture une agriculture socialiste de grande production moderne, assise sur une base technique toujours plus puissante et fondée sur les plus récentes connaissances agrotechniques, s'est avérée dans la pratique une orientation juste et parfaitement réalisable. L'augmentation d'année en année, des productions végétales et animales, la satisfaction toujours meilleure des besoins de la population et de l'industrie en ces produits, en témoignent parfaitement.

Des progrès sensibles ont été enregistrés dans la culture et l'enseignement. Notre culture a enrichi et approfondi davantage son contenu socialiste, sa physionomie nationale et son esprit populaire. La culture et toutes ses valeurs pénètrent davantage parmi les masses. Notre culture nouvelle a le mérite d'avoir su faire face aux diverses pressions et influences de la culture bourgeoise et révisionniste en conservant son originalité et ses traits socialistes. L'enseignement populaire a progressé en mettant en œuvre les directives du Parti en vue d'assurer une vaste scolarisation de la génération montante et de doter le pays de spécialistes du niveau requis par son développement actuel et futur.

Alors que le monde capitaliste et révisionniste connaît une grave période de crises marquée par de multiples secousses politiques, par la stagnation et la récession, par la baisse du niveau de vie et la décadence des valeurs morales, chez nous par contre existe une parfaite stabilité économique et politique, la société est saine, les gens sont sûrs de leur présent et de leur avenir. Au cours du dernier quinquennat, un important contingent de jeunes formés et instruits par notre Parti et notre pouvoir populaire ont accédé pour la première fois à la vie active, grossissant et renforçant encore la grande armée des travailleurs de la ville et de la campagne. Cela est d'autant plus significatif qu'actuellement

dans le monde, non seulement la jeune génération ne se voit pas assurer un travail, mais bien des gens de la génération plus ancienne sont jetés sur le pavé.

Notre pouvoir populaire s'est consolidé et démocratisé sans cesse. La participation des masses au gouvernement du pays est devenue plus active et a été portée à un plus haut niveau. Notre démocratie socialiste s'est élargie, de meilleures conditions ont été créées aux gens pour leur permettre de jouir aussi pleinement que possible des droits qui leur sont garantis, et de mieux accomplir leurs devoirs envers la société.

La situation intérieure n'a jamais été aussi saine qu'aujourd'hui. La cohésion et l'unité du peuple, l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie coopérée, la collaboration et la solidarité entre les diverses couches de notre société, se sont raffermies et consolidées. Les liens du Parti avec le peuple sont devenus d'une solidité d'acier, leur confiance mutuelle s'est trempée encore davantage.

La détermination, l'élan et l'héroïsme dont fait preuve notre peuple dans sa lutte pour réaliser les tâches fixées par le Parti, franchir les divers obstacles dressés sur notre chemin et tenir tête victorieusement au blocus et à l'encerclement impérialistes-révisionnistes, sont une brillante expression de cette grande unité.

Grâce à la juste ligne et à la sollicitude particulière du Parti, l'Albanie socialiste possède aujourd'hui une défense sûre et invincible. Notre peuple et notre armée maintiennent toujours leur vigilance tendue, ils sont intrépides et prêts à défendre la liberté et l'indépendance de la Patrie, les victoires du socialisme.

Notre pays est honoré et respecté par les peuples et les Etats progressistes et pacifiques partout dans le monde. Sa position internationale est solide. Le nombre de ses amis et sympathisants ne cesse de croître de jour en jour. La ferme lutte de principes contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, menée par le Parti du Travail et la République populaire socialiste d'Albanie, leur a valu la sympathie et l'amour accrus des marxistes-léninistes, des révolutionnaires, des hommes honnêtes et démocrates.

Notre Parti et notre peuple ont surmonté avec succès la rude épreuve que fut pour eux la rupture brusque et brutale par la Chine des relations économiques avec notre pays. Les révisionnistes chinois ont cru que leur acte hostile dérèglerait notre économie et en entraverait longtemps le développement, que l'Albanie serait donc obligée de faire des concessions politiques et idéologiques, de tendre la main aux étrangers et de solliciter un appui et une aide de l'extérieur. Mais eux-mêmes et, à leur suite, la réaction internationale, qui avait espéré que l'Albanie serait contrainte de changer de voie, ont vu échouer tous leurs plans. Notre peuple a surmonté les difficultés créées avec une grande maturité politique et un esprit patriotique élevé, grâce à une nouvelle mobilisation de ses énergies et avec la profonde conviction de remporter la victoire dans son combat.

Notre Parti se présente à son VIII^e Congrès, trempé dans de nouvelles batailles et pourvu d'une plus riche expérience. Il y vient comme une grande armée éduquée selon l'idéologie prolétarienne marxiste-léniniste, fort d'une puissante unité intérieure et étroitement lié au peuple, avec des capacités d'organisation, de mobilisation et de direction accrues, prêt, comme toujours, à assumer de nouvelles et plus grandes tâches et à les accomplir avec bonheur comme il l'a toujours fait.

La tenue de ce Congrès coïncide avec un glorieux anniversaire, celui de la fondation de notre héroïque Parti du Travail. Il y a quarante ans, notre peuple confia aux communistes albanais ses destinées, la vie et l'avenir de la Patrie. Notre Parti a justifié cette confiance par son œuvre glorieuse, par le triomphe de la révolution et la création de l'Albanie nouvelle, socialiste. Exalté par la confiance que le peuple avait en lui, conscient de la responsabilité historique et de la haute mission qu'il assumait, il a conduit le peuple albanais avec sagacité et d'une main sûre de bataille en bataille, de victoire en victoire.

Les succès grandioses obtenus en ces années de vie libre, sous la direction du Parti, ont montré qu'il n'y a pas de force au monde qui puisse ébranler et ternir l'image du socialisme en Albanie, la liberté et l'indépendance de notre Patrie, nos perspectives radieuses. L'application conséquente du principe marxiste-léniniste de l'appui sur ses propres forces, la politique de mise sur pied d'une industrie moderne fondée sur l'utilisation des matières premières du pays et d'une agriculture garantissant par ses propres produits l'approvisionnement du peuple, la formation d'un nombre suffisant de cadres techniques et scientifiques capables de travailler et de diriger dans chaque secteur, ont été autant d'orientations salutaires à tous égards. C'est cette politique sage et clairvoyante du Parti qui a créé la base solide sur laquelle s'appuie notre développement économique et culturel incessant et qui garantit notre voie socialiste.

L'indépendance économique du pays acquise, au même titre que son indépendance politique, la défense du pays assurée par notre peuple lui-même, nos masses travailleuses éduquées et armées de l'idéologie marxiste-léniniste, sont les piliers puissants et inébranlables sur lesquels s'appuie notre citadelle socialiste, les traits essentiels qui caractérisent un Etat véritablement socialiste. Ces succès, dans leur ensemble, constituent aussi l'expérience historique du socialisme en Albanie. L'expérience de l'Albanie montre qu'un petit pays, même doté d'une base matérielle et technique retardataire, peu connaître un essor économique et culturel très rapide et général, assurer son indépendance et tenir tête aux attaques du capitalisme et de l'impérialisme mondial, s'il est conduit par un véritable parti marxiste-léniniste, s'il est décidé à lutter jusqu'au bout pour ses idéaux et confiant qu'il les réalisera.

A l'avenir également, le Parti du Travail d'Albanie avancera résolument et sans défaillance dans la voie radieuse qu'il a suivie pendant ses quarante années d'existence. Lié comme la chair à l'os au peuple qu'il conduit, et de concert avec lui, il luttera avec dévouement et sans reculer devant aucun sacrifice pour assurer aux gens de chez nous, à notre Patrie socialiste, de nouveaux progrès et de nouvelles victoires.

I - LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET LES TACHES DU PARTI

Notre économie socialiste entame ce nouveau quinquennat de son développement, dans une situation de stabilité, pleine de dynamisme et de grandes possibilités pour accroître et élargir encore la production sociale, pour élever son efficacité sous tous les aspects.

Les principaux objectifs du 6^e plan quinquennal ont été dans l'ensemble réalisés avec succès. Cela a permis de renforcer encore davantage la base matérielle et technique du pays, d'accroître les sources de matières premières et d'énergie, d'assurer de meilleures conditions en vue d'un développement harmonieux, impétueux et ininterrompu de l'économie. Au cours du dernier quinquennat, les forces productives ont poursuivi leur développement accéléré, le développement de l'économie dans le sens de son intensification s'est encore accentué et la révolution technique et scientifique a connu de nouveaux et importants progrès. L'industrie, l'agriculture et les autres branches de l'économie ont encore avancé.

En 1980, la production sociale s'était accrue de près de 25 pour cent et la production industrielle de plus de 34 pour cent par rapport à 1975, soit à un rythme 2 à 3 fois plus rapide que la population.

Grâce à l'application conséquente de la politique économique du Parti, des améliorations sensibles ont été apportées à la structure de la production industrielle et le poids spécifique des moyens de production s'est accru dans le total de la production» L'industrie a mieux satisfait les besoins de la population et son rôle a grandi dans le développement général de l'économie et dans la défense du pays.

Par rapport au 5^e plan quinquennal, la production agricole s'est accrue de plus de 21 pour cent. L'agriculture a satisfait les besoins du pays en céréales panifiables, en produits alimentaires et en matières premières les plus indispensables, et elle a accru le volume des produits agricoles destinés à l'exportation.

Afin de réaliser les tâches du 6^e plan quinquennal, notre Parti et notre Etat ont mieux mis en valeur les ressources et les possibilités intérieures du pays. Le développement de l'économie et de la culture a été financé de façon ininterrompue, quelque 300 ouvrages importants ont été construits et mis en service et les exportations ont augmenté de 51 pour cent.

La capacité économique croissante et la mise en œuvre d'une série de mesures de caractère économique et social ont garanti le niveau de bien-être déjà acquis de la population et ont conduit à son amélioration ultérieure. Les revenus réels par tête d'habitant se sont accrus tant à la ville qu'à la campagne. La circulation des marchandises de détail a augmenté d'environ 20 pour cent. Les conditions de logement de la population ont été améliorées et des mesures ont été prises en vue de l'extension des services sociaux. Près de 20 000 personnes sont sorties de nos établissements d'enseignement supérieur, plus de 113 000 ont terminé leurs études secondaires, soit une augmentation de 57 pour cent par rapport au 5^e quinquennat.

Ces réalisations dans le développement général, économique et social du pays prennent une signification particulière en regard de ce qui se produit dans le monde capitaliste-révisionniste, où la crise économique, avec ses lourdes conséquences pour les masses travailleuses et pour la vie du pays, a provoqué la stagnation et la récession. Ces réalisations marquent une grande victoire pour notre Parti et notre peuple.

Du haut de la tribune de ce Congrès, au nom du Parti et du peuple, je salue et félicite les ouvriers, les spécialistes et les cadres de la construction et de l'industrie qui, dans les difficiles circonstances que nous ont créées les révisionnistes chinois, répondant à l'appel du Parti et, assumant eux-mêmes le travail à accomplir, ont réussi à construire et à mettre en exploitation les grands ouvrages du 6^e quinquennat, renforçant ainsi notre Patrie socialiste.

En dépit des succès enregistrés, nous n'en sommes pas moins conscients de l'inexécution de certaines tâches du plan quinquennal, notamment dans les investissements et les constructions, dans la production agricole, et en ce qui concerne aussi certains produits industriels et la productivité du travail. Le Parti, les organes de l'Etat et les collectifs de travailleurs ont analysé attentivement ces déficiences et en ont tiré des leçons pour éliminer les faiblesses et les défauts dans le travail d'organisation et de direction dans l'économie.

Les grandes réalisations d'importance historique accomplies jusqu'à ce jour dans tous les domaines ainsi que la riche expérience acquise dans le travail et la lutte de notre Parti et de notre peuple pour la construction et la défense du socialisme, constituent un puissant appui politique, économique et social pour la poursuite, avec assurance et hardiesse, de notre marche en avant.

Le Comité central, appliquant la ligne générale et la politique économique du Parti pour l'édification du socialisme, a préparé, à la suite d'un vaste travail d'étude et d'une large consultation populaire, le projet de directives du 7^e plan quinquennal (1981-1985) de développement de l'économie et de la culture qu'il soumet à l'examen et à l'approbation du Congrès. La tâche fondamentale de ce plan est **«le développement général de l'économie, que nous réaliserons en comptant exclusivement sur nos propres forces, et qui sera fondé sur l'industrialisation socialiste plus poussée du pays, le renforcement et l'intensification de l'agriculture, l'accroissement de l'efficacité économique, le développement de la révolution technique et scientifique et le perfectionnement des rapports de production socialistes, en vue de garantir et d'élever progressivement le bien-être matériel et le niveau culturel des masses travailleuses, de renforcer encore l'ordre socialiste et la capacité de défense de la Patrie».**

Cette tâche synthétise les orientations et les objectifs essentiels du développement de notre économie et de notre culture dans la mise en œuvre du 7^e plan quinquennal, qui se distingue des précédents par une série de traits particuliers.

Ce plan est le premier plan quinquennal que nous réaliserons en comptant uniquement sur nos propres forces et possibilités. L'Albanie est aujourd'hui le seul pays au monde qui se développe et avance dans la voie du socialisme sans aides ni crédits d'aucune sorte de l'extérieur. C'est là pour notre peuple, et notre Parti une grande mais glorieuse mise à l'épreuve, et nous sommes sûrs de la victoire, car, en nous guidant toujours sur les principes du marxisme-léninisme, nous sommes depuis longtemps préparés à ce pas décisif.

Le nouveau plan quinquennal comporte des tâches et des objectifs plus importants que ceux de tous les plans antérieurs, objectifs et tâches qui sont scientifiquement fondés et pleinement réalisables.

Le volume de la production sociale et des investissements du quinquennat 1981-1985 sera supérieur à celui des quatre premiers quinquennats pris ensemble, et celui de nos exportations augmentera dans des proportions encore majeures. En 1985, la production sociale doit, selon les prévisions, s'être accrue de 34-36 pour cent par rapport à 1980, soit à un taux annuel moyen de 6,4 pour cent. Les fonds affectés aux investissements et aux constructions seront employés à mettre sur pied quelque 750 établissements importants pour le développement de l'économie et de la culture.

Grâce aux possibilités que créera l'accroissement de la production et du revenu national, le fonds de consommation de la population devra avoir augmenté en 1985 de 21 pour cent par rapport à 1980 et la circulation des marchandises de détail de 22-24 pour cent. Des tâches importantes sont également envisagées pour le développement de l'enseignement et de la culture, pour la santé, le logement et les divers services sociaux.

Dans la fixation de ces tâches et de ces rythmes, on a eu en vue tant les possibilités déjà existantes et futures de notre économie que les exigences de son développement et de l'emploi des nouvelles forces actives sur les fronts de travail, du renforcement de la défense du pays, de l'accroissement des réserves, de l'essor des secteurs socioculturels, en ayant également le souci de satisfaire toujours mieux les demandes croissantes de la population. Un bon nombre de tâches de ce plan quinquennal, surtout celles qui concernent l'exploitation des réserves de pétrole et de minerais, la fixation des investissements, etc., ont également été considérées en liaison étroite avec le développement de notre économie dans les quinquennats futurs, lorsque nous serons confrontés à des besoins et à des demandes encore plus considérables.

Au cours du 7^e quinquennat certaines importantes améliorations structurelles seront réalisées dans le domaine de la production, de la circulation des marchandises et de la consommation du peuple. Ces améliorations porteront sur les ressources énergétiques, la sidérurgie, l'industrie mécanique, l'agriculture, les transports, les finances, les objets de consommation courante, etc. Les améliorations prévues permettront d'intensifier l'économie, d'en accroître l'efficacité, de la mettre mieux en mesure de satisfaire les besoins du pays et de faire front à l'encerclement et au blocus dont il est l'objet, ainsi qu'à la pression de la crise économique du monde capitaliste et révisionniste.

Le développement et le renforcement de la base matérielle et technique du pays se réaliseront, comme toujours, en étroite liaison avec le perfectionnement des divers aspects des rapports économiques dans les villes et surtout dans les campagnes. Des mesures importantes ont été et sont mises en application pour développer plus avant le système coopératif et réduire la parcelle individuelle, pour étendre la spécialisation et la coopération, renforcer l'organisation et la direction de la production, mieux rattacher la rémunération du travail à sa quantité et à sa qualité, ainsi qu'aux économies réalisées et à l'accomplissement des tâches du plan. Ces mesures seront menées encore plus avant, en vue de renforcer continuellement notre ordre socialiste.

Les tâches du 7^e plan quinquennal seront traitées plus en détail dans le rapport du Comité central sur le projet de directives pour le développement de l'économie et de la culture dans la période 1981-1985, que présentera le camarade Mehmet Shehu. Aussi, dans ce rapport-ci, n'exposerons-nous que quelques problèmes fondamentaux de la politique du Parti, qui concernent le développement économique et social actuel et futur du pays.

1. Le renforcement de l'industrie, facteur décisif du progrès général du pays

La politique économique du Parti a accordé et accorde toujours la première place à l'industrialisation socialiste du pays, qui s'est développée d'un quinquennat à l'autre comme un grand processus irrésistible. Elle a été et elle demeure un facteur décisif du progrès général du pays dans la voie du socialisme. La mise sur pied et le renforcement de notre industrie diversifiée, lourde et légère, solidement assise sur nos propres ressources et richesses et aux radieuses perspectives de développement, est l'œuvre monumentale de notre Parti et de notre peuple, réalisée au prix d'un grand labeur, de sacrifices et d'un héroïsme sans pareil, c'est une œuvre d'importance historique pour les générations présentes et futures.

Au cours du 7^e quinquennat notre industrie progressera encore davantage et se développera sur un vaste front. Près de 46 pour cent du total des investissements de ce plan quinquennal seront affectés à cette branche. La politique du Parti pour le développement de l'industrie vise : à en consolider la structure diversifiée en donnant, comme toujours, la priorité à l'industrie lourde ; à préserver et à améliorer encore la balance active des ressources énergétiques, en accordant une importance particulière à l'industrie pétrolière; à développer plus avant l'industrie minière d'extraction et de transformation en entamant la mise en valeur de nouveaux minerais; à procéder à des améliorations sensibles dans la structure des moyens de production et des biens de consommation; à mettre l'industrie encore mieux au service de l'intensification de l'agriculture; à accroître les capacités productives existantes à travers leur réaménagement et modernisation.

En avançant résolument dans cette voie, la production industrielle continuera de s'accroître rapidement. En 1985, elle aura augmenté de 36-38 pour cent par rapport à 1980. Ce développement matériel, étroitement lié à une série d'autres facteurs économiques et sociaux, permettra à notre pays d'aller de l'avant en étant doté d'une industrie et d'une agriculture avancées.

Le Parti attache une attention particulière à l'industrie énergétique, à l'extraction du pétrole, du gaz naturel, du charbon et à la production d'énergie électrique. Nous avons créé un puissant système énergétique indépendant, qui satisfait les besoins croissants du pays en énergie électrique et dont l'exportation fournit d'importants revenus en devises. C'est là une grande victoire de la juste politique du Parti, un sûr appui pour le développement de l'économie nationale dans son ensemble.

Cette victoire doit être encore consolidée et menée plus avant, en premier lieu à travers des investissements et une production accrue, mais aussi en utilisant avec la plus grande parcimonie, un contrôle rigoureux et une gestion sage et prévoyante, toutes nos ressources énergétiques. La solution de ces problèmes requiert un travail bien organisé, discipliné, systématique, fondé sur de solides bases scientifiques et méthodiques. Le développement de cette branche névralgique, d'importance capitale et stratégique, se pose comme un devoir impérieux, surtout dans les conditions de la crise énergétique mondiale.

Le pétrole et le gaz naturel extraits et traités occuperont la première place dans nos ressources énergétiques. En 1985, l'extraction du pétrole se sera accrue de 58-60 pour cent par rapport à 1980, C'est là une tâche considérable mais pleinement réalisable, car elle se fonde à la fois sur les gisements existants et sur les réserves connues et susceptibles d'être mises en valeur.

La réalisation des tâches qu'implique l'extraction du pétrole et du gaz naturel, ainsi que la rentabilité accrue des grandes dépenses engagées dans cette branche de l'industrie, exigent, des pétroliers, des

spécialistes et des cadres, qu'ils s'attachent avec un soin particulier à perfectionner les méthodes de prospection et d'extraction de ces produits, en se fondant entièrement sur les réalisations de la science, sur l'application d'une ferme discipline technique et dans le travail.

Les dépenses engagées pour l'extraction du pétrole et du gaz naturel le seront sur la base d'études approfondies et de haute responsabilité. Que toutes les mesures techniques, organisationnelles et matérielles requises soient prises pour accroître l'extraction du pétrole non seulement dans les nouveaux gisements, mais aussi dans les anciens, en utilisant mieux qu'on ne l'a fait jusqu'ici les méthodes d'intensification et secondaires. Dans ce secteur vital nous devons procéder avec économie, en nous fondant sur des réserves sûres et connues et exploiter le pétrole et le gaz sans le moindre gaspillage en pensant non seulement à aujourd'hui mais aussi à demain. Que les forces scientifiques et techniques s'engagent davantage à hâter la mise en exploitation hautement efficiente des sables bitumineux, cette grande richesse de notre pays qu'il faut introduire au plus tôt dans le circuit économique.

Le charbon, combustible d'usage massif et économiquement très avantageux, occupe une place importante dans les ressources énergétiques de notre pays. En 1985 l'extraction du charbon aura augmenté de 48 pour cent par rapport à 1980. C'est là une tâche considérable, dont la réalisation exige un travail opiniâtre de la part des travailleurs de ce secteur.

Nous devons concentrer notre attention non seulement sur l'exploitation rationnelle des mines de charbon existantes, mais aussi sur l'ouverture et l'exploitation rentable de mines nouvelles. Il faudra développer les recherches de charbon à pouvoir calorifique plus élevé et transformable en coke, s'employer partout à substituer le charbon aux carburants liquides et à le consommer avec économie. Des mesures sont également à prendre pour enrichir les charbons et les agglomérer en briquettes, en vue d'accroître l'avantage économique de leur utilisation.

La production d'énergie électrique en 1985 sera supérieure de 16 pour cent à celle de 1980. Afin d'aller au devant du besoin croissant de ce type d'énergie et d'exploiter intensivement les abondantes ressources hydriques de notre pays, des travaux d'envergure seront menés au cours de ce quinquennat pour achever la centrale hydro-électrique de Koman, qui sera la plus puissante de toutes celles construites jusqu'à ce jour et l'on préparera la construction d'autres centrales hydro-électriques, de plus ou moins grande taille, pour faire face non seulement à nos besoins immédiats et à plus long terme, mais aussi pour accroître nos exportations de ce type d'énergie.

La production et l'utilisation de l'énergie électrique doivent être considérées comme étant indissociables. Le Parti, les organes de l'Etat et les organismes économiques doivent s'employer à infléchir les conceptions des gens à ce sujet, à leur faire apprécier l'énergie électrique comme une grande richesse nationale qui doit être utilisée avec parcimonie et un contrôle rigoureux dans tous les domaines, en particulier dans celui de la production matérielle, où des normes étudiées scientifiquement doivent être établies pour chaque kilowatt consommé.

Le 7^e plan quinquennal ouvre de larges perspectives à l'industrie d'extraction et de traitement des minerais utiles. L'extraction des minerais connus de chrome, cuivre, ferronickel se poursuivra à grande échelle, avec un accroissement allant de 30 pour cent jusqu'au double. A présent, des conditions ont été réunies pour augmenter aussi l'extraction d'autres minerais utiles, phosphorites, quartz, sel gemme, dolomites, olivines, bauxites, etc.

Nos besoins immédiats et à plus long terme nous dictent de développer l'extraction et l'enrichissement des minerais pauvres et d'accroître le degré d'exploitation de leurs éléments utiles pour augmenter la valeur de nos richesses minières et exploiter aussi les gisements, anciens ou nouveaux, de basse qualité, mais riches en réserves.

Les géologues et autres prospecteurs de minerais devront se fonder sur les travaux de synthèse et les lois scientifiques, tout en employant hardiment des méthodes nouvelles et complexes et en perfectionnant l'organisation de leur travail, pour accroître l'efficacité des forages et des réserves de minerais, surtout dans les mines existantes, et découvrir de nouveaux minerais et de nouveaux gisements dans les massifs prometteurs et encore inexplorés.

Que les ouvriers et spécialistes des mines attachent une importance particulière au perfectionnement de la technique et de la technologie de l'extraction, à la mécanisation plus poussée du travail et à leur qualification, pour réaliser un tournant sensible dans la qualité de la production, réduire les frais et diminuer les appauvrissements et les déchets de minerais.

Une attention particulière sera attachée à la métallurgie en général, et à la sidérurgie en particulier non seulement pour mener plus à fond le cycle complet d'élaboration de nos principaux minerais, mais aussi pour alléger toujours plus notre économie du poids des importations. Aussi nos métallurgistes devront-ils mobiliser toutes leurs forces et toutes leurs aptitudes pour apprendre à connaître et à maîtriser, avec une discipline rigoureuse et sur des fondements scientifiques, la technologie de la fonte des minerais et de l'élaboration diversifiée des métaux, pour exploiter toute leur teneur utile, principale et accessoire, et réduire les dépenses de matériel et d'énergie, qui sont encore élevées. La poursuite des importants agrandissements entrepris au complexe métallurgique «l'Acier du Parti», la mise sur pied des usines de tubes de divers types, de tôle laminée et de produits carboniques, exigent des études approfondies et un travail intensif.

Maintenant que nous avons notre propre acier et que nous avons édifié une puissante industrie mécanique, les conditions créées permettent d'assigner à cette branche des tâches plus importantes. La production de l'industrie mécanique en 1985 sera de 43-45 pour cent supérieure à celle de 1980.

L'industrie mécanique a mené à bonne fin la tâche que lui avait fixée le VII^e Congrès du Parti pour la production de pièces détachées, satisfaisant 95 pour cent des besoins de notre économie en ces articles. Au cours de ce quinquennat, cette réussite doit être consolidée à travers une amélioration radicale de la qualité et le développement des services de remise en état des pièces de rechange.

Durant ce quinquennat, l'industrie mécanique s'engagera plus largement dans la production d'équipements et de machines pour la construction de nouvelles chaînes de fabrication et de nouvelles usines, pour des restructurations et agrandissements des capacités productives. Il faudra, pour ce faire, améliorer l'organisation et la direction de cette branche de l'industrie, établir sur des bases aussi scientifiques que possible la technologie d'élaboration, la planification, la coopération et la standardisation de la production.

Des mesures urgentes et complètes devront être prises surtout en vue de l'élaboration des projets technologiques et constructifs d'équipements et de machines pour les nouveaux établissements à mettre sur pied et les restructurations qui seront effectuées au cours de ce quinquennat. Une grande partie de ces équipements et machines seront produits pour la première fois dans le pays. En mettre au point les projets et les produire en temps voulu, tout en satisfaisant aux exigences de qualité, constitue une des tâches les plus ardues auxquelles sera confrontée notre industrie mécanique.

Pour acheminer l'industrie mécanique dans la large voie de la production de machines, il est indispensable d'assurer la qualification des gens qui y seront engagés et le développement de leur pensée créatrice, de former aussi des cadres supérieurs et moyens d'orientations étroites et de spécialités particulières, en opérant à cette fin les modifications afférentes aux programmes des écoles professionnelles et de l'Université.

L'industrie chimique connaîtra au cours de ce quinquennat un grand essor. Sa production se sera accrue en 1985 de 63-65 pour cent par rapport à 1980. On s'attachera particulièrement à augmenter la production d'engrais phosphatés et de produits chimiques pour la protection des plantes. Disposant

maintenant d'une bonne quantité de produits fondamentaux et d'une série de résidus industriels et de composantes accessoires des minerais, les chimistes et autres spécialistes doivent se livrer à des études pour réaliser une gamme bien plus étendue de produits et de réactifs chimiques, afin d'en réduire au plus tôt l'importation. Les premiers pas accomplis dans la synthèse chimique doivent être également menés plus avant, en se fondant principalement sur les matières premières du pays et en visant à ce que les produits qui en seront tirés alimentent même, dans un avenir pas trop éloigné, nos exportations.

Le Parti a toujours eu en vue, dans le développement de l'ensemble de notre industrie, **la production accrue, en fonction des besoins de la population, des objets de consommation courante, en assurant la stabilité et l'élévation continue du niveau de vie matériel et culturel des masses travailleuses.** A cette fin, les rythmes d'accroissement de la production de l'industrie légère et alimentaire au cours de ce quinquennat seront plus de deux fois supérieurs à ceux de la croissance de la population.

En ce qui concerne les produits de l'industrie légère et alimentaire, il est nécessaire d'opérer un véritable revirement, de réaliser une amélioration radicale dans la structure des marchandises, dans l'éventail des produits, dans leur qualité, leur emballage et d'abaisser leur coût. Ce tournant ne peut être accompli que grâce à des mesures complètes et efficaces dans le domaine de l'organisation et de la gestion, de la planification et de la technologie de la production. Il convient avant tout de transformer totalement les conceptions artisanales, de développer l'imagination et la pensée créatrices, d'agir avec adresse et promptitude pour opérer des transformations positives, pour ouvrir partout une large voie au nouveau.

D'importants investissements ont été faits pour la mise sur pied et le développement de l'industrie, et il a été formé toute une armée de travailleurs qualifiés et dévoués qui est un puissant appui pour le développement de ce secteur vital de notre économie.

La réalisation des grands objectifs que fixe le Parti exige que les travailleurs de l'industrie accroissent l'efficacité de la production et la productivité du travail, qu'ils élèvent leur créativité. Il leur incombe de mettre largement à profit les multiples capacités productives dont ils disposent et de prendre en charge le mieux possible les nouvelles unités industrielles et chaînes de fabrication qui seront achevées et mises en exploitation, ainsi que celles qui seront restructurées durant ce quinquennat. Avec hardiesse et détermination, en se fondant sur les résultats des études menées et sur les données de la science, ils devront promouvoir et moderniser la technologie de la production, en améliorer les indices qualitatifs et financiers.

Le peuple et le Parti sont fermement convaincus que les travailleurs de toutes les branches de l'industrie, conscients des situations que nous vivons, redoubleront d'efforts et intensifieront leur lutte pour la réalisation des objectifs et des tâches considérables que ce Congrès fixe en vue du développement et du renforcement de notre industrie socialiste.

2. Intensifier la production agricole et parfaire les rapports socialistes dans les campagnes

Notre Parti a élaboré et appliqué une politique agraire marxiste-léniniste, en tenant compte des conditions historiques et des circonstances concrètes dans lesquelles notre révolution l'a emporté et notre pays s'est engagé dans la voie du socialisme. S'agissant d'un pays agraire très retardataire, notre Parti devait mener à bien deux tâches en même temps : la transformation socialiste des campagnes et le développement diversifié de l'agriculture. Il appartenait à l'agriculture de créer les possibilités de cent de la totalité des investissements prévus dans le plan seront affectés à l'agriculture. C'est dans cette branche que seront acheminés quelque 60 pour cent des nouvelles forces actives de travail et il sera mis à sa disposition une plus large base matérielle et technique. C'est pourquoi les travailleurs de l'agriculture et de tous les secteurs qui s'y rattachent sont confrontés à de grandes tâches de combat.

La première tâche de l'agriculture demeure, comme toujours, la production céréalière. Il nous faut chaque année couvrir les besoins en pain d'une population en croissance constante, satisfaire nos besoins accrus d'aliments concentrés et industrialisés pour l'élevage, ainsi que d'autres besoins indispensables en grains. Ces problèmes ne peuvent être résolus à travers l'extension continue des surfaces ensemencées. Au contraire, l'accent doit être mis toujours plus sur l'élévation des rendements et l'amélioration de la structure des cultures céréalières. Cela devient encore plus nécessaire dans des conditions marquées par une forte croissance de la population et quand, de ce fait, les surfaces de terre cultivée par tête d'habitant tendent à diminuer. Aussi l'accroissement de 20 pour cent environ de la production céréalière, prévu pour le 7^e quinquennat par rapport au quinquennat précédent, doit-il être assuré totalement par l'augmentation des rendements. Les tâches en ce domaine sont très sérieuses et elles exigent un soin exceptionnel de la part des organes du Parti, du pouvoir, de l'économie et de tous les travailleurs de l'agriculture.

De pair avec l'accroissement de la production céréalière, il convient de renforcer les mesures prises à tous les niveaux pour le stockage, l'élaboration, la conservation et l'utilisation des céréales, afin de prévenir les déchets et les pertes en ce domaine. En même temps, nous devons tendre à diminuer la consommation de pain par habitant dans les villes comme dans les campagnes. Il nous faut avancer dans cette voie suivant un programme scientifiquement conçu pour améliorer la structure de l'alimentation de la population, en augmentant la production et la consommation de légumes, de pommes de terre, de fruits et de produits animaux, etc. Il s'agit, sans abaisser le niveau de vie, et même en l'élevant, de fournir au peuple plus de lait, de viande, de légumes, etc., et de diminuer par là même la consommation de pain.

Aussi, parallèlement à l'accroissement de la production de légumes, de pommes de terre et de haricots par habitant et à la baisse de son coût, il convient de mener un travail mieux organisé pour étudier les demandes et les goûts des gens et pour modifier la mentalité actuelle quasi artisanale sur la production, le transport, l'industrialisation et la vente de ces produits. Les objectifs assez poussés que prévoit ce plan pour les légumes, les pommes de terre et les haricots, requièrent l'adoption de multiples mesures agrotechniques, ainsi que la concentration et la spécialisation de la production, surtout autour des grandes villes, afin que les plans en soient accomplis en quantité, en types et dans les délais fixés, tout au long de l'année.

D'importants investissements ont été faits par l'Etat et les coopératives pour le développement des cultures fruitières. Toutefois, les investissements jusqu'à ce jour, surtout dans les coopératives, ont été relativement peu efficaces et le poids spécifique de ce secteur dans la production agricole est encore relativement faible. Aussi, afin de mener à bien les tâches croissantes pour le développement des cultures fruitières, il apparaît nécessaire, en premier lieu, d'instaurer une plus juste appréciation de cette branche, de combattre les conceptions qui tendent à la déprécier et les marques de désintéressement pour cette importante richesse aux grandes perspectives pour notre pays. Il est nécessaire d'effectuer parfaitement tous les services que nécessitent les arbres fruitiers et les oliviers, et de créer des conditions appropriées pour une irrigation à grande échelle.

Les nouveaux investissements seront principalement affectés à compléter les plantations existantes et à réorganiser les vignobles déjà mis sur pied. Des études sur les cultures fruitières devront être entreprises et un grand travail mené pour accroître et améliorer les variétés nouvelles, il faudra tendre à créer des ceintures de diverses espèces d'arbres fruitiers autour des villes et, dans la mesure des possibilités, pratiquer aussi des investissements conjoints de l'Etat et des coopératives.

Les besoins du peuple et le développement d'une agriculture diversifiée exigent une amélioration de la structure des cultures industrielles. Il faudra les concentrer dans les districts et les exploitations qui ont obtenu de meilleurs résultats et les spécialiser dans ce sens, assurer des semences à forte productivité et à haut rendement, et appliquer la technologie avancée dans la production. En ce qui concerne les plantes industrielles, nous devons nous en tenir à l'orientation selon laquelle il faut satisfaire toujours mieux les besoins de notre population et de notre économie grâce à la production nationale.

En ce qui concerne l'économie forestière, parallèlement aux mesures prises pour atteindre plus vite l'équilibre entre les coupes et la croissance naturelle de la végétation sylvestre, il faudra tendre à faire des forêts des exploitations complexes, où, à part l'obtention du bois, soient cultivés et recueillis des produits secondaires, des plantes oléagineuses et médicinales et y développer davantage la zooculture.

Les objectifs que fixe le nouveau plan quinquennal pour l'élevage exigent que les organes du Parti, de l'Etat et de l'économie ainsi que tous les travailleurs de l'agriculture attachent un bien plus grand soin à cette branche importante. En dépit des progrès accomplis, le niveau de la production et de la modernisation du secteur de l'élevage ne répond pas aux importants investissements effectués et aux besoins toujours croissants de produits animaux. Le projet de directives de ce plan quinquennal prévoit que la production, en 1985, se sera accrue, par rapport à 1980, pour le lait, de 30-32 pour cent, pour la viande, de 53-55 pour cent et pour les œufs, de 50-52 pour cent, etc. Ces objectifs sont fondés sur une ultérieure augmentation du cheptel, mais en particulier sur la productivité accrue de toutes les espèces de bétail. L'objectif fixé est d'obtenir des vaches de race, ainsi que des autres bêtes de race améliorée, une quantité de produits deux à trois fois supérieure aux moyennes des rendements enregistrés jusqu'ici à l'échelle du pays. A cette fin, il est nécessaire de modifier radicalement les conceptions et les attitudes qui ont eu cours jusqu'ici quant aux besoins et aux exigences que pose le développement d'un élevage à grande échelle, comportant une grande diversité d'espèces et reposant sur des bases scientifiques.

i

Le problème numéro un en ce domaine consiste dans la mise en œuvre d'un système complet et approprié de mesures pour doubler et tripler les rendements des cultures fourragères et la capacité des pâturages naturels, pour accumuler et exploiter toutes les réserves et les sous-produits de l'agriculture, ainsi que pour appliquer une technologie plus avancée dans l'élaboration d'aliments concentrés et d'autres produits agricoles et industriels pour le bétail.

Nous continuerons d'engager des investissements et de prendre des mesures en vue de la mise sur pied de complexes modernes pour le renforcement de l'élevage, pour la production de viande et d'œufs, pour l'élaboration industrielle et l'ensilage des aliments destinés au bétail. Mais il faut avoir soin de faire ces investissements en temps voulu en s'assurant qu'ils produiront l'effet requis. D'autre part, on ne devra pas perdre de vue que l'élevage, cette grande richesse nationale, est, en majeure partie, concentré dans les coopératives agricoles qui comprennent aussi les troupeaux regroupant les bêtes de leurs membres. Aussi faut-il avoir bien soin d'assurer de bonnes conditions de reproduction de ce bétail, d'accroître les productions animales et d'en abaisser le prix de revient dans toutes les zones du pays.

Les progrès prévus par le 7^e plan quinquennal dans l'agriculture seront réalisés, dans une plus grande proportion que jamais, à travers son intensification. L'augmentation de la production agricole globale sera, selon les prévisions, réalisée dans une proportion de 90 pour cent grâce à l'élévation des rendements des cultures et de la productivité de l'élevage, en regard des 45 à 70 pour cent, réalisés par cette voie dans les quinquennats précédents. La terre et toute la base matérielle et technique, relativement puissante et multiple, mise en place, devront être exploitées de façon plus efficace afin d'obtenir la plus grande quantité possible de produits végétaux et animaux avec le moins de frais possible.

Tout en fixant des tâches considérables pour une intensification accélérée de l'agriculture, nous devons, à l'avenir également, persévérer dans nos efforts pour étendre les surfaces des terres mises en culture, car notre pays possède encore des terres à défricher dans les zones de collines et de montagnes, et de nouvelles étendues de terre peuvent aussi être récupérées grâce aux dessèlements, etc.

L'intensification de l'agriculture nécessite entre autres une harmonisation plus judicieuse et scientifiquement fondée de l'ensemble des facteurs humains, matériels, agrotechniques et naturels qui conditionnent la production agricole. C'est là un grand problème qui se pose à chaque exploitation, à

chaque district et à chaque zone. Les spécialistes, les cadres et les travailleurs d'avant-garde à la base, les organismes économiques et de planification, mais aussi les institutions de recherche scientifique, ont ici un vaste champ d'études et d'action créatrice et novatrice.

Les investissements ainsi que les soins apportés à la terre doivent, à l'avenir également, constituer l'orientation principale de l'action à mener pour intensifier et accroître la production agricole. Cela exige l'application de mesures générales tendant à augmenter la fertilité du sol et à le protéger contre l'érosion, à enrichir et à améliorer les terres grâce à un amendement combiné et complet; cela exige aussi la production et l'utilisation de semences à haute productivité, résistantes aux maladies, aux agents nuisibles et autres facteurs naturels pernicioeux.

Les nombreux problèmes qui concernent l'intensification de l'agriculture ne peuvent être résolus avec succès que si la production agricole est assise sur des bases rigoureusement scientifiques. Le 8^e plénum du CC du Parti a défini des orientations et des directives très importantes à l'intention de tous les organismes scientifiques opérant dans l'agriculture, de la base au sommet. Les organisations du Parti, les organes de l'Etat et de l'économie ont pour première tâche de faire appliquer persévéramment ce programme. Il convient pour cela d'avoir une juste compréhension de l'importance et du grand rôle des recherches et des expérimentations scientifiques dans cette branche de l'économie et de prendre toutes les mesures organisationnelles requises afin que les résultats de ces études trouvent au plus tôt leur application dans la grande production.

Dans le cadre du travail qui sera accompli dans l'agriculture au cours de ce quinquennat, le Comité central du Parti propose au Congrès l'application d'une série de mesures importantes en vue d'une intensification prioritaire de la production dans les plaines les plus fertiles du pays pendant une période de dix ans. La première étape de ce programme, dont l'application est prévue durant le 7^e quinquennat, s'étendra sur plus de 100 000 hectares de terres de la dépression côtière. Le but de cette action est d'accroître les productions végétales et animales dans les zones où le travail et les investissements ont un rendement plus prompt et plus élevé. Cela créera aussi des conditions favorables pour un plus rapide essor des coopératives et pour le passage graduel de la propriété de groupe à la propriété du peuple tout entier. En entreprenant cette action, on ne touchera pas aux investissements et aux ressources matérielles indispensables pour le développement de l'agriculture dans les autres zones du pays; au contraire, le travail sera poursuivi pour y développer et renforcer encore toutes les coopératives agricoles.

L'heureuse réalisation de cette grande tâche exige un travail attentif, bien programmé et organisé par le ministère de l'Agriculture, la Commission du Plan d'Etat, le ministère des Finances et les autres institutions centrales ainsi que par les organes du Parti et du pouvoir dans les districts qu'englobe la zone où sera mise en œuvre l'intensification accrue de l'agriculture.

Le niveau atteint dans le développement des forces productives et les nouveaux pas qui seront accomplis au cours du 7^e quinquennat et par la suite, seront accompagnés et soutenus par le perfectionnement des rapports socialistes dans les campagnes. Le Comité central du Parti a étudié attentivement et a approuvé les initiatives révolutionnaires de la paysannerie pour une nouvelle réduction de la parcelle individuelle dans les coopératives et pour le regroupement en troupeaux du bétail de leurs membres, et il ne cesse de prendre des mesures de tout genre pour appuyer comme il se doit ce processus progressif dans les campagnes. Le Parti apprécie hautement l'esprit révolutionnaire et l'ardent patriotisme de la paysannerie coopérée dans cette entreprise de particulière importance pour le renforcement du système coopératif dans notre pays.

Il est pleinement confiant que la réduction de la parcelle individuelle et le regroupement du bétail en troupeaux, conduiront à l'accroissement des productions agricoles et pastorales, que ces mesures garantiront une ultérieure élévation du bien-être de la paysannerie, qu'elles renforceront encore le sentiment de collectivisme socialiste. Ainsi, à mesure de l'accroissement de la production et de

l'élévation du bien-être général de la paysannerie, la parcelle individuelle, en tant qu'exploitation auxiliaire provisoire, va petit à petit vers son étiolement, vers son extinction.

L'application du programme d'intensification accélérée de la production agricole dans les zones de plaines du pays y entraînera aussi des transformations importantes dans les rapports de production socialistes. Les investissements considérables que l'Etat engagera dans les coopératives de ces zones permettront d'accroître la part des moyens de production qui sont propriété d'Etat. Cela entraînera le rétrécissement graduel de la sphère des rapports de la propriété coopérative, jusqu'à sa conversion ultérieure en propriété du peuple tout entier. Mais, avant d'en arriver à cette phase, les coopérateurs, dans les zones où cette Intensification sera accélérée, continueront d'être rémunérés sous les formes actuelles, en fonction des normes de rendement et à raison des journées-travail aujourd'hui en vigueur. Entre-temps, on s'emploiera à faire en sorte que le niveau de leur rémunération atteigne graduellement celui des salaires des ouvriers des entreprises agricoles.

Parallèlement, on poursuivra le travail pour le renforcement des coopératives de type supérieur, dont certaines seront converties en entreprises agricoles. Ce sera là aussi une expérience féconde pour l'avenir. De nouvelles coopératives de type supérieur seront constituées dans les zones de plaines. Ce pourra être le cas aussi de certaines coopératives de zones de collines et de montagnes, et cela en fonction de leur niveau de développement et des possibilités de l'Etat.

Tout en projetant ces nouvelles mesures, le Parti accordera à l'avenir également une grande attention au développement et au renforcement des coopératives des zones de collines et de montagnes. Ces zones sont peuplées par une grande partie de la population du pays et il s'y trouve des surfaces considérables de terre cultivable. L'intensification accélérée de l'agriculture dans les plaines fournira à l'Etat de plus grandes possibilités matérielles et financières pour faire des investissements dans ces zones également et accroître l'aide qu'il leur prête.

Il faudra s'attacher aussi, avec une attention et un soin particuliers, à développer et à renforcer toutes les entreprises agricoles, en combattant les défauts et les faiblesses qui existent aujourd'hui dans un certain nombre d'entre elles. La directive donnée depuis longtemps par le Parti, pour que les entreprises agricoles soient à l'avant-garde, doit être mise en œuvre avec persévérance.

Les objectifs grandioses du nouveau plan quinquennal ouvrent de vastes perspectives de développement et de progrès à l'agriculture et à nos campagnes socialistes. Leur réalisation requiert la mobilisation et les efforts opiniâtres de tous les travailleurs de l'agriculture, le perfectionnement de la planification, de l'organisation et de la gestion dans la production agricole comme à chacun de ses maillons successifs, dans les organes de stockage, de l'industrie légère et alimentaire, du commerce intérieur et extérieur. En particulier, des tâches importantes incombent au ministère de l'Agriculture, aux organes et aux institutions qui en dépendent pour se hisser à la hauteur des grands problèmes que pose ce Congrès pour le développement de l'agriculture.

L'heureuse réalisation des tâches posées dans l'agriculture constituera une grande victoire de la politique agraire du Parti, qui est diamétralement opposée à la politique suivie dans les pays révisionnistes, où l'agriculture s'est engagée dans une impasse. Dans ces pays, comme on le sait, la voie léniniste de la collectivisation a été depuis longtemps abandonnée. La forme du capitalisme collectif qui a été instaurée en Union soviétique et ailleurs s'accompagne maintenant à grande échelle de formes directes de propriété privée. Les exploitations individuelles privées sont regardées par les révisionnistes comme une base essentielle de la production de viande, de lait et d'autres produits agricoles, on leur confie même le bétail des kolkhozes et des sovkhos pour le nourrir et l'élever, liquidant ainsi toute trace du système socialiste dans les campagnes. C'est cette voie qui a plongé l'agriculture de beaucoup de ces pays dans une crise profonde, où la pénurie d'aliments et de matières premières agricoles est devenue aujourd'hui un des problèmes les plus sérieux de la vie des masses, travailleuses.

3. Les investissements et les travaux de construction, base importante du renforcement continu de l'économie

Au cours du quinquennat écoulé, de gros efforts ont été faits pour réaliser les investissements et les travaux de construction fondamentaux fixés par le VII^e Congrès du Parti. Dans ce domaine, l'activité hostile des révisionnistes chinois nous a causé un grand tort et a entravé plus que partout ailleurs la réalisation des objectifs fixés. Néanmoins, grâce aux mesures multilatérales prises par le Parti et par l'Etat, il a été réalisé au cours du 6^e quinquennat un volume d'investissements supérieur de 15 pour cent à celui du quinquennat précédent.

Le potentiel de production que nous avons créé et les sources croissantes de nos accumulations intérieures rendent possible la mise en place au cours, du nouveau quinquennat d'un programme d'investissements et de grands travaux d'une ampleur sans précédent, d'une valeur globale de 25 milliards de leks, soit 22-24 pour cent de plus que pour le 6^e quinquennat. C'est là une expression significative des supériorités et de la vitalité de notre ordre économique et social, des capacités créatrices et des énergies inépuisables des larges masses travailleuses, de la justesse du principe de l'appui sur ses propres forces.

Dans la fixation des investissements, de leur structure et des réalisations concrètes auxquels ils sont affectés, on a eu en vue la perspective de développement des différentes branches de l'économie et de la culture, le renforcement de l'indépendance et de la défense de la Patrie, le souci de garantir l'élévation graduelle du bien-être de la population.

Comme toujours, la priorité dans la politique des investissements est donnée à la production matérielle. Au lieu de 77,5 pour cent que représentaient les investissements de la sphère productive dans le plan quinquennal précédent, leur part dans le nouveau plan sera d'environ 83 pour cent. Cette proportion est déterminée par le fait que la production est la base du bien-être du peuple et du potentiel défensif de la Patrie.

Dans ce quinquennat également, les plus gros investissements, soit plus de 74 pour cent de leur totalité, seront affectés au développement de l'industrie et de l'agriculture, ce qui représente une augmentation de près de 37 pour cent par rapport au quinquennat écoulé. D'importants investissements seront également engagés dans les transports, les secteurs socio-culturels et la construction de logements. Au cours de ce quinquennat, dans la seule sphère productive on travaillera à la construction de plus de 350 établissements importants.

Pour réaliser les objectifs précités il est nécessaire de prendre des mesures pratiques afin d'utiliser avec plus d'efficacité économique les moyens financiers, techniques et matériels qui y seront consacrés. Ce travail commence dès la planification. Aussi est-il nécessaire qu'il soit assis sur des bases scientifiques et cela depuis les entreprises à la base jusqu'aux directions centrales. Il faudra avoir soin de procéder à des études complètes pour définir le caractère indispensable de chaque établissement, ses avantages et les fonds nécessaires à sa réalisation. De même, il convient de déterminer au plus tôt les critères scientifiques et les indices économiques et techniques en fonction desquels sera calculée l'efficacité économique et d'exercer un contrôle afin qu'ils soient obligatoirement appliqués tant dans la construction de ces établissements que dans leur exploitation. Il est particulièrement important de mener des études prospectives sur le développement des diverses branches de l'économie, mais aussi des entreprises et des coopératives. Ces études serviront de point de départ à l'élaboration des plans quinquennaux et à l'utilisation rationnelle et parcimonieuse des investissements fondamentaux.

Au cours du 7^e quinquennat on améliorera encore la structure interne des investissements, en y augmentant la part des machines et des équipements et en y diminuant celle des travaux de construction-montage. Ici influera dans une bonne mesure le fait que quelque 40 pour cent des investissements dans l'industrie et dans les autres branches seront affectés à des agrandissements, réaménagements et modernisations des entreprises existantes. C'est là une voie avantageuse qui permet

d'économiser des fonds importants pour les travaux de construction et de hâter l'extension des capacités productives sur une base technique et technologique plus avancée. Les organes de la planification, des constructions et des finances ont pour devoir de travailler attentivement et de lutter avec persévérance pour atteindre cet objectif.

L'exécution en temps voulu des investissements et des travaux de construction est, plus qu'en tout autre domaine, déterminante pour réduire le volume des investissements inemployés et des constructions inachevées, pour réaliser les tâches du plan de production, du revenu national, de l'accumulation, et pour assurer la stabilité du marché et de la circulation monétaire. La fixation de délais normatifs pour la durée de construction des divers ouvrages et de limites normatives du volume des investissements inemployés et des constructions inachevées, doit servir de moyen efficace pour renforcer le contrôle de la planification et de la mise en œuvre des investissements.

Il faudra témoigner un plus grand soin aux investissements effectués par les coopératives agricoles sur leurs propres ressources, qui doivent, selon les prévisions, atteindre au cours de ce quinquennat 2 milliards 750 millions de leks. Ces investissements doivent être mieux intégrés dans le plan de développement économique et leur réalisation suivie avec soin par les coopératives elles-mêmes, par les organes d'Etat et par les organismes économiques, sans qu'il soit permis à l'avenir que des fonds importants demeurent inutilisés. La baisse du coût de production demeure un grand problème pour la construction car en dépit des progrès accomplis, ce coût reste élevé. D'où la nécessité pour les projeteurs, les technologues et les exécutants, ainsi que pour les producteurs de matériaux de construction, de mettre au point et en application, en étroite collaboration avec les économistes, des projets adéquats, de pratiquer des constructions standards et légères, de produire une large gamme de matériaux de construction de hautes qualités et résistance, en appliquant l'expérience avancée du pays et l'expérience mondiale.

Le ministère de la Construction, les autres ministères et les entreprises qui en relèvent, disposant d'un riche parc de machines, doivent s'employer opiniâtement à assurer l'exploitation rationnelle et complète de cette base puissante. Aux rythmes qu'ont pris et que prennent les travaux de construction on ne peut aller de l'avant sans opérer un tournant radical dans la mécanisation de ces travaux, dans leur industrialisation et dans l'élévation sensible du rendement du travail dans ce, secteur.

Afin de mieux répondre aux besoins de l'économie pour la circulation des marchandises, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ainsi que pour le mouvement de voyageurs, les transports connaîtront, au cours du 7^e quinquennat, une nouvelle expansion. Compte tenu des besoins du développement de notre économie et de leur prix de revient très inférieur, **la priorité sera donnée aux transports ferroviaires, qui verront leur développement accéléré.** Au cours de ce quinquennat, de nouvelles lignes et ramifications seront construites pour une longueur équivalant à plus de 37 pour cent de la longueur totale du réseau ferroviaire construit jusqu'à ce jour.

La réalisation de ces transformations structurelles dans les transports demande de nouvelles formes d'organisation ainsi qu'une série d'autres mesures techniques, indispensables pour intensifier l'exploitation des chemins de fer, agrandir le parc de wagons, mécaniser les opérations de chargement et de déchargement, accélérer le mouvement des marchandises dans les gares, etc.

Tout en donnant la priorité au transport ferroviaire, on ne diminuera en aucune manière le soin accordé au développement du transport maritime, de cabotage et au long cours, en tant que transport massif et avantageux, ainsi qu'à l'exploitation rationnelle et aussi complète que possible des transports routiers, en particulier dans le secteur économique. Il faudra accorder une grande importance à la fabrication et à l'utilisation des remorques, surtout de celles de grosse capacité.

L'exploitation plus complète des divers moyens de transport et leur bon entretien, ainsi que la réalisation du plan à tous ses indices, constituent de grandes tâches pour les organisations du Parti et tous les travailleurs des transports.

4. Accroître nos exportations et économiser nos devises

Notre commerce extérieur n'a cessé de se développer et de s'étendre. Nous faisons aujourd'hui du commerce avec plus de cinquante pays de diverses régions du monde. Nous nous efforcerons d'élargir encore nos relations commerciales dans l'intérêt du pays et sur la base de l'avantage réciproque. Nous avons toujours conduit le développement de notre économie dans la voie du renforcement incessant de notre indépendance politique et économique, mais nous n'avons jamais visé ni ne visons à un développement autarcique, et nous n'avons jamais cessé non plus de lutter contre toute pression tendant à intégrer notre économie dans celle des pays capitalistes et révisionnistes.

En dépit des difficultés et des obstacles sérieux auxquels nous nous sommes heurtés, grâce à cette juste ligne marxiste-léniniste et à un accroissement considérable de nos exportations, **notre économie a réussi pour la première fois, dans les dernières années du quinquennat écoulé, à équilibrer par ses exportations toutes les importations indispensables. Elle a réalisé cet équilibre sans toucher à ses rythmes d'expansion ni au niveau de vie de la population.** C'est là une nouvelle victoire historique du Parti et de notre peuple dans la voie de la construction intégrale de la société socialiste, une claire expression de la capacité économique de notre pays.

En 1985, les exportations de marchandises doivent, selon les prévisions, avoir augmenté de 58-60 pour cent par rapport à 1980, et nos importations de 56-58 pour cent. Ainsi, la balance de notre commerce extérieur sera-t-elle encore plus excédentaire et la réalisation d'ensemble des tâches du plan quinquennal mieux garantie.

Des améliorations sensibles sont apportées à la structure de nos exportations. Au cours du 7^e quinquennat, l'industrie lourde assurera, par l'exportation de ses produits, plus de deux fois plus de devises qu'au cours du quinquennat précédent. Les produits ouvrés atteindront 73 pour cent de la totalité de nos marchandises exportées, en regard de 70 pour cent pour le quinquennat écoulé.

Le souci de la quantité et de la qualité de la production, la livraison, dans les délais, des marchandises destinées à l'exportation, la lutte pour produire à un coût aussi bas que possible, devront être à l'ordre du jour des obligations de nos organes. Que partout l'on réfléchisse et travaille pour découvrir de nouvelles sources d'exportations.

Dans ce quinquennat, la directive du Parti prescrivant de réserver la majeure partie de nos importations, soit quelque 93 pour cent, aux machines, à certaines matières premières et à certains produits non ouvrés afin de développer la production nationale, sera exécutée de façon plus parfaite. L'expansion toujours accrue de la production permettra d'accroître la part relative des machines et des équipements dans nos importations et d'y réduire celle des matières premières et des produits non ouvrés.

Dans le domaine des importations, un des problèmes les plus importants et de plus haute responsabilité consiste à se procurer les machines et les équipements nécessaires pour les établissements complets et les réaménagements et modernisations à réaliser au cours de ce quinquennat. La solution de ce problème exige des connaissances très approfondies et l'adoption de mesures préparatoires concrètes, la collaboration de tous les départements ; technologues, projeteurs et exécutants des investissements, ainsi que des organismes du commerce extérieur, et une parfaite coordination de leur travail.

L'accomplissement des tâches fixées dans le domaine du commerce extérieur de la part de tous, exige que soit profondément ancrée la conception selon laquelle les importations et les exportations doivent toujours être considérées comme indissociables, la priorité étant toujours accordée à ces dernières. De même que l'on exige la stricte application des indices du plan dans la livraison des marchandises importées, toute irrégularité et tout retard en ce domaine entraînant des conséquences non seulement économiques mais aussi politiques et sociales, ainsi et même davantage il convient de travailler et de lutter pour réaliser minutieusement le plan des exportations.

La lutte pour des économies, tant dans les produits que nous exportons que dans les matières premières et les produits non ouvrés que nous importons, revêt aujourd'hui une importance particulière. Des économies doivent être faites surtout dans l'utilisation du coke, du solar et du mazout, des aciers, de la tôle noire et des lubrifiants, des pneus et d'autres produits. Il faudra établir des normes scientifiquement fondées et exercer un contrôle rigoureux dans l'utilisation de ces produits et d'autres du même genre. Nous devons tous nous efforcer de remplacer les matières premières et les matériaux coûteux par des matières meilleur marché et plus avantageuses, de produire sur place des machines, des équipements et des marchandises aujourd'hui importés.

L'accroissement sensible du volume de notre import-export et la réalisation des grandes tâches qui se posent dans ce secteur exigent une amélioration notable et une intensification de l'activité des organismes du commerce extérieur, une plus haute compétence professionnelle et une grande habileté leur permettant de s'orienter en toute situation.

5. Garantir et élever graduellement le niveau de vie de la population

La construction de la société socialiste est un processus révolutionnaire multilatéral. Aussi le Parti a-t-il regardé le développement de la production sans le dissocier du renforcement de l'ordre social socialiste, de la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs, et de leur éducation communiste, sans dissocier non plus le bien-être du peuple du renforcement de l'indépendance et de la capacité de défense de la Patrie, le général et le collectif du particulier, le présent de l'avenir, le développement urbain du progrès rural.

Dans le développement de la production et de toutes les autres activités sociales, le Parti a toujours au centre de son attention l'homme travailleur, la satisfaction de ses besoins matériels et culturels. Au cours du 6^e plan quinquennal également, bien que les tâches fixées n'aient pas été entièrement réalisées, le pouvoir d'achat et le revenu réel par tête d'habitant se sont élevés dans les villes comme dans les campagnes, l'approvisionnement en produits de consommation courante s'est accru graduellement, les conditions de logement des travailleurs ont été améliorées. Les prix des produits alimentaires et industriels, des combustibles, de l'énergie électrique, les loyers et tarifs des services à l'intention de la population n'ont connu aucune hausse. Le fonds social de consommation s'est accru de 20 pour cent, ce qui s'est traduit, pour chaque famille, par un gain annuel de 4 000 leks environ.

L'essor que connaîtront l'industrie, l'agriculture et les autres branches de l'économie au cours du 7^e quinquennat permettra de garantir et d'élever encore le niveau de vie matériel et culturel de la population. En dépit du grand programme d'investissements et de dépenses engagés pour le développement de l'économie et l'augmentation de la norme d'accumulation, qui passera, de 30 pour cent environ qu'elle était dans le 6^e quinquennat, à 31-33 pour cent dans le 7^e quinquennat, le revenu réel par tête de la population augmentera de 8-10 pour cent. Cet accroissement sera, dans les campagnes, deux fois plus rapide que dans les villes. Les produits de consommation courante augmenteront de 33-35 pour cent et les services à l'intention de la population, de 45-47 pour cent. Celle-ci sera encore mieux approvisionnée en viande, poisson, œufs, légumes, pommes de terre et fruits. Des améliorations sont également prévues dans la structure des marchandises de consommation courante et dans la mise en vente d'articles durables, afin de faciliter les conditions d'existence et d'améliorer la qualité de la vie dans les familles.

Afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de bien-être, le travail et les efforts doivent porter en premier lieu sur les tâches visant à accroître la production et son efficacité dans l'industrie, dans l'agriculture et dans les autres branches et secteurs. Il faudra, en particulier, être attentif aux exigences des lois qui régissent la production et la répartition, la circulation des marchandises et de l'argent en régime socialiste et y répondre. La productivité du travail doit augmenter plus rapidement que le revenu par tête d'habitant, le revenu national s'accroître plus vite que le pouvoir d'achat de la population, lequel doit être couvert non seulement globalement par la quantité des marchandises et des services, mais aussi par une structure adéquate des marchandises et services qui satisferont ses

besoins. La violation de ces proportions entraînerait aussi des perturbations dans la circulation monétaire, laquelle ne peut être conçue et mise en œuvre sans être rattachée à la production, à la circulation des divers produits et marchandises, à la création et à la répartition des revenus.

Les travailleurs du commerce ont d'importantes tâches à remplir pour mieux servir la population et satisfaire ses exigences et ses besoins quotidiens. Ils doivent améliorer radicalement leur travail, collaborer plus étroitement avec les autres organes de l'économie, procéder à des études approfondies, organiser un commerce cultivé, élever leur rôle actif dans la production et dire halte aux produits de qualité médiocre. Tant le commerce d'Etat que les coopératives devront consacrer une attention particulière à la vente des produits alimentaires dans les campagnes, afin d'appuyer comme il se doit les initiatives et les mesures prises récemment pour réduire encore la parcelle individuelle des coopérateurs et regrouper leur bétail en troupeaux.

L'amélioration des conditions de logement du peuple a été et demeure une question importante de la politique du Parti en matière de bien-être. Aujourd'hui quelque 80 pour cent de la population vivent dans des logements construits sous le pouvoir populaire. Au cours du 6^e quinquennat, l'Etat et la population elle-même ont construit plus de 56 000 appartements et maisons d'habitation. Pour mieux résoudre les problèmes du logement qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour, il est indispensable de hâter les rythmes de construction. C'est pourquoi le 7^e plan quinquennal prévoit la construction de plus de 80 000 appartements et logements nouveaux où habiteront plus de 400 000 personnes. Les loyers, bien qu'étant les plus bas au monde, n'ont pas été et ne seront pas relevés.

Les organes des services communaux ont de grandes tâches à remplir pour bien entretenir cette richesse qui s'accroît et se diversifie d'année en année. Mais il leur incombe des tâches encore plus importantes pour étendre les services à l'intention du peuple, pour en améliorer très nettement la qualité et en réduire le coût, et surtout pour élargir les services communaux et de réparations dans les campagnes. Les comités exécutifs des districts, qui souvent se concentrent principalement sur la réalisation des plans de production, devront assumer une plus grande responsabilité et témoigner plus d'intérêt à ces problèmes et à d'autres encore, qui concernent la vie quotidienne de la population.

L'instruction et la culture des travailleurs, la sauvegarde et la consolidation de leur santé ont été et demeurent au centre de l'attention de notre Parti et de notre Etat socialiste. L'élévation du niveau d'instruction et de culture des masses constitue une condition et une base solide du progrès économique et social de tout le pays, du renforcement de la défense de la Patrie, de l'amélioration continue des conditions de vie de la population. Les possibilités d'accroissement du savoir et de la culture représentent un grand potentiel pour la réalisation des plans actuels et futurs, pour le progrès technique et scientifique vers de nouvelles cimes. Aussi le 7^e plan quinquennal prévoit-il un nouvel essor de l'éducation, de la culture et de la science.

Le nombre des élèves de l'enseignement secondaire s'accroîtra sensiblement. En dehors des enfants des villes, cet enseignement englobera dans une mesure toujours croissante les enfants des campagnes. Les écoles secondaires professionnelles seront agrandies et spécialisées pour mieux répondre au développement impétueux de l'économie, à la création de nouvelles branches et à l'introduction de technologies nouvelles dans la production. Au cours des cinq années à venir quelque 160 000 personnes recevront leur diplôme de fin d'études dans toutes les catégories d'écoles secondaires, en regard de 113 000 pendant le quinquennat écoulé.

Un soin particulier sera consacré au développement de l'enseignement supérieur, où le nombre des étudiants augmentera de 45 pour cent par rapport au 6^e quinquennat. De nouvelles spécialités seront créées, la qualification et la spécialisation post-universitaires seront étendues.

Parallèlement à l'enseignement, de nouveaux pas en avant seront faits dans les divers secteurs de la culture afin que leurs activités pénètrent profondément parmi les masses et servent mieux leur éducation. La publication d'ouvrages politiques, scientifiques, techniques et artistiques sera encore

accrue. Le tirage total des livres publiés sera supérieur d'un million d'exemplaires à celui atteint au cours du quinquennat précédent. Le cinéma connaîtra un nouvel essor. Le réseau de radio-télévision sera élargi grâce à l'installation de stations de retransmission et de relais qui couvriront toutes les zones du pays. Au cours du 7^e quinquennat la télévision commencera à émettre des programmes en couleur. De nouveaux musées seront mis sur pied dans les villes et les villages en vue de promouvoir l'éducation révolutionnaire et patriotique des travailleurs, cependant que les musées existants seront enrichis. Citons, entre autres importantes réalisations en ce domaine, le Musée historique national de Tirana, le Musée de Skanderbeg à Kruje et le Musée de la culture matérielle populaire à Shkodër.

Au cours de ce quinquennat les fonds destinés au développement de la culture physique et des sports seront encore accrus. On aménagera de nouveaux terrains de jeu, et construira de nouveaux palais des sports et stades. Ces équipements contribueront à l'aguerrissement physique et à la récréation de la jeunesse, à sa meilleure préparation pour le travail et la défense. Les sportifs répondront à cette sollicitude que leur témoigne le Parti en réalisant de meilleures performances.

Sous le pouvoir populaire une véritable révolution, a été accomplie dans le domaine de la protection de la santé du peuple. Le réseau des institutions sanitaires a beaucoup été élargi, le service médical n'a cessé de s'améliorer et les autres mesures tendant à la protection et à la consolidation de la santé du peuple ont été intensifiées. Au cours du 7^e quinquennat on poursuivra dans cette voie féconde. Les mesures prophylactiques seront encore étendues et améliorées dans les villes et surtout dans les campagnes. Un soin particulier sera attaché à l'amélioration des services sanitaires afin d'élever la qualité des soins et de l'assistance médicale et de renforcer les mesures pour la protection de la santé de la mère et de l'enfant, d'abaisser la mortalité des enfants, âgés de moins d'un an. La décision consacrant la prolongation du congé pré et postnatal à près de six mois contribuera à cette fin.

Notre pays connaît une croissance dynamique de la population, une structure démographique où prédominent les couches jeunes et une population toujours active et fraîche. Le Parti s'est employé constamment à fonder l'étude et la direction des processus démographiques sur des bases plus scientifiques, afin que la population continue de croître à des rythmes adéquats.

Non seulement le chômage et l'émigration économique sont inconnus dans notre pays, mais le développement dynamique des forces productives et des activités sociales et culturelles y requièrent toujours de nouvelles forces de travail. Toutes les nouvelles forces, soit quelque 210 000 personnes qui accéderont au cours de ce quinquennat à la vie active, seront engagées principalement au travail dans la production. L'affectation de nouvelles forces de travail aux divers secteurs exige des études approfondies de la part de la Commission du Plan d'Etat, du Comité d'Etat pour le travail et les salaires, des autres départements ministériels, des comités exécutifs des conseils populaires des districts, et des entreprises et des coopératives agricoles elles-mêmes.

Naturellement, le Parti et l'Etat s'efforceront de créer des fronts de travail là où vivent les gens, mais cela dépend aussi beaucoup de la répartition des ressources et des richesses naturelles. Aussi les nouvelles forces de travail seront-elles en partie engagées là où le pays a besoin d'elles et où s'ouvrent les plus larges fronts de travail. Ce processus doit être mieux soutenu par l'essor des centres urbains, par le développement des transports, l'amélioration des conditions de travail, l'ajustement du système salarial de manière à stimuler l'embauche même dans les zones lointaines ou dans de difficiles conditions de travail.

6. Perfectionner la direction de l'économie et élever son efficience

La direction et l'organisation constituent un élément fondamental du travail, que nous devons parfaitement maîtriser pour faire bien marcher les choses partout, dans l'économie, l'éducation, la science, la culture, dans tous les domaines de l'activité sociale.

Dans les conditions actuelles, notre économie, étant devenue une grande économie diversifiée, ne peut être dirigée et menée de l'avant avec des conceptions et des pratiques surannées. Il est impossible aujourd'hui de travailler avec des vues empiriques et praticistes étroites. La direction et l'organisation doivent s'appuyer sur des connaissances et un savoir approfondis, sur des principes et des critères scientifiques solides qui émanent des lois du développement économique et social.

La direction de l'économie sur la base de ces lois exige que les problèmes du développement des forces productives soient considérés toujours en étroite liaison avec leurs aspects sociaux, avec toutes les composantes de notre vie socialiste. Cela implique la mise en œuvre planifiée et bien conduite d'une action conjuguée des forces productives et des rapports économiques et superstructurels, dont nous affirmons la nécessité, mais que parfois nous oublions ou survolons dans la pratique. Ces manifestations nocives, doivent être combattues et éliminées, car elles risquent de permettre un type de direction s'inspirant de l'économisme et du technocratisme.

Notre économie nationale en tant qu'économie socialiste unique, est dirigée conformément au principe du centralisme démocratique et au plan général d'Etat. Quand ce principe est tant soit peu affecté par l'entrée en jeu d'intérêts particuliers et étroits, c'est, que les directives du Parti, les lois de l'économie et les règles de notre Etat socialiste n'ont pas été bien comprises et appliquées. Aussi faut-il combattre les tendances à considérer les problèmes dans le cadre étroit d'un ministère et à mener un travail clos au niveau d'un district ou d'un organisme. La collaboration, la coordination du travail sur les divers problèmes doivent être renforcées suivant la ligne et la politique du Parti afin qu'une rapide solution soit apportée aux problèmes sur la base des compétences attribuées à chacun.

L'essentiel est que chacun, se guidant sur la ligne, la politique et l'idéologie du Parti, réalise les tâches qui lui sont assignées, qu'il s'en acquitte dignement, fasse preuve d'initiative et de persévérance et assume la pleine responsabilité du travail qu'il accomplit ou du secteur qu'il dirige. La demande et la reddition de comptes imposées à chacun sur la réalisation des tâches du plan, dans le cadre des compétences et des fonctions qui lui sont assignées, est une norme qui émane de notre ordre social, du principe du centralisme démocratique. Cette norme doit être appliquée à toutes les instances sans aucune concession, sans permettre aucune sorte de libéralisme ou de sentimentalisme petit-bourgeois.

Le Parti a souligné constamment que le socialisme est l'œuvre des larges masses travailleuses qu'il conduit. D'où la nécessité objective pour celles-ci de participer activement à la direction de la vie du pays, d'acquérir l'art de la gestion de l'économie. Cette question de principe doit être profondément ancrée dans l'esprit et la conscience de tous. Pour que les choses aillent de l'avant, il faut faire en sorte que tous les travailleurs disent leur mot, qu'ils expriment leur pensée et leur jugement, qu'ils critiquent les défauts et dénoncent tous ceux qui violent les règles et la discipline d'Etat.

Dans l'organisation et la direction scientifique de l'économie, l'élaboration de plans réalistes et mobilisateurs, fondés sur de vastes études relatives aux problèmes actuels et à long terme, sur des synthèses et des analyses approfondies, revêt une particulière importance. Il convient également de mener un travail plus attentif au cours de l'exécution même du plan, en résolvant correctement et promptement les problèmes qui se font jour. Certes, le plan est une loi et son exécution, un devoir d'Etat, mais ce n'est pas une raison pour ne pas procéder à des modifications éventuelles en vue d'en améliorer les indices chaque fois que cela s'avère nécessaire et possible.

Il faudra veiller plus attentivement au contrôle de l'exécution du plan. Ce doit être un contrôle vivant, opérant et quotidien, qui non seulement constate les défauts et les faiblesses, mais achemine les questions vers leur solution sur place. Il convient surtout de renforcer le contrôle intérieur, économique, financier et technique dans les entreprises économiques et dans les coopératives agricoles. Les organes des Finances et de la Banque d'Etat doivent procéder à un minutieux contrôle financier en lui conférant la place qui lui est due et accroître leur rôle actif dans la production, la circulation et les services, tout en utilisant avec plus d'efficacité et dans la juste voie les autres leviers de notre mécanisme économique.

Le travail de direction et d'organisation exige, pour être renforcé, que soient apportées aussi les améliorations qui s'avèrent indispensables dans les structures existantes des organes d'Etat et dans les divers organismes de l'économie. De même que nous luttons pour accroître la production et en perfectionner la technologie, de même nous devons agir pour modifier les formes et les méthodes surannées de direction, en mettant en application de nouvelles structures et formes plus efficaces, plus vivantes et moins dispendieuses.

Le travail de direction et d'organisation doit tendre à accroître la production et à élever la rentabilité des dépenses dans tous les domaines de l'activité économique. Au cours du 7^e quinquennat le revenu national s'accroîtra plus rapidement que la production sociale ; son augmentation sera assurée dans la mesure de 46 pour cent par l'élévation de la productivité du travail ; dans l'industrie et dans les constructions, la productivité du travail augmentera deux à trois fois plus vite qu'au cours du quinquennat précédent ; l'accroissement du revenu net dans les entreprises sera réalisé, pour la plus grande part, grâce à la diminution des prix de revient, dans la production, dans les travaux de construction et dans les services.

De l'accomplissement de ces objectifs dépend dans une grande mesure le développement harmonieux et proportionné de l'ensemble de notre économie, la réalisation des rythmes prévus et de toutes les tâches du plan par nos propres moyens. Les voies de leur réalisation doivent être recherchées, dans la sphère de la production, à travers l'approfondissement de la révolution technique et scientifique, l'extension de la mécanisation, le renforcement de la discipline et la parfaite utilisation du temps de travail, la baisse du coût de production, l'utilisation rationnelle de la base matérielle et technique, partant, à travers la découverte et l'exploitation de toutes les réserves intérieures de l'économie, en s'appuyant puissamment sur l'expérience avancée et sur les acquisitions de la science et de la technique.

Un travail de qualité et à haut rendement est le facteur décisif d'une efficacité accrue de la production et du progrès de l'économie dans son ensemble. Cela exige un plus haut degré de qualification des travailleurs, le développement de leur esprit d'initiative et créateur, leur prise de conscience de l'importance des tâches du plan et des possibilités de les réaliser.

Un autre problème important qui influe directement sur la direction et sur l'organisation de l'économie ainsi que sur l'accroissement de son efficacité est celui qui concerne l'extension et le renforcement de la coopération dans tous les domaines de l'activité économique et sociale. C'est là une tâche dictée par l'accentuation même de la division sociale du travail et le resserrement des liens économiques. La production s'est enrichie de nombreuses branches et activités, les forces productives se sont étendues dans tout le pays. La spécialisation des activités productives s'est accentuée et la science et la technique ont progressé. Dans ces conditions, une imparfaite coopération et collaboration pour la solution des divers problèmes non seulement empêchent de mettre à profit les avantages de l'économie socialiste en tant qu'économie unique, mais elle en entrave aussi le prompt développement.

Dans ce cadre, il est exigé que le principe de l'appui sur ses propres forces soit compris et appliqué de façon plus parfaite et approfondie dans l'économie comme dans tout autre domaine. Dans ses rapports avec le monde extérieur, notre pays applique ce principe comme un seul corps, c'est-à-dire que, de front, toutes les branches et tous les secteurs de l'économie s'astreignent à assurer à tout prix l'indépendance et le développement ininterrompu du pays. Sur le plan intérieur, l'appui sur ses propres forces doit être compris par les différentes branches économiques, les districts, les entreprises et les coopératives, comme une lutte menée côte à côte, dans une puissante solidarité socialiste, une coopération et une collaboration étroites et multilatérales, pour la réalisation des tâches du plan unique et général d'Etat.

La voie que suit notre économie est une juste voie marxiste-léniniste. On en a un témoignage clair et concret dans sa stabilité, sa vitalité et son dynamisme. Ces traits fondamentaux de notre économie socialiste seront encore consolidés et accentués grâce à la lutte et aux efforts de la classe ouvrière, de

la paysannerie coopérée et de l'intelligentsia populaire, sous la conduite du Parti, pour traduire dans les faits les objectifs du 7^e plan quinquennal que nous approuvons à ce Congrès.

II - RENFORCER SANS CESSE LE PARTI, AUGMENTER TOUJOURS PLUS L'EFFICACITE DE SON TRAVAIL

Notre Parti du Travail, indéfectiblement fidèle aux principes du marxisme-léninisme, a combattu avec détermination les ennemis du dehors et du dedans. Plongeant de profondes racines dans son peuple, qui lui a donné le jour et l'a élevé, il l'a guidé avec sagesse et clairvoyance, de victoire en victoire à chaque étape de la révolution et de l'édification socialiste du pays.

Notre Parti s'est aussi acquitté avec honneur des grandes tâches, difficiles et complexes, que lui avait fixées son VII^e Congrès. Dans la lutte et le travail qu'il a menés pour l'accomplissement de ces tâches le Parti s'est renforcé et cimenté encore plus lui-même, il a rehaussé son rôle de direction et son esprit combatif, révolutionnarisé la vie et l'activité de ses organisations de base, de ses instances et de ses membres, trempé l'unité d'acier de ses rangs et resserré ses liens étroits avec les larges masses du peuple.

La mobilisation générale des communistes et du peuple tout entier en vue d'appliquer les tâches que le Parti ne cesse de poser, les grands mouvements et actions révolutionnaires, ainsi que la magnifique solidarité populaire des gens de chez nous, sont une claire expression de cette unité monolithique du Parti et du peuple rassemblé autour de lui. Cette unité a été et demeure le facteur déterminant, la clé de toutes nos victoires remportées dans l'édification socialiste et dans la défense de la Patrie.

La lutte incessante qu'a menée et que mène le Parti pour révolutionnariser ses rangs grâce au travail d'élévation du niveau idéologique, politique et culturel de ses membres, à leur activité plus intense en tant que militants politiques et sociaux, et au renforcement de sa composition prolétarienne, a servi à le consolider et à rehausser son rôle de direction. Dans les rangs du Parti milite toute une armée de communistes qui se sont montrés irréductiblement fidèles à sa juste ligne dans toutes les situations que nous avons connues. Les communistes albanais ont, comme toujours, lutté et œuvré avec un courage et un optimisme révolutionnaires, ils se sont montrés d'excellents organisateurs, éducateurs et dirigeants des masses.

L'intensification de la lutte contre les manifestations de libéralisme et de bureaucratisme dans la vie des organes et des organisations de base du Parti, l'élimination des séquelles des menées hostiles dans certains secteurs de l'économie, dans l'art, la culture et l'armée, menées qui avaient pour objectif d'évincer le Parti de son rôle dirigeant, le respect et l'application de ses principes et de ses normes dans tous les domaines, ont encore élevé son esprit combatif, l'ont encore plus mûri, l'ont rendu plus apte et plus décidé à mettre en pratique les nouvelles et grandes tâches auxquelles nous sommes confrontés dans la voie de la construction socialiste du pays.

1. Renforcer et parfaire encore le rôle dirigeant du Parti

L'expérience des quarante années d'existence de notre Parti atteste que seul un parti solidement fondé sur la science marxiste-léniniste peut devenir le véritable dirigeant de la classe ouvrière, réaliser son hégémonie et garantir le triomphe de la révolution et l'édification de la société socialiste. Notre Parti s'est tenu et se tient toujours à la pointe de la lutte et du travail des masses, c'est lui qui dirige partout, dans la politique et l'idéologie, dans le pouvoir et l'économie, dans l'enseignement, la culture et les sciences, dans l'armée et dans tous les autres secteurs du pays. Aucun problème, simple ou complexe, actuel ou à long terme, ne saurait être résolu sans la direction du Parti. Cela a été et demeure pour nous

une loi. C'est dans la direction unique et sans partage du Parti que résident la source de toutes les victoires de la construction socialiste et le gage le plus sûr de l'avenir radieux que nous édifions.

Ce n'est pas par hasard que le Parti se porte et se maintient à la direction. Il assure son rôle dirigeant grâce à sa juste ligne, à sa lutte et à son travail opiniâtres pour mettre en œuvre cette ligne. Se fondant sur la théorie de la classe la plus avancée de la société, le prolétariat, sur la doctrine marxiste-léniniste, sur les lois du développement matérialiste de la société, le Parti a une large vision, une pensée élaborée et scientifique, il voit clair en toute situation, il saisit le présent, prévoit l'avenir et sait prévenir les situations, en définissant et en appliquant toujours une stratégie et une tactique révolutionnaires qui répondent aux intérêts de la classe ouvrière et des masses travailleuses.

Le Parti réalise son rôle de direction partout et en toute chose à travers ses organisations de base et ses membres. Mieux l'idéologie et la ligne politique du Parti en général, et chacune de ses décisions et directives en particulier, sont assimilées et appliquées par chaque organisation et chaque membre, plus le Parti et ses liens avec les masses se raffermissent, plus son rôle dirigeant s'élève à chaque maillon de l'édification socialiste.

Cela constitue une condition déterminante de l'accomplissement des grandes tâches qui se posent au stade actuel du développement du pays et dans la situation concrète où nous édifions le socialisme. Avec le Parti en tête, fort comme l'acier, vigilant et intrépide, la cause de la révolution et du socialisme est invincible.

Il importe en particulier de se former une conception plus claire et plus complète de la manière dont est mis en œuvre le rôle dirigeant du Parti à tous les niveaux et dans chaque domaine. Dans la pratique, certains comités, bureaux et organisations de base du Parti ont une conception étroite de cette question. D'aucuns pensent à tort que «le Parti, ce n'est que les appareils et les organes dirigeants» et non pas la grande masse organisée de la totalité des communistes. D'autres n'ont pas une parfaite compréhension du rôle dirigeant du Parti dans le système de dictature du prolétariat et, sous le mot d'ordre «Le Parti dirige tout», ils engagent les organisations, les comités du Parti et leurs dirigeants dans la solution concrète de menues questions de la production, de l'administration, de la technique, etc. Apparemment, tous ne comprennent pas comme il se doit que les affaires du Parti sont dirigées par tous les communistes, où qu'ils travaillent, que le Parti dirige en bloc, de façon organisée et centralisée, avec tous ses leviers, les organes d'Etat, les organismes économiques et les organisations de masse.

C'est la raison pour laquelle un certain nombre d'organes et d'organisations du Parti attachent, lorsqu'il s'agit de traiter et de résoudre divers problèmes, une plus grande attention à leur côté technique et administratif qu'à leur aspect politique et idéologique, aux problèmes de la politique économique, culturelle ou militaire du Parti, au travail auprès des gens, ce qui est même leur tâche principale. Des jugements et des pratiques de ce genre conduisent à la monopolisation des affaires, freinent l'initiative des cadres et des masses, suscitent la superposition de ces organes et organisations aux leviers du Parti; ou l'éviction de ceux-ci, affaiblissent et étioient le rôle dirigeant même du Parti.

Notre Parti a toujours conçu et rempli judicieusement son rôle dans le système de dictature du prolétariat. Aussi est-il très important de comprendre, et de traduire toujours mieux cette compréhension dans les faits, que le travail du Parti ne se réduit pas seulement à celui de ses organes et organisations de base, et encore moins à celui de leurs appareils. Les organes d'Etat, les organismes économiques, les commandements et les états-majors dans l'armée, les organisations de masse, tous les cadres et les travailleurs, qu'ils soient ou non communistes, font eux aussi un travail de parti, et cela parce que tous sont guidés par l'idéologie et la ligne du Parti, parce qu'ils appliquent les lois, les règlements et les plans de l'Etat, qui incarnent précisément cette ligne.

Cela ne diminue nullement, cela n'affaiblit pas l'entière responsabilité des organisations du Parti, leur rôle de direction pour tous les problèmes. Mais elles ne peuvent s'acquitter seules de toutes les tâches.

C'est pourquoi les organisations du Parti Casent des tâches à ses leviers, elles les mobilisent, leur découvrent des perspectives, les dirigent dans leur travail, exercent leur contrôle sur eux et leur demandent des comptes sur le scrupuleux accomplissement de leurs tâches. Les instances et les organisations de base du Parti, à travers les communistes qui y militent, œuvrent à assurer la prise de conscience de ces leviers et à les mettre en mouvement afin qu'ils s'acquittent de façon révolutionnaire et avec esprit d'initiative des fonctions, des tâches et des responsabilités qui leur incombent.

Ces questions doivent être bien comprises non seulement par les organisations du Parti, mais aussi par ses leviers et par chaque cadre. Le Parti a fixé à chacun ses tâches, ses compétences et ses responsabilités. Il donne ses orientations à tous, exerce son contrôle sur tous et demande des comptes à tous. Mais chacun doit assumer ses tâches, agir avec esprit d'initiative et persévérance et, selon les compétences qui lui ont été attribuées, dans le cadre de la ligne du Parti, assumer la pleine responsabilité des tâches qui lui ont été assignées dans le secteur qu'il dirige. De ce point de vue, on doit considérer comme erronées les tendances observées dans la pratique, chez certains organes d'Etat et organismes économiques, qui, dans leur prétendu souci d'assurer le rôle dirigeant du Parti, demandent l'avis et l'autorisation des organisations et des instances du Parti pour n'importe quoi, cherchent à légaliser leur action en se les associant. Mais ce n'est pas ainsi que l'on assure le rôle dirigeant du Parti, c'est là une tendance à partager les responsabilités avec l'organisation du Parti.

Les organes d'Etat et les organismes économiques, les organisations de masse et leurs cadres ne sont pas apolitiques, ils ne s'occupent pas seulement de questions techniques, agrotechniques, militaires, etc. Eux aussi travaillent et combattent en se fondant sur la ligne du Parti pour la mettre en pratique. Certes, l'organisation du Parti a sa part de responsabilité quand elle permet à certains dirigeants et administrateurs de ne pas accomplir la tâche qui leur a été fixée. Elle doit les aider, les orienter, les éduquer, les corriger, les placer aussi devant leurs responsabilités et, le cas échéant, remettre à leur place tous ceux qui cherchent à en faire à leur tête, que ce soit à l'ombre de l'organisation de base ou en se prévalant de leur qualité de membre du Parti. Ainsi les risques d'erreurs diminuent et les cadres grandissent en même temps que leur sentiment de responsabilité dans le travail.

Les organisations du Parti s'occupent et doivent s'occuper de toutes les questions, des problèmes de l'économie, de la culture, de la défense, de toute la vie du pays, sinon elles ne peuvent rester à la tête et diriger. Leur capacité consiste à savoir, à un moment donné, se saisir des questions essentielles, leur apporter des solutions judicieuses, bien fondées et argumentées, vérifier comment la ligne et les directives du Parti sont comprises et appliquées par les communistes, les cadres, les organes économiques et d'Etat, les organisations de masse, et leur demander des comptes quand ils ne s'acquittent pas de leur tâche. C'est de cela que l'organisation du Parti est directement responsable, c'est sur ces questions qu'elle doit porter le meilleur de son attention et non pas s'employer elle-même à résoudre de petits problèmes concrets pour la solution desquels le Parti a créé des organes et des organismes particuliers.

Le travail du Parti est au premier chef un travail auprès des gens, un travail d'éducation, d'explication, de mobilisation et d'organisation. Il ne faut jamais l'oublier, sinon le Parti s'écarte de sa tâche et de sa fonction dirigeante essentielle, il se convertit en un organisme opérationnel et assume des fonctions d'Etat. C'est là un grand danger pour un parti qui est au pouvoir. Nous avons depuis longtemps attiré l'attention sur ce danger afin de n'en jamais permettre l'apparition.

La force invincible de notre révolution, de l'ordre social socialiste, réside dans les masses du peuple, dans leur haute conscience politique, dans leur disposition et détermination à construire et à défendre le socialisme. C'est là l'œuvre glorieuse du Parti et cette œuvre le Parti se doit de la consolider et de la porter toujours en avant à travers son travail idéologique, politique et organisationnel.

Pour cela, il est nécessaire que les organisations du Parti, tous les communistes, se fondent avec les masses et travaillent sans répit en leur sein, connaissent bien leur état moral et politique, se tiennent toujours au courant des problèmes qui les préoccupent, qu'ils leur expliquent les situations, les

convainquent de l'importance des tâches à remplir, leur fassent clairement comprendre les directives du Parti et les lois de l'Etat. Il leur est demandé d'éduquer les masses selon la conception du monde et la morale communistes, de combattre toutes survivances et manifestations étrangères au socialisme, de veiller à la vie des masses, d'encourager et d'appuyer leur créativité et leurs initiatives, de les mobiliser et de les lancer dans des actions pour renforcer l'économie, la culture et la défense de la Patrie.

2. Elever l'efficacité du travail du Parti et le sentiment de responsabilité de ses organes et organisations

Le stade actuel du développement impétueux et général, les tâches considérables et hardies posées et à résoudre exigent que le niveau et l'efficacité du travail du Parti à tous les échelons et dans tous les domaines soient portés à un plus haut degré. Le travail du Parti est vaste et multiforme, politique, idéologique, organisationnel, administratif, économique, psychologique, c'est un travail harmonisé et synthétisé qui doit être accompli en tant que tel. Son efficacité se mesure aux résultats concrets dans la réalisation des tâches au niveau de chaque secteur de l'activité sociale.

Dans la pratique, on constate parfois une conception étriquée du travail du Parti. Certains organes et organisations de base du Parti perdent de vue la perspective, se bornent à effleurer les problèmes, s'appuient seulement sur les connaissances pratiques, sans confronter leurs vues avec l'expérience et la pensée avancées, avec les transformations intervenues dans la vie du pays et des gens. Ces manifestations sont, dans la plupart des cas, à l'origine de l'inexécution des plans économiques ou des carences constatées dans le travail de certaines entreprises et coopératives agricoles, ainsi que de quelque district.

De nos jours tout travail nécessite de la culture, du savoir, des compétences et des connaissances scientifiques. Nous répétons souvent que nous sommes obligés d'avancer sur des sentiers inexplorés, que nous sommes contraints de chercher et de créer. Or nous ne pouvons le faire avec succès sans avoir acquis des connaissances approfondies dans la théorie marxiste-léniniste et sans une étude et une synthèse scientifiques de la pratique révolutionnaire des communistes et des masses travailleuses. A l'heure actuelle, les problèmes de la production, de l'organisation du travail, de l'enseignement et de la culture, de la science et de la défense, ne peuvent être résolus judicieusement et avec bonheur sans de sérieuses études préalables. Des études de ce genre sont également nécessaires pour le travail de direction, d'organisation et d'éducation mené par le Parti. Les études et les synthèses élargissent l'horizon et ouvrent de claires perspectives aux organisations du Parti, aux communistes et aux travailleurs, elles aident à combattre les manifestations de routine, de formalisme et de superficialité, à créer de saines convictions et à définir correctement les mesures à prendre et les voies à suivre pour accomplir les tâches actuelles et à long terme.

Les organes et les organisations du Parti doivent mieux mettre à profit la pensée qualifiée des spécialistes, des activistes et des autres personnes compétentes que le Parti a formées dans chaque secteur. Il leur est demandé d'appuyer et d'inspirer la pensée scientifique avancée, de la faire servir à la parfaite réalisation des tâches. Ils doivent combattre les manifestations de sectarisme et de sous-estimation de l'expérience et de la pensée avancées. Les communistes eux-mêmes doivent être les premiers à donner l'exemple. Un bon communiste s'attache à approfondir ses connaissances scientifiques, il s'instruit sans cesse lui-même et auprès des autres, il suit le développement de la société, il appuie le nouveau progressiste et pense à l'avenir.

Le travail du Parti ne se réduit pas à un travail d'agitation et de propagande en vue d'éclairer et de convaincre les gens, c'est aussi un travail d'organisation et de mobilisation pour faire appliquer sa ligne et ses directives. Le travail du Parti consiste à diriger, à éduquer et à mobiliser les communistes et les masses pour des actions révolutionnaires, à les faire penser, travailler et lutter en révolutionnaires.

Le Parti a combattu les pratiques étriquées dans le travail de certains organes et organisations de base, qui accordent plus d'importance aux réunions, aux rapports et aux débats répétés et prolongés qu'à la

claire définition des tâches à accomplir et des mesures concrètes à prendre en vue de leur mise en œuvre. Cela explique pourquoi, dans un certain nombre de cas, dans tel ou tel secteur, malgré le grand nombre de réunions organisées pour analyser l'état de choses, les problèmes ne sont pas résolus et la situation reste inchangée.

L'expérience a montré que l'on résout les problèmes et accomplit les tâches fixées non seulement en faisant appel à la conscience des communistes et des travailleurs, mais aussi en accompagnant la réalisation des objectifs et le travail de persuasion des hommes, de mesures plus générales, d'un travail d'organisation et de direction concret, en exerçant un contrôle et en demandant à chacun de rendre compte de son travail. Les mesures politico-idéologiques et technico-organisationnelles constituent une unité dialectique, elles éduquent et mobilisent les hommes et les lancent dans des actions révolutionnaires.

Le perfectionnement du rôle d'avant-garde des communistes a été et demeurera à l'avenir une des tâches principales des organes et des organisations de base du Parti. Dans les conditions actuelles en particulier, les communistes ont pour devoir de se montrer plus exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes pour être dignes de leur titre de communiste, de combattre toute manifestation étrangère au socialisme en eux-mêmes et chez les autres, d'être des éléments avancés à tous égards. Les membres du Parti doivent se signaler par leur détermination révolutionnaire et leur participation active au combat quotidien pour l'édification du socialisme et la défense de la Patrie, ils doivent se porter sur le front le plus ardu et le plus important du travail et de la lutte, se montrer des organisateurs et des dirigeants de talent, et agir avec une pleine responsabilité en vue d'appliquer la ligne du Parti.

Les masses appliquent les décisions de l'organisation du Parti, elles suivent les communistes lorsqu'ils conforment leurs actes à leurs paroles, lorsqu'ils pensent, travaillent et se sacrifient dans l'intérêt des travailleurs, du socialisme et de la Patrie. Etre communiste et révolutionnaire signifie assumer et accomplir de grandes tâches, ne pas marquer le pas, ne pas se contenter des rythmes ordinaires, lutter pour des progrès rapides sur tous les fronts, se rallier toujours au nouveau et le défendre.

Le travail du Parti est fructueux lorsque les organisations du Parti, tous les communistes, développent largement en eux l'esprit d'initiative, de création, d'innovation. A cet égard, on observe partout une expérience et de nombreux exemples positifs. Néanmoins, il est nécessaire que dans un certain nombre d'organisations du Parti, chez certains cadres et communistes des entreprises et des coopératives agricoles, des institutions et des départements centraux, on combatte les pratiques attentistes, les lenteurs et les hésitations, le manque d'initiative dans la recherche d'une solution aux problèmes de leur ressort.

Les méthodes de travail, de direction et d'organisation ne sont pas données une fois pour toutes et immuables. La vie va de l'avant, notre société socialiste se développe sans arrêt, les conditions changent. Ce développement même exige de nous que nous soyons des créateurs et des novateurs, que nous mettions au point de nouvelles formes de travail, plus souples et plus variées, que nous les rénouvions et les enrichissions sans cesse, afin de mieux répondre aux exigences de l'époque.

Un travail plus qualifié et plus efficace est nécessaire pour une analyse féconde des directives du Parti. C'est là une tâche fondamentale des organisations de base, de tous les communistes. Les directives du Parti expriment sa ligne, elles définissent les tâches qui incombent aux communistes et aux masses pour résoudre les divers problèmes. Une bonne expérience a été acquise dans le travail d'analyse des directives du Parti. Il faut toutefois combattre avec plus de force les manifestations de formalisme et de stéréotypie que l'on observe encore dans certains organes et organisations de base du Parti. Il arrive parfois que les directives et les décisions du Parti ne parviennent pas à la base, chez les hommes, avec le sérieux et la force qu'y ont mis le Comité central ou les comités du Parti des districts, elles sont transmises mécaniquement en bas, sans qu'il soit tenu compte des conditions concrètes dans lesquelles opère l'organisation du Parti, de sa situation et des tâches qu'elle doit accomplir.

Analyser fructueusement la directive du Parti, c'est expliquer sa nécessité et son importance du point de vue politique, idéologique et économique, définir les tâches qui se posent aux organisations du Parti, aux organisations de masse, aux organes du pouvoir, de l'économie, de la culture, etc., et cela conformément aux conditions concrètes de chaque district, zone, secteur et collectif, c'est fixer les voies à suivre et les mesures à prendre pour l'accomplissement de ces tâches.

L'engagement des masses dans des actions révolutionnaires pour l'application parfaite et créatrice des directives revêt une importance décisive. C'est là, dans le feu de cette lutte, qu'est démontré le bien-fondé de la directive du Parti, que lui sont apportés les compléments et les corrections nécessaires. C'est dans l'action et à travers elle que les communistes et les masses consolident leurs convictions sur le bien-fondé des directives du Parti, qu'ils s'éduquent et se trempent, expriment leur esprit d'initiative révolutionnaire, conforment leurs actes à leurs paroles, assurent des cadences élevées de travail en vue d'accomplir leurs tâches en temps voulu et avec la qualité requise. L'action de masse sert également à combattre les méthodes bureaucratiques et technocratiques, les lenteurs, le goût de la vie douillette et l'autosatisfaction, elle sert à animer partout la vie, le travail, les hommes.

Le travail du Parti devient efficace quand ses organes et ses organisations sont entièrement responsables de l'application de sa ligne, de l'accomplissement des objectifs du plan d'Etat. Faute de sentiment de responsabilité il n'y a ni lutte ni efforts, il n'y a pas d'action révolutionnaire pour la solution des problèmes. On s'acquitte de ses tâches en luttant et travaillant avec dévouement et esprit de sacrifice, en s'y engageant totalement, en les réalisant jusqu'au moindre détail avec le souci de la qualité et de l'efficacité.

Il est de fait que l'immense majorité des organes et des organisations du Parti, des communistes et des cadres travaillent avec un sentiment de responsabilité élevé. Mais il se trouve aussi des organisations, des communistes et des cadres qui ne luttent pas opiniâtement pour surmonter les difficultés et les obstacles, et pour accomplir leurs tâches. Les manifestations d'indifférentisme et de justification non fondée, la tendance à estomper les défauts et les faiblesses, traduisent seulement un manque de sentiment de responsabilité.

Le Parti doit lutter pour élever le sentiment de responsabilité non seulement dans ses propres rangs, mais aussi dans les organes et les organismes qu'il dirige, chez tous les travailleurs et les cadres. En élevant le sentiment de responsabilité collective de chaque organe et organisation de base du Parti et de leurs leviers, et le sentiment de responsabilité individuelle de chaque communiste et cadre, on garantit un meilleur accomplissement des tâches, en tout temps et dans tous les domaines.

Le sentiment de responsabilité se renforce lorsque s'accroît la demande de comptes à l'égard de chacun et qu'un contrôle rigoureux est exercé sur l'accomplissement des tâches. En dépit des améliorations réalisées en ce sens, on constate encore des manifestations de libéralisme et des attitudes sentimentales, un esprit de justification, des manifestations de sous-estimation du contrôle, de formalisme et de superficialité dans l'exercice de celui-ci. Parfois le contrôle et la demande de comptes laissent beaucoup à désirer du fait que les tâches et les décisions ont un caractère général et sont, de ce fait, incontrôlables.

Tout communiste et membre d'une instance, indépendamment de son poste et de sa fonction, doit rendre des comptes et en demander minutieusement quand il s'agit de l'application de la ligne et des directives du Parti, de l'exécution des décisions de son organisation de base et de l'accomplissement des tâches d'Etat. Cela est réalisé quand les communistes développent avec courage et sans hésitation l'autocritique ainsi que la critique envers quiconque ne réalise pas ses tâches, quand ils mènent une ferme lutte contre la pusillanimité, l'esprit vindicatif et l'indifférentisme petit-bourgeois. L'attitude autocritique des communistes envers leurs propres faiblesses, leur courage de critiquer et de demander des comptes, ont valeur d'exemple et constituent une grande source d'inspiration pour toutes les masses travailleuses.

Staline nous enseigne qu'un contrôle

« bien organisé est comme un projecteur qui permet à tout moment d'éclairer l'état du fonctionnement de l'appareil, de démasquer les bureaucrates et les paperassiers ». (J. Staline, *Œuvres choisies, éd. albanaise, pp. 418-419, Tirana.*)

Nous devons avoir cet enseignement constamment à l'esprit et le mettre en pratique de façon conséquente. Les organes et organisations du Parti ont pour devoir de vivifier et de renforcer le contrôle exercé par le Parti et par l'Etat, le contrôle ouvrier et celui des masses, de les développer sans interruption en les combinant entre eux. Le contrôle d'en haut, le contrôle parallèle ou celui d'en bas doivent absolument être plus opérants, accompagnés d'une aide concrète, ouvrir des perspectives, apprendre aux hommes à organiser leur travail, à se mobiliser et à affronter les difficultés dans l'accomplissement de leurs tâches.

3. Appliquer correctement les critères établis pour l'accroissement des rangs du Parti

Notre Parti a toujours appliqué avec fermeté et de façon révolutionnaire des critères justes pour l'accroissement de ses propres rangs. Il s'en est trouvé renforcé et l'efficacité de son travail a été rehaussée.

Le Parti se présente à ce Congrès avec des rangs grossis de communistes qui se battent résolument pour la cause du peuple, de la révolution et du communisme, qui sont des prolétaires par la pensée et par l'action. Actuellement, dans ses effectifs militent 122 600 adhérents, dont 38 pour cent environ sont des ouvriers, 29,4 pour cent des coopérateurs et 32,6 pour cent des employés. Les femmes représentent 30 pour cent du total des membres, soit une augmentation de 2,5 pour cent par rapport au précédent congrès. Le pourcentage des communistes dans la population est de 4,5 pour cent. Quant aux stagiaires, il en a été admis depuis le VII^e Congrès 24 363, et la part des ouvriers, des coopérateurs et des employés y est respectivement de 42,40 ; 40,43 et 17,17 pour cent. Les camarades femmes, elles, représentent 40,7 pour cent du total des stagiaires.

Dans leur immense majorité, les membres et stagiaires proviennent de la production et surtout de ses fronts les plus importants. Ce sont des travailleurs des plus méritants, politiquement et idéologiquement des mieux formés, dotés de hautes qualités et vertus morales, d'un niveau d'instruction élevé, des combattants d'avant-garde, participants actifs à l'édification du socialisme.

Se fondant sur l'expérience acquise et sur la situation actuelle, le Comité central estime qu'il convient, à l'avenir également, de s'en tenir, pour l'accroissement des rangs du Parti, à peu près aux mêmes rythmes et critères qui ont été suivis ces cinq dernières années :

Admettre en priorité des activistes provenant des rangs de la classe ouvrière, surtout de ceux qui travaillent dans les principales branches de la production, dans l'industrie lourde, d'extraction et de traitement, dans les chantiers de grands travaux.

Mieux s'employer à hâter la réalisation de l'objectif fixé par le VII^e Congrès afin que les communistes coopérateurs occupent, à l'avenir, le second rang, après les ouvriers, dans les effectifs du Parti. Admettre dans le Parti des éléments de la catégorie des employés et de l'intelligentsia dotés d'un haut niveau idéologique, politique et culturel, technique et scientifique, et provenant des secteurs les plus importants de la construction socialiste et de la défense.

S'attacher avec encore plus de soin à grossir la participation féminine dans le Parti.

L'application de ces orientations exige de la part des organes et des organisations de base du Parti un travail plus qualifié et mieux étudié en vue d'accroître les rangs du Parti. On doit combattre résolument

les manifestations de formalisme et de bureaucratisme, tout souci exclusif de se conformer aux chiffres et aux pourcentages fixés.

La qualité des adhérents a été et demeure un facteur décisif dans la politique du Parti pour l'accroissement de ses rangs. Les stagiaires doivent être dotés d'un haut niveau de formation politique et idéologique, de grandes aptitudes et capacités, avancés dans leurs idées et leurs actions, posséder un vaste horizon culturel et technico-professionnel, jouir de la confiance et du respect des masses, avoir de l'initiative et se montrer des révolutionnaires conséquents. Nul ne doit être admis au Parti pour la simple raison que c'est un fils d'ouvrier, de paysan ou de communiste, ou pour les mérites de ses parents, chacun ne doit y être admis que pour ses mérites personnels, pour ses propres qualités et capacités. Et ces qualités et ces traits doivent être trempés encore plus par les organisations de base du Parti et par chaque communiste lui-même dans la lutte et l'action quotidiennes.

Le stage que doivent faire les futurs membres du Parti joue un grand rôle dans leur formation communiste. L'expérience accumulée doit servir à accroître le rôle et la responsabilité des organisations de base dans l'éducation idéologique et politique continue des stagiaires et dans leur trempe révolutionnaire. On doit combattre des pratiques observées dans certains cas, où l'on voit sous-estimer la période de stage et où les règles établies pour son accomplissement ne sont pas rigoureusement respectées.

4. Parfaire le travail du Parti auprès des cadres

Tout au long de son activité de quarante années, le Parti a toujours consacré une attention particulière à son travail auprès des cadres et il a poursuivi en cette question d'une importance vitale une politique juste, aux perspectives claires. Il a, durant cette période, formé pour toutes les spécialités, pour tous les domaines et secteurs de la vie, toute une armée de cadres qui se signalent par leurs hautes qualités et vertus morales, par leur maturité politique et idéologique, par leur fidélité et leur dévouement à la cause du peuple et du socialisme, par leurs aptitudes et leurs capacités dans l'accomplissement de leurs tâches.

Dans son travail auprès des cadres comme dans les autres domaines, le Parti a appliqué sa politique, il a défini clairement des orientations, des critères et des normes marxistes-léninistes. La politique des cadres est le monopole du Parti, elle est élaborée par son Comité central et appliquée partout sous la direction du Parti. C'est là une question de principe que tous doivent comprendre de façon juste. Mais, concernant ce problème, le Comité central du Parti a critiqué certaines interprétations étroites et corrigé certaines pratiques erronées observées dans le travail auprès des cadres. Le monopole du Parti dans la politique des cadres ne signifie pas que les problèmes qui les concernent doivent être traités seulement par les comités du Parti. Une vision confuse de ces questions ne peut manquer de conduire, comme elle l'avait fait, à une forte concentration du travail relatif aux cadres dans les organes et les organisations du Parti. Le Parti donne les orientations, définit les critères, établit les normes pour la formation, l'éducation, le choix et la nomination des cadres, mais ces orientations, ces normes et critères sont appliqués non seulement et directement par les comités du Parti, mais aussi par tous ses leviers, par les organes du pouvoir, de l'économie, de l'armée et des organisations de masse. Dans le travail auprès des cadres, le Parti a attribué des compétences à chaque organe, il lui a fixé aussi des tâches bien définies qui doivent être exécutées dans un esprit de responsabilité, de parti et scrupuleusement. Loin d'amoinrir tant soit peu le rôle et la responsabilité des organes et des organisations du Parti, cette pratique au contraire les consolide. De même qu'il dirige et contrôle le travail dans chaque secteur, ainsi le Parti dirige et contrôle l'application de sa politique dans le travail concernant les cadres.

Le Parti doit veiller avec le plus grand soin à utiliser judicieusement les cadres, à mieux mettre à profit leurs capacités intellectuelles et créatrices et à les engager totalement au service de la production, de l'éducation et de la défense. Les divers cadres et spécialistes doivent se voir assigner des tâches et être nommés à des fonctions qui correspondent à leur orientation, à leur spécialisation et à leur expérience,

compte tenu toujours de leurs qualités moralo-politiques et de leurs aptitudes professionnelles. En particulier dans les établissements d'enseignement supérieur, dans les institutions qui se consacrent à la recherche scientifique, à l'étude de projets et à un travail de création, il faut choisir et nommer, dans la mesure indispensable et sans affecter le travail à la base et la production, les spécialistes les meilleurs, les plus talentueux, les plus capables et qui ont fait leurs preuves.

Dans la promotion des cadres il faut bien avoir en vue les exigences de notre temps. A toutes les fonctions, dans les organes élus comme dans ceux qui sont nommés, doivent être promus des cadres capables, qui soient en mesure de prendre en charge les affaires et de les diriger avec compétence. Faute de quoi, on ouvre la voie au bureaucratisme, à la routine, à la médiocrité. Les spécialistes promus à diverses fonctions dans le Parti, le pouvoir, l'économie et les autres secteurs, doivent, eux aussi, rester toujours des créateurs et ne pas se muer en de simples administrateurs au sens étroit du terme.

Le Parti a mené un travail particulier pour promouvoir des cadres provenant des rangs des travailleurs engagés directement dans la production, ainsi que des femmes. Dans les organes élus du Parti, du pouvoir et des organisations de masse, la catégorie la plus nombreuse est celle des travailleurs engagés dans la production. Parmi les cadres nommés, 33 pour cent sont d'origine ou de condition ouvrière, et les femmes et les jeunes filles représentent 44 pour cent des cadres supérieurs ou moyens. Afin de faire appliquer judicieusement les orientations données par le VII^e Congrès du Parti, le Comité central a attiré l'attention des organes et des organisations du Parti sur le fait que, parallèlement à la lutte contre le conservatisme, le sectarisme et le technocratisme, ils doivent combattre une application par trop formelle de ces orientations, juste pour respecter mécaniquement certaines proportions directrices, et ce au détriment de la qualité. A l'avenir aussi, nous élèverons des ouvriers et des femmes à de plus hautes fonctions, car c'est là une juste orientation. Nous ne le ferons pas seulement parce que ce sont des ouvriers et des femmes, mais parce qu'ils le méritent. Nous avons actuellement des centaines et des milliers de gens capables et expérimentés dans les rangs de la classes ouvrière, de la paysannerie coopérée et des femmes, qui réunissent toutes les conditions pour assumer de plus hautes tâches. Dans le cours même de leur travail, et avec l'aide de leurs camarades plus anciens et plus expérimentés, ils grandiront et deviendront des cadres qualifiés, comme beaucoup d'entre eux le sont effectivement devenus.

Vu la grande masse de gens instruits dont nous disposons, il faut rejeter comme n'étant nullement fondée l'idée que nous manquons de cadres, il ne faut pas permettre que les incapables restent à des fonctions qu'ils ne sont pas à même d'accomplir, ni non plus compter seulement sur certains éléments et procéder à des mutations sans critères, comme on le fait parfois. A l'avenir aussi, comme jusqu'à présent, le Parti doit se montrer hardi dans la promotion des nouveaux cadres. Quant à la répartition par groupes d'âge, 38 pour cent des cadres sont âgés de moins de 30 ans, 34 pour cent de 31 à 40 ans et 28 pour cent ont plus de 41 ans. Cela atteste que la croissance et le renouveau des cadres suivent un cours normal. Néanmoins, il faut combattre les manifestations de conservatisme que l'on constate encore et qui entravent la promotion de nouveaux cadres à des postes de responsabilité. Il faudra faire plus confiance aux nouveaux cadres, élus ou nommés, qui, à coup sûr, porteront à un niveau supérieur le travail et l'action du Parti. S'il faut avoir confiance dans les jeunes, il faut aussi les aider, mais les jeunes, de leur côté, doivent redoubler d'efforts, travailler, s'instruire et créer. Le Parti et le peuple se réjouissent et s'enorgueillissent de voir des jeunes éduqués par le Parti diriger et travailler avec compétence dans les divers secteurs de la vie du pays. Le Parti œuvre à ce que la vie active des cadres soit aussi longue que possible. Néanmoins, la vie humaine a ses lois. Il y a des cadres qui doivent prendre leur retraite, d'autres qui physiquement ne peuvent pas faire front à leurs tâches, de même qu'il en est qui, de leur faute, n'ont pas avancé suivant les exigences de l'époque. Aussi est-il absolument nécessaire que chaque cadre pense et travaille sérieusement, avec passion et sentiment de responsabilité pour former ses remplaçants, que le Parti utilisera où et quand il aura besoin d'eux.

La formation et la trempe des cadres pour en faire des révolutionnaires conséquents constituent une tâche primordiale pour le Parti dans son travail en ce domaine. Notre Parti a toujours eu cette tâche au

centre de son attention. Il a mené une activité éducative multiforme et a adopté des mesures pour créer aux cadres des conditions leur permettant de militer sans cesse pour sa ligne et d'être des serviteurs fidèles du peuple. Cela a été une des garanties de la progression de la cause de la révolution et du socialisme en Albanie.

Pour poursuivre avec assurance dans cette juste voie, les cadres doivent, à l'avenir, être armés constamment de l'idéologie du Parti, appliquer sa ligne et les lois de l'Etat, prendre une part active à la lutte de classes et maintenir d'étroits liens avec les masses. Ce n'est qu'ainsi que les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme, d'intellectualisme et de technocratie peuvent être combattues avec succès et que les cadres raffermissent en eux leur conception communiste du monde et leur caractère communiste.

Le pays a besoin de cadres dotés d'un large horizon culturel, de profondes connaissances scientifiques, de cadres capables de mettre en œuvre efficacement la pensée avancée, les acquisitions des sciences, de connaître les lois du développement économique, de dresser des plans exacts et de les exécuter comme il se doit, de tout bien calculer dans leur travail. Il incombe à tous les cadres, élus et nommés, de se hisser au niveau des exigences de l'époque et des fonctions qui leur ont été confiées.

Pour ce faire, il nous faudra améliorer encore et asseoir sur des fondements plus scientifiques le travail de formation, de qualification et de spécialisation des cadres. Cette formation doit être menée de façon scientifique et planifiée, avec rigueur, en envisageant nos besoins actuels et futurs. De grandes tâches incombent à nos écoles en ce domaine, mais il faut avoir en vue que la qualification et la spécialisation ne se font pas seulement dans les écoles, elles s'accomplissent également dans la vie et dans le travail. Dans la pratique de tous les jours, les hommes doivent s'accoutumer à calculer ce qu'ils font, à procéder avec méthode et persévérance dans leur travail, à devenir des producteurs capables et des créateurs Imaginatifs.

5. Raffermir toujours plus le système politique de dictature du prolétariat

Après le VII^e Congrès, à la suite de l'approbation de la nouvelle Constitution et des autres codes et lois qui en émanent, la direction, l'organisation et l'activité de tout le système de dictature du prolétariat, du Parti lui-même, de l'Etat, des Forces armées, des organisations de masse, etc., se sont encore renforcées.

Le Parti a toujours considéré le travail qu'il accomplit à travers ses leviers comme une nécessité absolue en vue de réaliser son but et son programme. Plus les tâches qu'assume le Parti sont vastes et importantes, plus ses soins pour les organes du pouvoir et les organisations de masse et son travail auprès d'eux tendent à s'accroître. Mais, malgré les succès obtenus, un certain nombre d'organisations, de comités du Parti et d'adhérents isolés n'ont pas une conception complète et exacte du rôle du Parti dans le système de dictature du prolétariat. Il est des organes et des organisations du Parti qui ne parviennent pas toujours à promouvoir une direction concrète et qualifiée de la part des organes du pouvoir et des organisations de masse, on constate des superpositions, des évictions et des substitutions des rôles, certains communistes ne militent pas activement dans les organisations de masse, et l'on observe aussi des manifestations de formalisme dans leur travail auprès des masses. Ce sont là des défauts qui affaiblissent en fait la force et l'efficacité du travail du Parti.

On sait bien que le système de dictature du prolétariat comprend tout un ensemble d'organes et d'organismes, investis de diverses fonctions, compétences et responsabilités, édifiés sur la base du centralisme démocratique et fonctionnant sous la direction du Parti. Le problème qui se pose est de raffermir tout ce système sans interruption et de le faire opérer de façon synchronisée, de manière que chacun s'acquitte scrupuleusement des tâches qui lui incombent et que tous ensemble réalisent l'objectif et le programme du Parti.

Le Parti dirige ce système organisé à tous les degrés de la pyramide, de la base au sommet, grâce à sa politique et à son idéologie, à travers l'activité de ses organisations, de ses organes et de chacun de ses membres. Les membres du Parti et ses cadres, élus ou nommés à diverses fonctions du Parti, du pouvoir, de l'armée, de l'économie, des organisations de masse, etc., conçoivent les responsabilités qui leur sont confiées comme une division du travail effectuée par le Parti entre ses membres et ses cadres.

Tous les leviers du Parti, bien qu'ils aient leurs propres organes dirigeants, sont guidés par lui, non seulement en général, mais aussi par chacun de ses organes et chacune de ses organisations de base. Le moindre affaiblissement du rôle dirigeant du Parti, à n'importe quel maillon, serait lourd de fâcheuses conséquences. C'est justement à quoi visent la bourgeoisie et les révisionnistes modernes, qui, dans leurs tentatives pour saper le système de dictature du prolétariat, cherchent à détacher ces leviers de la direction du Parti, à les transformer en organisations indépendantes, à les mettre en marge du Parti et à les opposer à lui.

La direction du Parti dans le système de dictature du prolétariat ne limite ni n'ampute guère l'activité des organes du pouvoir ou des organisations de masse. Au contraire, le Parti travaille et lutte pour élever leur rôle et leur responsabilité, pour développer leur esprit d'initiative, pour les renforcer politiquement et organisationnellement, pour les rendre capables de s'acquitter le mieux possible de leurs tâches. A cette fin, le Parti ne cesse de critiquer, comme lui étant étrangères et néfastes, les pratiques de certains de ses organes ou organisations, qui cherchent à établir leur tutelle bureaucratique sur ses leviers, à leur dicter ou imposer n'importe quoi, à entraver ou à étouffer leur esprit d'initiative.

Le Parti, force dirigeante de l'Etat et de la société, a pour tâche de coordonner le travail de tous les organes du pouvoir et des organisations de masse. Ceux-ci, à leur tour, parallèlement à l'accomplissement de leurs fonctions et de leurs tâches, doivent intensifier la coopération mutuelle, en tant que condition indispensable du succès de leur action. Chaque organe et organisation a, bien entendu, une orientation et un travail spécifiques, mais il ne faut pas porter ces particularités à l'absolu, car tous travaillent et luttent pour la même cause. Tout en collaborant, ils ne se superposent ni ne se substituent les uns aux autres, ils ne s'assujettissent pas les uns aux autres, car ils sont tous guidés par le Parti et chacun d'eux, dans son propre secteur, travaille et lutte pour la réalisation des tâches qui lui sont assignées par le Parti.

Le Parti témoigne également un soin particulier **au renforcement continu des organes du pouvoir et de l'administration d'Etat**, du sommet à la base. Le pouvoir populaire constitue la plus grande conquête et l'arme la plus puissante de la classe ouvrière et des masses travailleuses engagées dans la construction du socialisme et la défense de la patrie. Aussi nous préservons ce pouvoir comme la prunelle de nos yeux et nous ne cessons de le renforcer dans la lutte contre les dangers qui le menacent, contre le libéralisme et le bureaucratisme.

Le Parti a veillé et devra veiller de façon permanente au renforcement et à l'accroissement du rôle des organes du pouvoir et en particulier des conseils populaires. Le Parti a combattu toute manifestation de formalisme dans l'activité des conseils et a toujours exigé la stricte mise en œuvre de leurs droits et de leurs compétences, dont les organes exécutifs ne doivent jamais être autorisés à les dépouiller. La rigoureuse application des normes de la Constitution par les organes législatifs du pouvoir d'Etat et dans les rapports de ceux-ci avec les organes exécutifs et administratifs, garantit le caractère démocratique de notre pouvoir, qui a ses racines dans le peuple et qui lui appartient.

Dans notre pays les organes du pouvoir d'Etat exercent leur activité en étroite liaison avec les masses travailleuses. C'est justement dans ces liens étroits avec le peuple que réside la force invincible de notre pouvoir populaire. Aussi devons-nous les préserver, les renforcer et les perfectionner sans cesse. En avançant toujours avec esprit de suite dans cette voie, on verra grandir aussi le rôle même des masses, leur participation aux affaires de l'Etat, s'élargir notre démocratie socialiste en dehors de laquelle la dictature du prolétariat ne saurait être conçue ni renforcée.

Toute l'activité de notre Etat se fonde sur la Constitution et les lois qui en émanent, où se trouve synthétisé le contenu de la ligne et de la politique du Parti. Celui-ci n'a permis ni ne permettra jamais les manifestations d'arbitraire et de violation des lois, qui porteraient préjudice aux intérêts de la société ou de citoyens particuliers, aussi n'a-t-il cessé d'insister pour que les organes étatiques et leurs travailleurs connaissent bien les lois de l'Etat et les appliquent scrupuleusement. Il faut également, à travers un vaste travail de propagande, faire connaître toujours mieux ces lois aux masses travailleuses, afin qu'elles sachent s'acquitter de leurs tâches et défendre leurs droits, combattre toute déformation de la loi, où qu'elle se manifeste. La connaissance et l'application des lois sont une condition déterminante du juste développement et du succès de l'activité des organes de l'Etat et des masses populaires. Cela contribue à renforcer partout la discipline, l'ordre et la conscience socialiste, et à barrer la voie à bien des maux.

Le Parti travaille à faire en sorte que les organes élus du pouvoir, depuis les conseils populaires des villages et des districts jusqu'à l'Assemblée populaire, les diverses commissions instituées auprès d'eux et les organes exécutifs mènent leurs tâches de front et exercent les compétences dont ils sont investis dans tous les domaines de la vie politique, économique, socio-culturelle, éducative, scientifique, etc. Il s'attache à éviter les manifestations d'étroitesse dans la conception de leurs attributions qui s'observent chez certains organes du pouvoir dans les districts, lesquels s'occupent essentiellement de problèmes économiques et font preuve de peu d'intérêt pour les autres sphères de l'activité de l'Etat. Le Parti a critiqué par ailleurs la pratique de certains conseils populaires de villages réunis, qui, partant du fait que les présidences des coopératives agricoles sont seules à s'occuper des problèmes de direction et de développement de l'économie, se sont abstenus de suivre leur activité, de les contrôler et de leur demander des comptes sur la réalisation des tâches du plan économique d'Etat.

Les tâches importantes que nous avons à remplir exigent un perfectionnement plus poussé de la méthode et du style de travail de tous les organes de l'Etat, de la manière dont ils organisent et dirigent les affaires. Ce perfectionnement ne doit pas être conçu d'une façon simple et bureaucratique, comme s'il pouvait être réalisé en allongeant seulement les états de personnel. Au contraire, il faut, pour améliorer et perfectionner l'organisation et la direction des affaires, combattre les manifestations de bureaucratisme, surtout dans les conceptions, les méthodes et les formes surannées de travail, qui, dans bien des cas, ne répondent plus au stade de développement et à la complexité des problèmes auxquels le pays est confronté.

Dans les organes du pouvoir et de l'administration d'Etat, au sommet comme à la base, les organisations du Parti, leurs cadres et leurs travailleurs doivent mener une lutte plus opiniâtre contre tout défaut du sentiment de responsabilité, contre les lenteurs, les tendances à se perdre dans les vétilles quotidiennes, le manque d'initiative, les manifestations de servilité, de conformisme ou d'arrogance, les attitudes d'attachement trop rigide à son secteur, les conceptions et les pratiques artisanales, etc. Le succès de cette lutte dépend du travail d'éducation, mais aussi d'organisation, d'une discipline et d'un contrôle rigoureux.

Dans la période comprise entre les deux congrès, le Comité central du Parti et le Conseil de la Défense **ont pris des mesures importantes pour le renforcement de la capacité de défense du pays.**

Le Parti et le pouvoir, les cadres militaires d'activé et de réserve ont mené un travail important dans l'armée et ont lutté avec succès pour éliminer les conséquences des agissements hostiles de Beqir Balluku et consorts. Ce travail et cette lutte ont permis de porter à un niveau supérieur l'organisation, l'entraînement, l'éducation et la préparation au combat de nos forces armées.

Notre Parti n'a jamais fondé la défense de la Patrie sur l'aide extérieure ou sur les conjonctures internationales, mais essentiellement sur le facteur intérieur, sur la force, le patriotisme, le courage de notre peuple, ainsi que sur la préparation militaire générale et la détermination permanente de tous de défendre le pays. La directive du Parti : «la défense de la Patrie est le devoir qui prime tous les autres», devient chez nous toujours plus une grande réalité. C'est de la juste et parfaite compréhension de cette

directive ainsi que de la lutte concrète pour son application que dépend dans une grande mesure l'accroissement de la capacité de défense du pays.

Le Parti demande qu'à l'avenir également l'Armée populaire avec toutes ses structures, en tant que force principale de la défense de la Patrie, se renforce, se modernise et se révolutionnarise sans cesse. A cette fin, il est nécessaire que les organisations du Parti, les communistes et tous les effectifs multiplient leurs efforts pour que nos forces armées se dotent d'une haute préparation politique et militaire, qu'elles fassent leurs et appliquent de façon créatrice les exigences de notre art militaire sur la Guerre populaire, qu'elles maîtrisent à la perfection tous les types d'armes et les moyens techniques, qu'elles renforcent l'ordre et la discipline militaires conformément aux règlements respectifs.

Chez nous l'armée et le peuple forment un tout indivisible. C'est le renforcement de cette unité et de ces liens que sert l'institution des écoles militaires libres, selon les enseignements du grand Lénine. Leur consolidation fait de la préparation militaire une partie intégrante de la vie et de l'activité de chaque travailleur.

La défense de la Patrie se renforce et devient invulnérable quand les tâches d'ordre politique, idéologique, économique et militaire sont comprises et appliquées en étroite et indissoluble liaison entre elles. Cette façon de concevoir et d'exécuter les tâches permettra de consolider davantage notre front intérieur dans tous les domaines, de le rendre encore plus capable d'affronter avec succès n'importe quelle situation, d'en faire un mur d'acier contre lequel se briserait tout agresseur qui oserait attaquer la République populaire socialiste d'Albanie.

Les organes du département de l'Intérieur, la Sûreté d'Etat, la Police populaire et les Forces de frontière ont apporté et continuent d'apporter une très précieuse contribution à la lutte contre les ennemis extérieurs et intérieurs, pour la défense du pouvoir populaire et des victoires de la construction socialiste. Guidés et éduqués par le Parti, ces organes chers au peuple, fidèles à ses intérêts, se sont toujours acquittés de leurs tâches avec une haute conscience et un sentiment élevé de leurs responsabilités.

Il est demandé aux organisations du Parti des organes du département de l'Intérieur d'intensifier et d'améliorer le travail d'éducation politique, idéologique, culturel et professionnel de leurs effectifs, d'aiguiser encore plus leur vigilance révolutionnaire, de renforcer leur discipline et leur préparation au combat. Les cadres et les effectifs de l'appareil du ministère de l'Intérieur doivent redoubler d'efforts pour connaître toujours mieux les formes, les tactiques et les méthodes qu'utilise l'ennemi, progresser constamment dans l'art de leur travail, découvrir, prévenir et frapper avec force et en temps voulu toute activité hostile et malfaisante.

La connaissance toujours meilleure, en profondeur et en largeur, de la ligne du Parti, de sa politique et de ses normes, des lois de l'Etat et leur rigoureuse application, sont autant de conditions indispensables d'une activité accrue de ces organes, d'un esprit de classe, d'un esprit de parti et d'une objectivité toujours plus marqués dans l'exercice de leurs fonctions.

Le renforcement continu de la direction du Parti, le puissant appui sur le peuple, constituent une garantie du maintien et du raffermissement du caractère populaire des organes du département de l'Intérieur, pour la défense vigilante des intérêts de la Patrie et du socialisme.

Les organes de la justice et du parquet ont joué un rôle important dans la consolidation de notre régime socialiste, dans la défense et l'application de la légalité socialiste, dans la lutte préventive contre l'activité malfaisante et dans la mise en œuvre d'une juste politique pénale, conforme aux enseignements du Parti. Notre législation est fortement marquée par son caractère de classe, politique, idéologique, éducatif et administratif. A l'avenir également, il faudra toujours avoir bien en vue ce caractère afin de faire connaître, de populariser, interpréter et appliquer les lois. Aucun cas constituant une infraction aux lois et relevant de la juridiction de ces organes ne doit échapper à une instruction et

à un jugement empreints de sagesse, de justice, d'esprit de parti et d'une haute compétence. Un travail particulier et plus qualifié devra être mené pour l'éducation et un engagement plus actif des juges assesseurs et des procureurs populaires, qui représentent une force importante pour la défense et l'application des lois.

Notre Parti, en tant que véritable parti marxiste-léniniste, a toujours fait une juste appréciation **des organisations de masse, qui ont joué et jouent un rôle d'une importance particulière pour l'éducation et la mobilisation des travailleurs en vue de réaliser le programme du Parti.** Les organisations sociales, en tant que courroies de transmission du Parti, fondent non seulement leurs orientations générales, mais aussi leur activité quotidienne, sur la politique et l'idéologie du Parti, sur ses décisions et ses directives. Les éléments spécifiques de leur travail se rattachent essentiellement aux exigences particulières qu'a le Parti envers les couches de la population comprises dans ces organisations, ainsi qu'aux formes et méthodes de travail à utiliser par chacune d'elles pour la réalisation de leurs tâches.

Les Unions professionnelles assument un rôle particulier dans l'éducation et la mobilisation de la classe ouvrière et des autres travailleurs. Guidées par le Parti, elles se sont acquittées avec succès de leurs tâches de haute responsabilité.

Le Parti a assigné aux unions professionnelles de grandes tâches pour l'éducation politico-idéologique et technico-professionnelle de la classe ouvrière, afin de la rendre capable d'accomplir avec succès les tâches qui lui incombent non seulement dans le domaine de la production, mais aussi dans tous les autres domaines de la vie du pays, de lui permettre de prendre une part active à la direction des affaires de l'Etat et de la société, d'exercer partout et sur n'importe qui son contrôle de classe au pouvoir. Aussi est-il nécessaire que les unions professionnelles améliorent leur travail d'éducation, le concrétisent et le rattachent étroitement à la vie, aux problèmes qui préoccupent les diverses catégories d'ouvriers, comme par exemple les jeunes ouvriers, ceux qui vivent dans les campagnes, les travailleurs des services et des entreprises agricoles, etc., en leur inculquant à tous les traits de la classe ouvrière; qu'elles combattent la routine, le globalisme, le formalisme dans le travail d'éducation et utilisent des formes de travail vivantes, souples et variées, qui répondent au niveau, aux intérêts et aux exigences de la classe, ainsi qu'aux situations et aux tâches nouvelles.

La classe ouvrière, classe dirigeante de la société socialiste, aura, comme toujours, durant ce quinquennat également une lourde charge à assumer. Les tâches qui se posent exigent de sa part un travail assidu et une haute émulation, un sentiment de responsabilité élevé, une stricte discipline prolétarienne, un travail de haut rendement, de qualité et effectué dans un esprit d'économie. Les unions professionnelles ont pour devoir de faire prendre conscience de ces objectifs à la classe ouvrière et de la mobiliser pour leur réalisation, d'encourager et de soutenir son esprit d'initiative, ses actions et sa pensée créatrice, de développer dans chaque secteur son amour-propre révolutionnaire en vue de l'accomplissement et du sur-accomplissement des tâches du plan d'Etat.

L'ouvrier doit bien connaître les lois de son Etat, surtout celles qui lui apprennent à s'acquitter parfaitement de sa tâche afin que le plan soit réalisé à tous ses indices, à défendre et à administrer la propriété collective socialiste, à renforcer l'ordre et la discipline au travail, etc. Ces lois, l'ouvrier doit les faire siennes en même temps que son métier. Les unions professionnelles ont ici un vaste champ d'action, de même qu'elles doivent œuvrer et lutter pour faire appliquer rigoureusement les lois de l'Etat qui défendent les droits des ouvriers, sans en tolérer la moindre violation par qui que ce soit. Les devoirs et les droits chez nous forment un tout indivisible.

Dans la construction de l'Albanie nouvelle, socialiste, **la jeunesse a toujours été à la pointe du travail et de la lutte, une auxiliaire militante du Parti.** C'est une grande satisfaction pour tous que de voir notre génération grandir heureuse, instruite, politiquement, idéologiquement et moralement élevée, et physiquement saine. Le Parti, l'Etat, la société, l'école et la famille n'en doivent pas moins entourer la nouvelle génération de leur constante sollicitude, car la jeunesse est l'avenir du pays,

l'espoir du peuple et du socialisme. Le Parti et l'organisation de l'Union de la Jeunesse doivent travailler sans relâche pour accroître toujours plus l'intérêt de la jeunesse à l'égard de tous les problèmes du pays, des problèmes politiques et idéologiques, de l'économie et de la défense, de l'éducation et de la culture, de la science et de la technique, afin qu'elle puisse, comme la force la plus vive du peuple prendre une part active à la construction socialiste et entrer dans la vie en étant toujours mieux préparée.

La jeunesse est une pépinière inépuisable non seulement pour le renouveau des rangs du Parti et des cadres, mais aussi parce qu'elle remplacera les générations plus anciennes, complétera les rangs de la classe ouvrière, des coopérateurs et de l'intelligentsia, portera plus avant l'œuvre immortelle de notre Parti et de notre peuple. Afin que cette pépinière puisse toujours fournir des pousses saines, le Parti demande à ses membres, à l'organisation de la Jeunesse et aux cadres chargés de travailler auprès d'elle, d'améliorer leur travail d'éducation politique, idéologique, culturelle et professionnelle auprès des jeunes gens et des jeunes filles de notre pays, dans le but de maintenir vivantes et de développer en eux les traditions patriotiques et révolutionnaires du peuple, de cultiver et de stimuler leur esprit pratique et créateur, de les tremper dans le grand creuset de la construction socialiste, de la lutte de classe et des actions révolutionnaires.

Le Parti est convaincu que notre jeunesse étudiera comme toujours avec passion à l'école et dans la vie, qu'elle assimilera la science et la technique, qu'elle travaillera avec l'enthousiasme qui lui est propre sur tous les fronts, à tous les coins de l'Albanie, qu'elle étudiera et s'entraînera pour défendre sa Patrie, qu'elle luttera avec persévérance pour assimiler l'idéologie victorieuse du Parti.

Les tâches auxquelles est confrontée la nouvelle génération exigent que l'organisation de la Jeunesse elle-même se renforce et se ravive, qu'elle porte à un niveau supérieur son activité d'éducation, d'organisation et de mobilisation, qu'elle combatte les manifestations de libéralisme, de sectarisme et de formalisme, qu'elle mène un travail sous les formes le plus diversifiées et intéressantes possible, qui réponde au niveau de formation et aux exigences croissantes des jeunes gens et des jeunes filles en mettant mieux à profit toutes les conditions et tous les moyens que le Parti et l'Etat ont créés pour l'éducation, les loisirs et la trempe de la jeune génération.

Le Parti a lutté et luttera de façon conséquente pour l'application de son programme **d'émancipation complète de la femme albanaise, sans laquelle on ne peut concevoir le socialisme ni en promouvoir l'édification.** La vie de la femme albanaise a connu des transformations colossales, mais un bon nombre de problèmes restent à résoudre surtout en ce qui concerne la réalisation de l'égalité complète entre la femme et l'homme dans la vie sociale et familiale, et quant au niveau d'éducation, de culture et de formation technico-professionnelle.

Les femmes de notre pays ont apporté une contribution notable à la réalisation des tâches assignées par le VII^e Congrès du Parti. Avec leur organisation de l'Union des Femmes d'Albanie elles doivent lutter pour maintenir élevé et développer encore l'esprit d'émancipation dans la masse même des femmes et dans toute la société, pour faire en sorte que le rôle de la femme, bâtisseuse active du socialisme, intrépide défenseuse de la Patrie, mère bienveillante et éducatrice de la jeune génération, ne cesse de grandir. L'organisation des Femmes doit consacrer une attention particulière à la consolidation de la famille et des rapports familiaux dans leur ensemble, aux problèmes de la mère et de l'enfant, delà façon de vivre, etc., en luttant avec force contre toutes les manifestations étrangères au socialisme et les coutumes rétrogrades qui continuent de se faire jour dans certains cas et sous diverses formes, et qui portent atteinte à la dignité et à la personnalité de la femme.

Le Front démocratique d'Albanie a mené un travail considérable pour le renforcement de l'unité du peuple autour du Parti, pour l'éducation patriotique et la mobilisation des travailleurs dans la réalisation des tâches du plan de l'Etat, surtout dans les campagnes. A l'avenir également, cette organisation massive, forte de ses traditions et de son autorité, doit lutter pour faire en sorte que l'unité politique, idéologique et morale du peuple se trempe toujours plus et que s'accroisse le rôle actif des

masses dans la construction et la défense du socialisme, l'administration du pays, le renforcement du contrôle social et le développement de la démocratie socialiste.

Les vétérans de la lutte et du travail, les retraités dont le nombre s'accroît d'année en année constituent une autre grande force, que notre Parti et notre Etat ont entourée et entourent d'une sollicitude particulière. Ils jouissent du respect de toute la société pour leur précieuse contribution, pour leur lutte et leur travail passés. Mais nombre d'entre eux possèdent encore assez de forces et d'énergies pour pouvoir et devoir les engager dans une activité utile à la société, surtout pour l'éducation de la jeune génération selon les riches traditions de la lutte et du travail héroïques du Parti et du peuple, ainsi que pour la sauvegarde, le développement et la perpétuation de ces traditions.

III - LES TACHES DU PARTI EN VUE DE L'EDUCATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

L'éducation de l'homme nouveau sous tous les aspects a été et demeure une question fondamentale de l'activité du Parti afin de promouvoir sans arrêt la construction de la société socialiste. Ce travail d'éducation a été mené sur un large front, il a été étroitement rattaché aux tâches de chaque étape du développement, aux problèmes engendrés par la vie et les situations concrètes. C'est ce qui a assuré et assure constamment le caractère actif, la grande force mobilisatrice et transformatrice du travail d'éducation du Parti et de ses leviers.

Les conditions dans lesquelles nous travaillons et luttons pour la construction et la défense du socialisme et les tâches que nous fixons à ce Congrès pour le développement économique et social du pays exigent que **le travail d'éducation du Parti soit porté à un niveau supérieur, qu'il soit mieux concentré sur certains problèmes essentiels immédiats et à long terme**, afin de créer chez les gens de chez nous de profondes convictions marxistes-léninistes, de promouvoir leur capacité professionnelle, de les doter d'une large culture et de belles vertus morales.

1. L'éducation communiste des travailleurs, fondement de nos succès

L'Albanie est un pays où le socialisme se construit avec succès et se maintient sur la voie saine du marxisme-léninisme, où le développement de l'économie et de la culture, l'organisation et la direction du Parti et de l'Etat, la formation et la trempe de l'homme nouveau sont fondés sur les principes du socialisme scientifique. La voie qu'a parcourue notre pays n'a pas été une voie facile. Il a fallu à notre Parti et à notre peuple affronter d'innombrables difficultés, aller de l'avant sur des chemins frayés ou non frayés, sur des sentiers nouveaux et inexplorés.

L'infinie fidélité de notre Parti à l'égard de la doctrine immortelle de Marx, Engels, Lénine et Staline, sa capacité de la mettre en œuvre de façon créatrice, conformément aux conditions du pays et aux circonstances internationales complexes, sa détermination de préserver la pureté de ses principes contre les attaques et les déformations de la part de ses nombreux ennemis, intérieurs et extérieurs, ont été et demeurent la pierre fondamentale de tous les succès et victoires de notre peuple.

Le Parti a eu le souci permanent de faire en sorte que chaque pas accompli dans la voie de la révolution et dans la construction du socialisme fût bien mesuré, que les fondements de la nouvelle société socialiste fussent de nature à promouvoir son progrès continu et à tenir tête aux vagues et aux tempêtes de l'encerclement hostile impérialiste-révissionniste. C'est la raison pour laquelle la révolution et la construction du socialisme dans notre pays n'ont connu ni zigzags ni reculs, mais, sont toujours allées de l'avant et ont enregistré victoire sur victoire.

L'exemple de l'Albanie est une expérience nouvelle dans l'histoire de la dictature du prolétariat, et il constitue une précieuse contribution à la théorie et à la pratique du socialisme et du marxisme-léninisme.

Les communistes, les cadres, les travailleurs, et en particulier la jeune génération doivent bien connaître le développement de notre pays dans la voie du socialisme, avoir l'idée la plus claire de notre point de départ et de la voie que nous avons parcourue, des difficultés que nous avons surmontées, de la ligne que le Parti a suivie et appliquée, et des fondements sur lesquels repose cette société construite au prix du sang, du labeur et de la peine de notre peuple héroïque.

La connaissance de cette voie glorieuse et de cette riche expérience donnera aux gens de chez nous une plus large vision de la société socialiste, de son stade actuel et de sa physionomie future, elle les fera travailler avec une plus haute conscience et une conviction inébranlable à cimenter toujours plus les victoires du socialisme, et à les porter constamment plus avant. Le Parti doit considérer cela comme une question capitale, car plus les fondements du présent sont solides, plus l'avenir socialiste et communiste de notre pays sera sûr.

Renforcer l'attachement au socialisme, la conviction de sa vitalité et de sa supériorité revêt une importance particulière dans les conditions actuelles, alors que le socialisme a été sapé dans beaucoup de pays et que les impérialistes, la bourgeoisie et les révisionnistes ont entrepris contre lui une campagne effrénée pour vilipender les idéaux révolutionnaires, semer le doute et l'incertitude quant à l'avenir socialiste de l'humanité. Ce n'est pas par hasard si le fer de lance de cette lutte a été dirigé contre notre doctrine triomphante, le marxisme-léninisme, sans lequel il n'y a ni ne peut y avoir de socialisme véritable.

Par ailleurs, il nous faut toujours avoir en vue le fait que les conditions dans lesquelles se construit le socialisme en Albanie sont extrêmement complexes. Notre Parti, notre Etat et notre peuple luttent de front et tout seuls contre une force ennemie colossale, contre le monde capitaliste et révisionniste qui nous entoure. Les gens de chez nous ne doivent jamais sous-estimer ni oublier les dangers que fait courir à notre société socialiste la forte pression, qu'exerce ce monde sur tous les plans, politique, économique, idéologique et militaire.

Notre devoir historique, national et international, est de nous tenir toujours tous debout, vigilants et prêts à affronter n'importe quelle situation, à défendre les victoires remportées et à faire avancer notre révolution et notre construction socialiste. Opposons à la diversion dangereuse des ennemis du socialisme notre fermeté et notre courage, l'unité d'acier du Parti et du peuple, notre travail inlassable pour le développement et le renforcement de l'économie et de la défense du pays. Afin de défendre le socialisme et de le porter sûrement toujours en avant, il est nécessaire avant tout de raffermir constamment un attachement sain et profond pour le socialisme, en tant qu'ordre social supérieur, auquel appartient inéluctablement l'avenir.

Nos gens, vivant et travaillant dans une société socialiste, s'éduquent selon ses normes et ses principes, qui s'incarnent dans les rapports économiques et sociaux, dans l'organisation et la direction de l'Etat et de toute la vie du pays, dans la législation et le mode de vie, dans le système éducatif et culturel etc. La réalité socialiste elle-même ainsi que leur participation directe à l'œuvre de construction socialiste du pays éduquent les gens de chez nous et les aident à comprendre et à assimiler les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et du socialisme.

Mais les convictions et la conscience socialistes que l'on se forme dans la pratique de la vie ne suffisent pas pour s'assurer une juste orientation en toute situation, pour comprendre à fond la politique du Parti et agir constamment avec des objectifs clairs. Ces convictions, si elles ne sont pas fondées sur une puissante base théorique, peuvent être ébranlées face aux diverses difficultés de la construction socialiste ou à la forte pression du monde capitaliste-révionniste. Seul le marxisme-léninisme, qui constitue la base théorique du socialisme scientifique et de l'éducation communiste des travailleurs, est

capable de créer des convictions profondes et stables. C'est le Parti, par son travail d'éducation, qui les inculque dans la conscience et l'esprit des masses.

Notre Parti a mené un travail intense pour l'éducation marxiste-léniniste des communistes et des masses. C'est précisément cet objectif que servent l'Ecole du Parti, les divers cours et formes d'éducation au sein du Parti et des organisations de masse, l'édition, la presse et tous les autres moyens de propagande. Le marxisme-léninisme s'apprend systématiquement dans les établissements de diverses catégories de l'enseignement d'Etat. Les œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline ainsi que de nombreux documents et matériaux de notre Parti sont mis à la disposition des communistes, des cadres et des travailleurs.

La tâche qui se pose maintenant est de porter tout ce travail à un niveau supérieur, plus qualifié, afin de faire assimiler le mieux et le plus profondément possible les principes du marxisme-léninisme et les enseignements de notre Parti. L'essentiel, c'est de bien armer idéologiquement les gens de chez nous de la conception du monde et de la méthodologie marxistes, de les former judicieusement sur le plan théorique, pour qu'ils puissent résister et agir à tout moment et dans n'importe quelle circonstance, avec une entière conscience, en révolutionnaires conséquents, en combattants résolus pour la cause du socialisme et du communisme, et non pas de leur enseigner simplement quelques thèses et conclusions marxistes.

Notre Parti et notre peuple se doivent d'aller constamment de l'avant, de résoudre de nouveaux problèmes. L'élaboration théorique et la solution pratique de ces problèmes exigent le développement continu de la pensée créatrice, fondée sur les principes fondamentaux et la méthodologie marxistes, ainsi que sur la synthèse de l'expérience acquise. Aussi est-il nécessaire que le marxisme-léninisme soit étudié, propagé et assimilé dans les écoles, dans le système d'éducation marxiste-léniniste des communistes et des masses, et dans toute la propagande du Parti, comme une doctrine vivante et créatrice, comme une science qui se développe et s'enrichit continuellement. Il faut, à cette fin, développer partout l'esprit critique et révolutionnaire, animer les discussions et les débats fructueux, combattre toute manifestation de rigidité et de dogmatisme, ouvrir une large voie à la pensée avancée et de parti, soumettre chaque phénomène à une analyse approfondie, à la solide logique marxiste.

L'élévation du niveau théorique est indispensable pour combattre avec succès les manifestations d'empirisme et de praticisme. Le fait est qu'il y a des communistes et des cadres qui font peu d'efforts pour assimiler la théorie, qui ont une étroite compréhension des problèmes et des tâches posés, des directives et des orientations données, qui les considèrent de façon simpliste et ne pénètrent pas leur contenu idéologique, leur aspect théorique. En cette question, les mots de Staline restent toujours actuels :

« Plus élevés sont le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants occupés dans quelque domaine que ce soit du travail de l'Etat et du Parti, plus élevé et fécond est le travail lui-même, plus tangibles en sont les résultats ; au contraire, plus bas sont le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants, plus probables sont les lacunes et les échecs dans le travail, plus probables sont la déchéance, la transformation des militants eux-mêmes en praticiens-ergoteurs, plus probable est leur dégénérescence. » (J. Staline, Œuvres choisies, éd. albanaise, pp. 509-510, Tirana 1979.)

Les lacunes dans la formation théorique générale mènent inmanquablement à des conceptions et actions subjectivistes et volontaristes, qui s'opposent aux exigences des lois objectives, affectent la direction scientifique du travail, freinent et déforment les processus du développement économique et social, nuisent à l'éducation même des gens. Nous rencontrons souvent des manifestations de ce genre, mais elles sont surtout apparentes et nuisibles en matière de planification, d'organisation et de direction de l'économie.

La société socialiste est, certes, une société qui se construit de façon consciente, mais non pas selon la volonté et les désirs subjectifs des gens. En régime socialiste également, le développement obéit à des

lois qui ont un caractère objectif. La particularité du socialisme réside dans la connaissance et l'utilisation consciente de ces lois conformément aux objectifs du Parti et de l'Etat socialiste. C'est ce qui constitue une des grandes supériorités du régime socialiste, qui assure un développement harmonieux et accéléré de l'économie et de la culture au profit des masses travailleuses.

Il en découle pour le Parti, l'Etat, les organisations de masse et tous les moyens de propagande, le devoir de concentrer, dans leur travail d'éducation, toute leur attention sur la connaissance des lois économiques objectives du socialisme, qui sont à la base de la politique économique du Parti. La connaissance approfondie des lois objectives et une action conforme à leurs exigences, permettent d'éviter les manifestations de subjectivisme, de mettre à profit les grands avantages du régime socialiste, d'asseoir la planification, la direction de l'économie et l'éducation même des gens sur des bases scientifiques.

On sait bien que l'homme, avec sa conscience, ses capacités et son expérience, constitue le facteur décisif de tout travail, de la réalisation de n'importe quelle tâche. C'est aussi pour cette raison que le Parti attache une importance primordiale au travail auprès des hommes, en vue de leur éducation, de leur trempe et de leur progrès continu. Mais l'action des hommes n'est fructueuse et ne peut atteindre les objectifs fixés que lorsque, à part le travail d'éducation, elle est soutenue comme il se doit par des mesures économiques, organisationnelles et administratives. Il faut voir des manifestations de subjectivisme dans les cas où les problèmes sont traités de façon unilatérale, où les causes des défauts et des faiblesses sont recherchées uniquement dans le travail idéologique et politique ou dans la méthode et le style de direction, où l'on pense qu'un état de choses peut être modifié et amélioré seulement par des débats et des réunions, sans actions ni mesures concrètes.

Dans l'élévation du niveau de la propagande du Parti, de tout son travail d'éducation des masses dans l'esprit du socialisme, un rôle important revient aux sciences sociales. C'est seulement en se fondant sur des études et des synthèses scientifiques de l'expérience du Parti et des masses ainsi que sur les problèmes que pose la vie, que l'on peut mener un travail de persuasion approfondi et argumenté auprès des gens.

Nos sciences sociales ont fait des pas en avant et se sont développées dans la juste voie. Les travaux et publications en ce domaine ont apporté une précieuse contribution à l'étude de l'histoire du peuple et de sa culture, de l'expérience de la Lutte de libération nationale et des transformations socialistes, de la vie politique, économique et sociale du pays. L'Institut des études marxistes-léninistes près le Comité central a mené un travail de grande valeur pour l'élaboration de l'Histoire du Parti, la publication de nombreux matériaux et documents du Parti, pour l'étude des divers problèmes de la révolution et de la construction socialistes.

Il incombe aux institutions scientifiques, aux différents secteurs des établissements d'enseignement supérieur et à tous les cadres des sciences sociales de porter à un niveau plus élevé leur travail, d'étudier plus à fond les questions fondamentales de l'expérience et des perspectives du développement de notre pays, de les traiter à un haut niveau théorique et scientifique et de militer plus activement dans la lutte que mène le Parti pour l'éducation de l'homme nouveau.

La juste compréhension du rôle décisif des masses dans la construction de la société socialiste, constitue une question fondamentale de la conception communiste du monde, de la théorie et de la pratique révolutionnaires. Notre Parti n'a permis aucun écart par rapport à ce principe et c'est dans ce fait que réside l'une des raisons profondes pour lesquelles le socialisme en Albanie a été construit sur une juste voie et se développe avec succès.

La participation active des masses à l'administration du pays, à toute la vie sociale, constitue, comme l'a d'ailleurs démontré l'expérience de notre pays, une condition nécessaire et décisive de la sauvegarde et du renforcement du pouvoir populaire, de l'avance ininterrompue de la révolution socialiste, d'une défense puissante et invincible de la patrie.

Le rôle décisif toujours croissant des masses populaires dans notre société socialiste est l'expression la plus profonde et l'orientation fondamentale du développement de la démocratie socialiste. De ce point de vue, la démocratie socialiste est non seulement une réalisation historique des masses populaires, acquise dans la lutte et la révolution, mais aussi une nécessité, une condition indispensable, une loi intérieure du développement de la société socialiste, une grande force motrice qui la fait avancer.

Le socialisme a libéré les gens de chez nous de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. L'affranchissement de la conscience des travailleurs des chaînes spirituelles propres aux sociétés exploiteuses, l'émancipation de la femme, qui participe sur un pied d'égalité avec l'homme à notre vie sociale, constituent une grande victoire historique. Nos gens jouissent de droits et de libertés démocratiques très étendus, comme le droit au travail, à l'instruction, le droit de vote et à l'éligibilité aux fonctions d'Etat et sociales, la liberté d'expression, de presse etc., droits qui, dans notre pays, sont une réalité non seulement sanctionnée par la loi, mais aussi appliquée dans la pratique quotidienne. Toute la vie de notre pays, l'organisation et la direction de l'Etat, de l'économie, de l'enseignement et de la culture, et de la défense, sont édifiées de façon à assurer et à exiger la participation active des masses travailleuses.

Le Parti a depuis longtemps bien mis en évidence les dangers qui menacent le socialisme, si les organes du pouvoir et les cadres se coupent des masses, si les appareils se bureaucratisent, etc. Il a souligné que la lutte contre les manifestations et les déformations de ce genre doit être menée de façon continue, sans permettre qu'elles s'accumulent et se gonflent. Mais dans la pratique on observe des manifestations d'étroitesse et de formalisme dans la compréhension et l'application de la démocratie de masse et des rapports des cadres avec les masses. Dans certains cas, les administrations se superposent aux organes élus, certains cadres ne maintiennent pas d'étroits contacts avec les gens ou les consultent juste pour la forme. Il arrive que les assemblées des coopératives agricoles et les autres organisations de masse ne soient pas considérées et appréciées comme il se doit, que les normes établies pour la reddition de comptes devant les masses, non seulement par les élus, mais aussi par les cadres nommés, ne soient pas toujours respectées.

La propagande du Parti a pour tâche d'expliquer, avec de solides arguments à l'appui, que le rôle des masses n'est pas une question abstraite, qu'il se réalise à travers l'activité quotidienne du collectif, des unions professionnelles, des organisations de la Jeunesse, du Front et de la Femme, des conseils populaires et de tous les organes élus. Elle doit, en particulier, faire surtout comprendre politiquement et idéologiquement aux cadres la -nécessité d'une liaison directe avec les masses, les ouvriers, les coopérateurs, la jeunesse, les femmes et toutes les couches du peuple. Les cadres doivent consulter largement les gens, recueillir leur avis, poser devant les masses les problèmes qui préoccupent le Parti et l'Etat et trouver, de concert avec elles, les solutions les plus rationnelles.

Quand le Parti pose avec force la nécessité de prêter une oreille plus attentive à la voix des spécialistes, de mieux soutenir et appuyer leur pensée avancée afin d'établir la production sur des bases scientifiques, cela n'implique nullement une sous-estimation de la pensée avancée des masses et de leur riche expérience révolutionnaire. La révolution technique et scientifique ne peut se développer avec succès chez nous que si le potentiel intellectuel et scientifique des cadres et des spécialistes est étroitement lié et se fonde avec la lutte et l'expérience générale des masses.

Dans l'application de la ligne de masse, il faut éviter toute simplification ou traitement purement formel de cette ligne. Il est inadmissible que, au nom soi-disant de l'application de la ligne de masse, les gens soient bombardés de réunions infructueuses et portant sur des vétilles. Les réunions où ne sont pas résolus les problèmes préoccupants, où l'on n'aboutit pas à des conclusions et à des mesures concrètes pour modifier la situation, n'ont aucune valeur. Il ne faut pas permettre non plus que la ligne de masse soit utilisée comme un rideau de fumée pour cacher le manque de responsabilité, les défauts dans l'organisation et la direction des affaires, la non application des compétences, des lois et des règlements établis.

Le Parti et les organisations de masse doivent veiller constamment à animer et à activer le contrôle des masses par en bas, y compris les groupes de contrôle direct ouvrier et paysan, auxquels il appartient d'être particulièrement attentifs à la gestion de la propriété socialiste, à l'activité des administrations, ainsi qu'au secteur des services à l'intention du peuple et pour la satisfaction de ses besoins.

Il est particulièrement important de bien comprendre que le contrôle des masses par en bas ne doit pas se borner ni se réduire à une seule forme, celle des groupes de contrôle ouvrier et paysan, mais qu'il doit être mis en œuvre beaucoup plus largement et sous des formes plus variées, en dressant les larges masses travailleuses, en leur faisant prendre conscience qu'elles sont les maîtres du pays, qu'elles ont leur mot à dire à propos de tout et de chacun. Dans le même temps, le Parti a souligné que les groupes de contrôle ouvrier et paysan ne peuvent ni ne doivent remplacer le contrôle des organisations du Parti, des organes d'Etat et des organisations de masse.

Il est nécessaire non seulement de comprendre et d'appliquer correctement la démocratie socialiste et le rôle des masses, mais aussi de les étudier plus à fond pour les parfaire sans cesse. Le but est d'empêcher le processus de construction socialiste de se transformer en un processus bureaucratique et administratif et de faire en sorte qu'il soit constamment l'œuvre vivante et créatrice des larges masses travailleuses, sous la direction du Parti.

L'éducation de l'homme nouveau est l'une des plus grandes conquêtes du socialisme et l'une des garanties fondamentales de son développement continu. Les tâches historiques auxquelles notre Parti et notre peuple sont confrontés pour la construction socialiste du pays et pour tenir tête victorieusement à l'encerclement et à la pression du monde capitaliste-révissionniste, exigent des gens bien formés et trempés en tant que révolutionnaires conséquents, hautement dotés d'une conception du monde et d'une éthique marxistes-léninistes, des gens capables de faire face à la pression des idéologies des classes exploiteuses. Cela exige que la lutte idéologique contre toute survivance ou manifestation étrangère au socialisme dans la conscience de nos gens soit renforcée.

La lutte contre les mentalités et la psychologie petites-bourgeoises, qui ont de profondes racines dans notre pays, a été et demeure un important problème idéologique. Il est vrai que les profondes transformations socio-économiques accomplies, ainsi que le travail général du Parti pour l'éducation communiste des travailleurs, ont porté des coups rudes à la psychologie petite-bourgeoise et l'ont ébranlée jusque dans ses fondements. Mais bien que sa sphère d'action se soit considérablement rétrécie, on observe encore, dans diverses couches de la population, des mentalités, des attitudes et des actes petits-bourgeois. Les conceptions et les tendances petites-bourgeoises sont un grand mal, car non seulement elles empêchent l'éducation communiste des gens, non seulement elles freinent leur participation active à la construction socialiste du pays, mais elles risquent aussi d'entraîner toutes sortes de flottements, elles servent de base à la propagation de l'idéologie bourgeoise et à une action de sape contre le régime socialiste lui-même.

La psychologie petite-bourgeoise se manifeste sous diverses formes et dans de multiples domaines. Ses survivances s'observent de façon plus marquée dans l'attitude à l'égard du travail et de la propriété, qui constitue d'ailleurs l'élément principal et déterminant de l'activité humaine.

Nos travailleurs des villes et des campagnes se caractérisent par une haute conscience dans l'attitude à l'égard du travail et de la propriété socialiste. C'est là un trait distinctif de notre homme nouveau, c'est une réalité qui saute partout aux yeux. Mais le socialisme, en tant que première phase de la société communiste, issu du régime d'exploitation capitaliste, a ses propres conditions et particularités de développement, qui laissent leurs traces dans l'attitude à l'égard du travail et de la propriété. Le socialisme, soulignait Lénine,

« ...ne peut pas encore, au point de vue économique, être Complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges du capitalisme ». (V. Lénine, Œuvres, éd. albanaise, t. 25, p. 559.)

D'autre part, il importe d'avoir aussi en vue l'engagement, dans la production sociale et dans d'autres secteurs, de grandes masses de jeunes qui, malgré leur disponibilité et leur enthousiasme à travailler et à créer au nom du socialisme, n'ont pas encore bien acquis les aptitudes nécessaires pour leur travail et ne se sont pas trempés dans les difficultés de la vie.

Ce sont ces facteurs, ainsi que les faiblesses dans le travail de direction, d'organisation et d'éducation mené par les organisations du Parti et les; organisations de masse, les organes du pouvoir et de l'économie, qui sont à l'origine des attitudes étrangères observées à l'égard du travail et de la, propriété socialiste.

En regard de nombreux exemples avancés et de réalisations positives, on constate aussi pas mal de cas de violation de la discipline au travail, d'absences non motivées, de travail à bas rendement et de qualité médiocre, d'exploitation incomplète des capacités productives, de mauvais usage et de dégradations de la propriété collective, de négligence dans la gestion et la sauvegarde de cette propriété.

C'est pourquoi le Parti insiste sur la nécessité d'élever le niveau et l'efficacité du travail de propagande et idéologique, afin de renforcer et de porter à un plus haut degré la conscience socialiste des ouvriers, des coopérateurs et des cadres dans leur attitude envers le travail et l'a propriété. Cela, a été et doit demeurer l'un des fronts les plus importants du travail du Parti, des organes d'Etat et des organisations de masse, et en particulier des unions professionnelles.

Les mesures arrêtées par le Parti et l'Etat pour perfectionner les rapports de production socialistes, réduire encore la parcelle individuelle dans les campagnes, réajuster le système des salaires, la législation, la planification et la direction de l'économie, etc., ont créé des possibilités et des conditions nouvelles pour entreprendre un travail d'éducation plus vaste et plus approfondi parmi les masses travailleuses, pour leur inculquer de justes conceptions et attitudes vis-à-vis du travail et de la propriété, pour instaurer partout une atmosphère d'optimisme et de mobilisation dans le travail.

Les communistes, les cadres, les travailleurs doivent prendre conscience du fait qu'ils vivent dans des situations nouvelles, intérieures et extérieures, qui s'accompagnent de tâches et d'exigences nouvelles. Devant nous se pose avec la plus grande force la nécessité de mobiliser tous les travailleurs afin de réaliser minutieusement les tâches du plan. Les situations que nous traversons et les grands objectifs du plan quinquennal exigent un rythme et un engagement nouveaux dans le travail, un sentiment de responsabilité plus élevé et une persévérance encore plus grande, ils exigent de nous que nous avancions à pas plus rapides, au pas dicté par notre époque.

Le travail d'éducation du Parti doit inculquer la profonde conviction que le travail et la propriété socialiste sont les deux grands piliers sur lesquels s'appuient le développement de l'économie, de toute la vie du pays, son présent et son avenir. Dans ce domaine il convient de mener une lutte frontale et organisée contre les manifestations nocives, contre toute conception et attitude petite-bourgeoise et libérale, pour renforcer partout l'esprit d'organisation, d'ordre et de discipline.

Les tâches à remplir pour raffermir la conscience et la psychologie socialistes exigent qu'il soit consacré une plus grande attention à la connaissance des intérêts divers qui existent et agissent au sein de notre société, et au maintien de justes rapports entre eux. Engels soulignait que les rapports économiques de toute société se présentent avant tout comme des intérêts. C'est pourquoi on ne peut songer à satisfaire aux exigences des lois économiques et à raffermir l'attitude socialiste envers le travail et la propriété sans tenir compte de ces intérêts divers et surtout des intérêts économiques.

La primauté donnée à l'intérêt général sur l'intérêt de groupe ou personnel, aux intérêts à long terme sur les intérêts immédiats, aux intérêts fondamentaux de l'Etat sur les intérêts d'ordre ministériel ou local, a été un principe permanent de l'activité de notre Parti et de notre Etat dans la construction et la

défense du socialisme. Ce souci a été et demeure une garantie contre tout écart par rapport à la juste voie marxiste-léniniste, à la théorie et à la pratique de la construction du socialisme.

Mais dans bien des cas l'intérêt personnel exerce encore une forte attraction, ce qui se traduit dans la tendance à prendre de la société plus qu'on ne lui donne, à courir après la quantité aux dépens de la qualité, etc.

Nul doute que l'existence de disparités de diverse nature, comme celles, par exemple, entre les villes et les campagnes, les disparités dans les revenus des divers membres de la société, ou les discordances qui naissent entre les demandes croissantes des masses travailleuses et les possibilités réelles de les satisfaire, influe sur le maintien de phénomènes de ce genre. Mais ces facteurs ne peuvent pas pour autant justifier les diverses manifestations de la tendance à mettre l'intérêt personnel au-dessus de l'intérêt général. Dans notre société socialiste toutes les possibilités existent pour limiter toujours plus les phénomènes étrangers au socialisme à travers le raffermissement du travail d'éducation des masses, le développement de la production et le perfectionnement des rapports économiques, ainsi que l'application rigoureuse des lois de l'Etat.

Cela se rattache avant tout au fait qu'en régime socialiste l'intérêt général ne s'oppose pas aux intérêts personnels des travailleurs. Lorsque nous parlons de la primauté de l'intérêt général, cela ne signifie nullement que l'on doive ignorer les intérêts personnels. En régime socialiste l'intérêt général n'est pas conçu comme un but en soi, mais pour servir à satisfaire les besoins légitimes des travailleurs, les exigences du bien-être du peuple, et à renforcer la capacité de défense de la Patrie. La ligne du Parti est appliquée correctement et avec esprit de suite lorsque l'intérêt porté aux problèmes économiques et le souci de l'intérêt général ne sont jamais détachés du souci de l'homme, du souci de satisfaire ses exigences matérielles et spirituelles.

La juste harmonisation des intérêts de la propriété coopérative avec l'intérêt général de la société constitue un important problème non seulement économique, mais aussi idéologique et social. Le Parti doit combattre aussi bien les tendances parfois observées à se confiner dans le cadre des intérêts de groupe et à les considérer comme détachés des intérêts de toute la société, que les tendances à porter préjudice aux intérêts de la coopérative, soi-disant au nom de l'intérêt général.

Ce problème concerne les rapports entre l'Etat et les coopératives agricoles, mais aussi le processus de transformation de la propriété de groupe en propriété du peuple tout entier. La propriété coopérative est une propriété du même type que la propriété d'Etat, toutes deux sont socialistes, mais la propriété de groupe n'en représente pas moins un degré inférieur de la socialisation de la propriété. En menant un travail d'éducation vaste et bien réfléchi, le Parti doit expliquer à la paysannerie coopérée le caractère transitoire de la propriété de groupe ainsi que les voies conduisant à sa transformation en propriété du peuple tout entier. Chez nous, le processus de transformation de la propriété de groupe en propriété de toute la société s'est amorcé, et il tendra à s'accélérer toujours plus. Mais dans cette voie il convient de procéder graduellement, dans la mesure où se créent les conditions objectives et subjectives requises, en ayant en vue et en respectant les intérêts de la propriété de groupe.

La propagande du Parti doit traiter plus largement et plus à fond le caractère unique de notre économie et les problèmes qui se posent pour renforcer ce caractère. Dans ce cadre, il est nécessaire de mener une lutte résolue contre la tendance à tenir surtout compte d'intérêts étroits, au niveau ministériel, local ou de chaque entreprise. Les obstacles dressés à la spécialisation, à la concentration et à la coopération de la production, ainsi que les cas où l'on planifie la production, le rendement et la baisse du prix de revient en gardant des réserves, les demandes excessives d'investissements et de main-d'œuvre, etc., sont des manifestations d'intérêts étroits, qui freinent le développement de l'économie et portent préjudice aux intérêts généraux de l'Etat et de la société.

Le nouveau étant aujourd'hui devenu prépondérant dans notre société, les phénomènes de la psychologie petite-bourgeoise, les survivances du passé détonnent toujours plus et constituent un obstacle sérieux dans notre voie socialiste.

Le trait particulier de ces survivances est qu'elles sont très vivaces, qu'elles subsistent même quand les conditions qui les ont engendrées ont changé radicalement; elles revêtent des formes «nouvelles», elles se camouflent sous les normes socialistes et resurgissent là où elles trouvent un terrain favorable. En particulier, notre attention doit être retenue par certaines coutumes et pratiques surannées qui, malgré les coups rudes qu'elles ont déjà reçus, se manifestent à nouveau dans la façon de vivre, les rapports de famille, les attitudes à l'égard de la femme. Le Parti et ses leviers doivent travailler à renforcer et à consolider les principes et les conceptions socialistes, l'idéologie et la morale prolétariennes, à maintenir toujours vivant l'esprit des actions et des importants mouvements idéologiques de masse, mouvements qui ont pour but d'extirper toute survivance surannée et d'affirmer de nouvelles normes et coutumes socialistes. Cette lutte doit être menée avec sagesse et clairvoyance, afin que les normes et les conceptions nouvelles deviennent acceptables à toutes les consciences.

A cette fin, il est nécessaire de connaître à fond la psychologie des masses, de procéder à un travail d'éducation qualifié et différencié selon les couches et les régions, selon le type et le lieu de travail, selon les collectifs et les secteurs, les âges, le sexe, et même pour chaque personne en particulier. On ne peut bien pénétrer l'état d'esprit des masses de façon empirique, il faut pour cela mener des études approfondies et systématiques, en analysant le problème dans toute sa complexité, dans la situation actuelle et dans la dynamique de développement, et en considérant dans leur ensemble les divers facteurs qui influent sur la formation de la conscience et de la psychologie des masses, notamment les conditions matérielles, les traditions et les usages rétrogrades, le développement de l'éducation et de la culture, le monde étranger capitaliste et révisionniste, etc.

Dans notre lutte sur le front idéologique n'oublions à aucun moment que les survivances du passé s'entrelacent avec les influences corruptrices de l'encerclement impérialiste-révisionniste, qui, bien que vantées comme étant «modernes», «progressistes», sont, quant au fond, tout aussi vétustés et néfastes, si ce n'est plus.

Notre pays est la cible d'une vaste agression idéologique, qui vise à dénigrer la réalité de l'Albanie socialiste et à répandre la confusion dans les esprits. Le Parti et ses leviers doivent se dresser comme des barrières puissantes et infranchissables face à cette agression et à ses influences sur les gens de chez nous. Ils doivent forger l'unité idéologique du peuple, tendre sa vigilance et sa lutte contre le libéralisme et toutes les manifestations étrangères au socialisme, de façon à éviter les cassures, les situations de quiétude et d'euphorie, et faire en sorte que les communistes, les cadres et tous les travailleurs s'en tiennent constamment aux principes et aux normes socialistes, à l'idéologie et à la morale prolétariennes.

La lutte contre les survivances et les manifestations d'idéologies, anciennes et nouvelles, étrangères à la nôtre, en vue de l'éducation communiste des travailleurs, couvre le front le plus vaste et la plus complexe de la lutte de classes qui se livre dans notre pays. Cette lutte revêt une importance et une acuité particulières dans les conditions actuelles, alors que notre pays avance dans la construction du socialisme en comptant uniquement sur ses propres forces, alors que, dans l'arène internationale, la lutte entre le socialisme et le capitalisme, entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme, s'est exacerbée et que l'encerclement impérialiste-révisionniste et sa pression sur notre pays sont devenus encore plus féroces.

Le Parti doit œuvrer inlassablement à faire en sorte que les communistes, le peuple et les nouvelles générations soient éduqués dans l'esprit de la dictature du prolétariat et de la lutte de classe, qu'ils soient toujours vigilants et prêts à défendre le socialisme contre tout ennemi et danger, qu'ils combattent, dans leur propre conscience, dans leurs propres rangs, tout ce qui va à l'encontre de l'esprit et des principes du socialisme.

Mener correctement la lutte de classe signifie appliquer correctement la ligne marxiste-léniniste du Parti, adhérer en toute conscience et avec une profonde conviction aux principes du socialisme, travailler et lutter constamment pour le bien du peuple et de la Patrie, sauvegarder et défendre le socialisme. Cela signifie également la mener sans déviations, de droite ou de gauche, opportunistes ou sectaires, qui sont dangereuses au même titre et lourdes de conséquences pour le Parti, l'unité du peuple, la société socialiste. C'est seulement en menant correctement et sans déviations la lutte de classe, avec la vaste participation des masses travailleuses, dirigées par le Parti, que le présent sera toujours construit comme il se doit, qu'il reposera sur des fondements solides et que l'avenir de notre Patrie et du socialisme sera assuré.

Le Parti a mis sur pied, au service de l'éducation des communistes, des cadres et des masses, tout un système de moyens de communication de masse, comme la presse, l'édition, la radio et la télévision, le cinéma, etc. Leur rôle est considérable, aussi doivent-ils élever constamment le niveau de leur travail, dans le contenu et dans la forme, pour répondre toujours mieux aux exigences croissantes des masses travailleuses.

2. Le socialisme exige des hommes dotés d'une vaste culture et de savoir scientifique

Le niveau culturel et professionnel des masses travailleuses a connu chez nous une véritable révolution. Dans un pays où, avant la libération, la population était illettrée à 90 pour cent, aujourd'hui plus de 67 pour cent des ouvriers sont dotés, d'une instruction de huit ans et secondaire, et 32 pour cent d'entre eux d'une qualification professionnelle moyenne ou supérieure ; dans les campagnes 52,3 pour cent des coopérateurs ont acquis une instruction de huit ans et secondaire. Nous comptons, actuellement environ 47 500 cadres supérieurs et 131 500 cadres dotés d'une formation secondaire et professionnelle. Néanmoins, l'élévation du niveau d'instruction, de culture et de formation technico-professionnelle des travailleurs demeure, en tant que partie intégrante de l'éducation communiste, l'une des orientations importantes de l'activité de notre Parti et de notre Etat.

Le développement intensif de l'économie et de la culture, l'introduction, sur une toujours plus large échelle, de la technique et de la technologie avancées, les tâches qui se posent en vue d'une élévation du rendement et de la qualité, d'une rentabilité et d'une efficacité accrues de la production, et en général les perspectives de développement du pays, exigent de nos gens qu'ils élèvent encore plus leur niveau d'instruction et de culture, qu'ils maîtrisent la science et la technique.

La tâche de notre Parti est de faire justement comprendre à tous que notre société a besoin d'hommes cultivés, dotés d'un vaste horizon culturel, d'une haute préparation professionnelle, technique et scientifique, d'éduquer les travailleurs à être très exigeants envers eux-mêmes. Que nos cadres et nos travailleurs se caractérisent par le sentiment du nouveau progressiste, par l'esprit d'innovation, la passion et la volonté pour étudier et s'instruire constamment.

Notre école nouvelle est le foyer principal de l'assimilation de la culture, du savoir et de la science. Au cours des quinze dernières années, on a entrepris la grande action pour la révolutionnarisation plus poussée de notre école socialiste, et elle continue d'être menée avec succès. Toutes les nouvelles structures fondamentales de ce processus sont désormais stabilisées. Un vaste et fructueux travail a été mené en vue de rédiger et d'appliquer les nouveaux programmes d'enseignement et surtout de préparer des manuels scolaires de toutes les catégories.

De grands efforts ont été faits afin de consolider le contenu idéologique et scientifique de notre école dans ses trois composantes, de rendre la structure des méthodes de transmission des connaissances plus rationnelle, de stimuler chez les élèves une attitude active et créatrice à l'égard des cours, etc. Cela a mis notre école en mesure de préparer des contingents entiers d'élèves et d'étudiants dotés d'une meilleure et plus vaste formation, idéologiquement mieux trempés et professionnellement plus aptes.

De grands succès ont également été enregistrés dans le travail mené pour donner un caractère de masse à tous les niveaux de notre système d'enseignement. Dans l'ensemble, on peut considérer que les besoins urgents du développement quantitatif de notre enseignement sont quasi totalement satisfaits ou définitivement acheminés vers leur satisfaction; Nous possédons actuellement un système d'enseignement capable de satisfaire à nos exigences actuelles et à long terme dans tous les domaines.

L'heure est maintenant venue, tout en continuant de veiller à donner un caractère toujours plus massif à notre enseignement dans son ensemble et à certains de ses maillons en particulier d'engager plus sérieusement et de façon plus qualifiée toutes nos forces éducatives et pédagogiques à élever la qualité du travail à l'école. Cette nécessité est dictée non seulement par le développement spécifique de l'enseignement, de l'école et de la pédagogie, mais en premier lieu par le développement général, économique, social, scientifique et technique de toute la vie du pays.

Notre école doit inculquer à la jeune génération des connaissances de niveau contemporain. A notre époque le système des connaissances se renouvelle continuellement et dans de vastes proportions. Les mathématiques, la physique, la chimie, la biologie etc., qui constituent le fondement théorique des disciplines appliquées de la technique et de la technologie, ont progressé à des rythmes très rapides. L'espace de temps entre une découverte scientifique et son application dans l'activité productive s'est beaucoup écourté. Aussi le problème consistant à refléter le plus rapidement possible les nouveaux succès dans les programmes scolaires a-t-il pris une grande acuité. Afin de faire place à la nouvelle information scientifique indispensable, il convient de promouvoir non pas une augmentation mécanique du volume des connaissances, mais des changements au niveau de l'appareil conceptuel et des réajustements de cette information dans des structures plus cohérentes et plus universelles, qui en condensent la substance et en élargissent sensiblement le champ d'application.

Notre école, à tous ses niveaux, a pour tâche d'éliminer un certain traditionalisme, désormais dépassé, dans la forme de présentation des disciplines scientifiques de base. C'est là une tâche sérieuse qui ne doit en aucune manière être réalisée par des greffes et des rapiécages du nouveau sur l'ancien, mais sur la base d'une conception globale et unique qui s'étend à l'ensemble des cycles d'étude, surtout dans les secteurs massifs de notre système d'enseignement. Il faudra mener, sur ces problèmes, des études attentives et bien réfléchies, afin d'être préparé à temps à des amendements éventuels, se garder de tout élément d'improvisation dans les décisions prises à leur sujet, élaborer les méthodes didactiques plus à fond, conformément à nos critères idéologiques, scientifiques et pédagogiques.

Les organes compétents doivent étudier dans un esprit de responsabilité la charge que les programmes imposent aux élèves et aux étudiants, car on y constate effectivement une surcharge qui est au préjudice de leur formation. Cette surcharge a son origine dans une imparfaite coordination des charges partielles des différentes matières du plan d'enseignement, dans la tendance de l'école à monopoliser la transmission de l'information et à doubler même celle qui se reçoit actuellement par d'autres canaux, dans l'exigence injustifiée de faire assimiler des concepts et des idées dépassant les capacités de perception de l'âge respectif, etc. Il faut notamment attacher un soin particulier à l'élaboration, à divers niveaux de traitement, des disciplines de caractère idéologique proprement dit, car on y observe un développement relativement unifié des sujets, dépourvu des gradations opportunes correspondant aux divers groupes d'âge scolaires.

L'élévation de la qualité et du rendement du travail didactique et éducatif de l'école sur tous les fronts sera notamment mieux servie par le renforcement des liens de l'étude avec la vie, avec la pratique, avec le travail productif, et cela dans l'optique non seulement de l'éducation et de la trempe de la jeune génération, où nous avons enregistré des résultats considérables, mais aussi de l'intégration de l'enseignement et de la science dans la production moderne d'aujourd'hui, et de leur mise toujours plus parfaite au service de l'extension et de l'approfondissement de la révolution technique et scientifique. Il ne faut jamais perdre de vue que la jeunesse d'aujourd'hui, qui reçoit une instruction toujours plus solide, est et sera toujours plus dans l'avenir une force d'avant-garde dans l'accomplissement de cette révolution.

L'amélioration du travail dans tous les secteurs, l'élévation du niveau scientifique, du rendement et de l'efficacité de l'ensemble du processus didactique et éducatif exigent de plus gros efforts en vue d'une amélioration radicale des méthodes didactiques, de façon à accroître l'assimilation active des connaissances et leur fixation, à stimuler la pensée créatrice des élèves et des étudiants et à cultiver en eux l'habitude du travail indépendant déjà sur les bancs de l'école. Dans ce cadre, il est nécessaire de prendre des mesures concrètes pour enrichir la base matérielle et les équipements de laboratoire des établissements d'enseignement.

Notre production, qui comporte actuellement un très large éventail d'activités, s'enrichira à l'avenir de nouveaux secteurs. Elle a, entre autres, pour pilier la grande armée de techniciens moyens et d'ouvriers qualifiés. Aussi faut-il attacher une importance particulière aux écoles professionnelles secondaires, régulières et du soir, qui constituent 80 pour cent de l'enseignement secondaire du pays. Ces écoles, surtout celles du soir et d'orientation agricole, doivent être pleinement consolidées. Il leur appartient de ne pas considérer la meilleure formation théorique des élèves seulement comme un but à atteindre pour leur permettre de poursuivre plus facilement leurs études supérieures, mais d'harmoniser cette formation théorique avec la capacité professionnelle à acquérir dans le secteur concerné et de mieux l'orienter en fonction de cet objectif. Il faudra s'attacher à cultiver chez les élèves des capacités pratiques et une intuition technique fondées sur un plus vaste horizon théorique.

Un grand soin devra être consacré à la formation de spécialistes supérieurs. Que ceux-ci soient capables de s'acquitter de leurs tâches avec une entière compétence et en même temps dotés de l'imagination scientifique indispensable pour faire avancer la révolution technique et scientifique dans leur secteur. Le travail de routine doit occuper et occupera une part toujours plus réduite du temps des spécialistes supérieurs, et le travail d'étude, d'innovation et de recherche scientifique proprement dit devenir leur préoccupation fondamentale.

L'Université et les autres établissements d'enseignement supérieur ont pour devoir de cultiver ces aptitudes chez les étudiants, en mettant à contribution tout leur potentiel intellectuel, en insistant davantage sur l'aspect créateur du processus didactique et éducatif. Pour ce faire, les professeurs des écoles supérieures doivent se consacrer à fond aux activités de recherche, car seul un chercheur suit avec intérêt l'évolution de la discipline qu'il enseigne et est capable de l'exposer avec une véritable passion devant son auditoire.

L'extension, dans les établissements d'enseignement supérieur, d'un travail scientifique portant non pas sur des thèmes d'importance secondaire, mais sur les grands problèmes de l'économie, de la production, de la défense, de la culture, devient également indispensable pour promouvoir la qualification scientifique postuniversitaire. La qualification des cadres et des spécialistes supérieurs est une question qui intéresse toute la société. Elle requiert qu'ils approfondissent sans cesse leurs connaissances, apprennent les nouveautés de la science et de la technique, s'instruisent et élèvent leur qualification sous des formes individuelles, mais aussi de façon organisée et contrôlée. La mise en place de ce nouveau maillon de notre système d'enseignement demande un travail considérable et de responsabilité de la part des établissements d'enseignement supérieur et du ministère de l'Education et de la Culture ainsi que l'aide multilatérale et le plus vif intérêt de tous les autres ministères.

Notre enseignement traverse un processus de consolidation des grands résultats obtenus dans sa révolutionnarisation. Perfectionner le grand ensemble de mesures qui constituent l'essence de la révolutionnarisation de notre école, demeure pour nous une tâche permanente. Leur bien-fondé se vérifie dans la pratique révolutionnaire, où nous apprenons à corriger les imperfections, à éliminer les défauts, à combler les lacunes. Beaucoup de choses ont été corrigées dans la dynamique du progrès de notre école. Mais le développement de la vie du pays et de l'enseignement en particulier fait surgir de nouveaux problèmes qui doivent être étudiés soigneusement dans toute leur complexité et qui exigent l'adoption des mesures nécessaires et adéquates à leur solution.

Enseignants et pédagogues ont un rôle décisif à jouer dans la réalisation de toutes ces tâches auxquelles notre école est confrontée. Ils doivent s'employer encore mieux à élever leur niveau idéologique, politique et professionnel, à élargir leur horizon scientifique et culturel, à accroître leurs capacités pédagogiques. Il faut combattre tout formalisme dans l'appréciation de leur travail, tout esprit de libéralisme, et toute tendance à se contenter de peu. Que tous se persuadent que l'école demande un dur labeur, de la passion et de la volonté, une conscience et un esprit de discipline élevés.

La saine opinion sociale joue un grand rôle dans le renforcement du travail à l'école; elle peut être d'une grande aide dans l'activité quotidienne de l'école. Il est particulièrement important de cultiver chez la jeunesse scolaire de saines motivations à l'étude, s'inspirant des idéaux révolutionnaires.

L'amélioration générale du travail dans l'enseignement populaire nécessite aussi le perfectionnement et la révolutionnarisation plus poussée de la méthode et du style du travail de direction de tous les organes éducatifs, depuis les directions des écoles jusqu'au ministère de l'Education et de la Culture. Cela demande un travail de direction d'un niveau scientifique plus élevé, et la solution, sur des bases scientifiques plus avancées, des problèmes complexes que posent le développement continu de l'enseignement populaire et la révolutionnarisation de l'école.

De leur côté, les ministères et les autres institutions doivent s'occuper plus soigneusement de la formation de cadres et spécialistes moyens et supérieurs, définir judicieusement les exigences en ce domaine, quant au nombre et aux disciplines, s'employer sérieusement à faire rédiger les plans, les programmes et les manuels scolaires, veiller à une meilleure organisation du travail de production et du stage au travail des élèves et des étudiants.

Au cours du 6^e quinquennat, nos arts et notre culture socialiste ont connu un nouvel essor et leur rôle a été porté à un plus haut degré dans tout le travail du Parti pour l'éducation communiste des masses travailleuses. Des progrès manifestes ont été enregistrés dans le contenu et dans la qualité des activités culturelles et artistiques. Ces activités ont toutes eut pour traits distinctifs l'esprit prolétarien de parti et le militantisme révolutionnaire. Par là même, elles ont contribué encore plus à consolider la conception du monde de notre homme nouveau, à cultiver en lui des goûts prolétariens et les normes du mode de vie socialiste.

Des œuvres de qualité, pénétrées de valeurs idéologiques et artistiques ont été créées dans la littérature, les arts figuratifs, la musique et le cinéma. Elles ont toujours eu pour fondement les principes fondamentaux du réalisme socialiste. Nos créateurs ont le mérite particulier de s'être appliqués à souligner avec force dans leurs œuvres, à côté du contenu socialiste, l'originalité nationale et l'esprit populaire, en s'appuyant solidement sur nos plus saines traditions littéraires et artistiques, en les enrichissant de recherches et de trouvailles innovatrices, ainsi qu'en combattant toute attitude conservatrice et libérale, toute pression de la culture dégénérée bourgeoise et révisionniste.

Notre littérature et nos arts ont également obtenu des succès importants en s'affirmant devant le public international. Nos livres, nos films, nos ensembles de chants et de danses ainsi que nos expositions d'arts figuratifs ont toujours plus attiré l'attention des hommes progressistes, qui les ont appréciés et y ont trouvé, en même temps que les idées progressistes, un esprit réaliste, démocratique et humaniste sain, en contraste avec l'esprit décadent et réactionnaire de l'art actuel bourgeois et révisionniste.

Notre pays s'est transformé en une grande école, où tous étudient et travaillent, embellissent la Patrie et la font prospérer. Cela les a mis toujours plus dans un rapport actif avec la culture. Nos hommes prennent part activement à la création des valeurs de la culture matérielle et spirituelle et à leur utilisation constante. C'est en cela que réside l'une des supériorités de notre système socialiste sur le système capitaliste.

Notre vie socialiste insuffle à notre culture, à notre littérature et à nos arts plus de vitalité, plus de dynamisme et de fraîcheur, elle enrichit leur contenu et leur forme. La liaison avec la vie active est le

seul moyen et la seule manière de découvrir et d'affirmer les vertus et les hautes qualités morales et politiques des travailleurs, leurs succès et leur activité créatrice. Ce n'est qu'ainsi que les valeurs culturelles deviennent une source d'inspiration et de mobilisation des masses pour la réalisation des tâches dans la construction et la défense du pays, qu'elles créent une atmosphère d'enthousiasme révolutionnaire pour surmonter les obstacles et remporter de nouvelles victoires.

Tous nos créateurs de la littérature, du cinéma, des arts figuratifs, de la musique, etc., ont une importante tâche à remplir. Ils doivent traiter et refléter amplement dans leurs œuvres les grands problèmes du temps, les processus de développement et les nouveaux phénomènes de la vie. Les arts et la littérature doivent traiter et propager des motifs puissants, l'héroïsme de masse et les héros qui, par leur exemple, remplissent un rôle de guide dans la vie, dans le travail, dans la science, à l'école, partout. Notre temps exige que notre littérature et nos arts élargissent la gamme de leurs thèmes, qu'ils embrassent toujours mieux l'ampleur et la variété de la vie, de façon que, petit à petit, nos écrivains et nos artistes complètent le grand tableau de l'époque socialiste en Albanie. La création de ce témoignage artistique demeure une tâche fondamentale de notre littérature et de nos arts.

Les thèmes tirés de l'histoire et des périodes passées sont et seront toujours valables et indispensables pour cultiver chez les gens de chez nous l'amour de la patrie, de nos traditions et de notre culture nationale, pour leur faire mieux connaître la lutte de notre peuple pour la liberté, l'indépendance et le progrès. Mais le développement de la littérature et des arts est inconcevable si la vie et l'actualité n'affluent pas toujours plus abondamment dans nos romans, dans nos poèmes, dans nos films et dans nos œuvres musicales et figuratives. En s'appuyant puissamment sur la réalité que nous vivons, en la reflétant largement, notre littérature et nos arts seront en mesure de mieux refléter aussi notre passé, de le faire plus fidèlement et à un niveau idéologique et artistique plus élevé.

La lutte pour renforcer le caractère et l'originalité nationale de nos arts doit toujours s'accompagner du renforcement de l'esprit socialiste, qui donne le ton à toute notre vie. L'affirmation des éléments socialistes est une exigence objective de la consolidation de l'art de réalisme socialiste. Dans la représentation de la réalité socialiste, le caractère national aussi acquiert de nouveaux traits qualitatifs, il se développe et s'élève à un nouveau degré, supérieur.

Notre Parti a souligné que l'inspiration que nos arts puisent dans l'art populaire constitue un facteur important de la pureté de la création cultivée et de la sauvegarde de l'esprit populaire et national. Mais il convient de maintenir toujours une juste mesure dans les rapports entre l'art cultivé et l'art populaire, de ne pas abuser de la priorité donnée à l'un ou à l'autre, car s'il est nocif de dissocier l'art cultivé de l'art populaire, il est tout aussi nocif de les identifier et de faire de l'art cultivé une simple imitation de l'art populaire.

La représentation de la réalité socialiste et le traitement toujours plus vaste de ce thème, des problèmes typiques et fondamentaux de notre société, doivent nécessairement s'accompagner d'une amélioration de la qualité. Il faut qu'au contenu sain, à la thématique révolutionnaire correspondent une forme et un niveau élevés de réalisation artistique. Il ne suffit pas de saisir le sujet du jour, d'écrire sur le héros positif, sur la réalité socialiste, etc. Ces écrits, s'ils sont dépourvus d'art, ne peuvent pas nous émouvoir, nous éduquer et nous inspirer pour le présent et l'avenir. L'amélioration de la qualité dans nos arts est une exigence découlant de l'élévation du niveau culturel et des goûts esthétiques de nos larges masses travailleuses, des conditions actuelles de l'évolution de notre société.

Les grandes tâches qui nous incombent pour le développement de notre littérature et de nos arts accroissent les exigences pour la formation continue des forces créatrices, surtout des nouveaux talents, sur le plan de la conception du monde et de la culture. Nos écrivains et nos artistes réussissent à créer un art de haute valeur lorsqu'ils connaissent à fond la vie du peuple, son histoire et sa psychologie, lorsqu'ils assimilent le marxisme-léninisme et les enseignements du Parti, lorsqu'ils vivent intensément les problèmes de l'époque. Le rôle de l'Union des écrivains et des artistes est considérable en ce domaine. Il lui faut demeurer toujours un centre d'inspiration et d'éducation pour les

forces créatrices, et avoir pour principal souci la créativité de nos écrivains et de nos artistes, l'élévation du contenu et de la qualité de leurs œuvres.

Les autres institutions culturelles et artistiques, la Radiotélévision, les maisons et les organismes d'édition, les théâtres et les studios cinématographiques, ont pour devoir de renforcer leur contrôle et d'accroître leurs exigences en matière de qualité afin de présenter au peuple des œuvres toujours meilleures. Elles doivent lutter pour bannir toute représentation superficielle, sans vigueur et sans une vision approfondie de la réalité, les manifestations de schématisme, d'uniformité et de compréhension simpliste des phénomènes et des problèmes de la vie actuelle.

Les tâches des institutions culturelles et artistiques sont nombreuses et multiformes. Dans le travail qu'elles accomplissent pour élever le niveau de culture des masses, elles doivent veiller particulièrement aussi à une plus large propagation du savoir et des diverses connaissances, à une meilleure organisation de l'information technique et scientifique, à l'extension de la propagande de la production et de l'expérience avancée, en assurant une plus large coordination avec les organisations de masse, avec les spécialistes et les cadres, avec les travailleurs d'avant-garde de la production. Il faudra, parallèlement à la publication de livres politiques et artistiques, consacrer plus de soin à celle d'ouvrages techniques et scientifiques, de manuels et d'encyclopédies, susceptibles d'être largement utilisés par les divers spécialistes, ainsi qu'aux publications scientifiques de vulgarisation.

Un véritable pays socialiste doit aussi se distinguer toujours plus par le haut niveau de culture de ses gens, par la richesse de leur univers spirituel, par la pureté des goûts esthétiques ainsi que par le mode de vie. La formation de justes conceptions sur le mode de vie socialiste est une tâche importante du travail éducatif et culturel qui s'accomplit dans notre pays.

Il importe de se pénétrer profondément de l'idée que la culture dans le mode de vie accompagne l'homme durant toute son existence. Elle concerne son alimentation, son hygiène et son habillement, son habitat et ses activités productives. La culture, la littérature et, avec elles, le cadre des établissements de production et des services publics, influent directement sur la formation des goûts des masses. Ils accroissent l'attrait qu'exerce sur elles le beau dans le travail, dans la vie et dans la nature, ils étayent la lutte aussi bien contre les goûts bourgeois et révisionnistes que contre les goûts vulgaires.

De nouvelles tâches importantes se posent surtout pour propager la culture dans les campagnes. L'élévation du niveau culturel de la paysannerie influe directement sur le progrès des campagnes sur tous les fronts, sur la réduction des disparités entre elles et les villes. Aussi, à part l'extension, le renforcement et l'exploitation plus efficace du réseau des établissements culturels dans les zones rurales et l'amélioration de la composition de leurs cadres, l'aide fournie par la ville, la participation active de l'intelligentsia et la sollicitude des organisations de masse, jouent un rôle important dans la diffusion de la culture dans les campagnes. En particulier, les écoles, en milieu rural, doivent devenir de véritables foyers de diffusion de la culture de masse, des traditions patriotiques et révolutionnaires, d'animation de la vie artistique, d'éducation et de formation des nouveaux talents.

Le développement et le progrès de la culture signifient le développement et le progrès de la nation. Ils sont unis par un étroit lien dialectique. Comme l'a dit Engels, l'histoire prouve que tout progrès de la culture a été un pas vers la liberté. Il est important que cela soit bien compris par les organes du Parti et du pouvoir à la base, par tous les travailleurs du front de la culture. Mieux ils comprendront l'importance du travail culturel, plus ils s'attacheront aux problèmes de ce secteur. Les organes du Parti et du pouvoir doivent mieux organiser leur aide et leur contrôle surtout à propos des problèmes de direction et de planification, du contenu, de l'efficacité et des valeurs éducatives de l'activité culturelle et artistique.

Notre science nouvelle a apporté une contribution particulière aux grands succès obtenus par notre peuple au cours de la construction socialiste du pays. Elle embrasse de nouveaux domaines

auparavant inexplorés, elle a élevé le niveau des études et elle est actuellement en état d'assumer des tâches plus difficiles, de résoudre des problèmes plus complexes, et de mieux satisfaire les exigences que lui pose le développement de l'économie et de la culture.

Aujourd'hui nos hommes de science et nos techniciens étudient, projettent et réalisent par leurs seuls et propres moyens tous les ouvrages nécessaires à notre économie et à notre défense, ouvrages hydro-énergétiques, voies ferrées, puits à forage profond, usines d'enrichissement des minerais et beaucoup d'autres importants établissements industriels. De grandes richesses du sous-sol ont été découvertes et mises en exploitation. Elles constituent actuellement la base fondamentale du développement de l'industrie et de toute l'économie du pays. Des progrès ont été enregistrés dans la solution des nombreux problèmes techniques et technologiques de la production. On est passé de la fabrication de pièces détachées à la production de machines complètes. Dans l'agriculture, les recherches et les expérimentations sont devenues des facteurs importants de l'accroissement des rendements et de l'amélioration des races. Des réalisations très appréciables ont également été enregistrées dans les sciences sociales, historiques, linguistiques, économiques, politiques, etc.

Mais le stade actuel du développement du pays et les grandes tâches qui nous incombent font de l'essor de la science, de la juste appréciation de son importance et de l'application de ses résultats dans la production, une nécessité pressante. Cette nécessité devient encore plus impérieuse dans les conditions actuelles du développement de notre pays par ses seules forces, à un moment où l'économie et tous les secteurs de l'activité sociale sont engagés dans la voie intensive et qu'il est exigé partout un travail d'une qualité, d'un rendement et d'une efficacité élevés.

Ce sont là les raisons pour lesquelles notre Parti a analysé l'an dernier dans un plénum de son Comité central spécialement convoqué à cet effet, toute l'activité scientifique de notre pays en en tirant des conclusions et en fixant des tâches particulières non seulement aux travailleurs scientifiques, mais à tous les comités et organisations du Parti, aux organes d'Etat et aux organismes économiques du pays. Les tâches posées et les orientations données par le 8^e plénum du Comité central constituent un grand programme de travail pour le présent et l'avenir. Il s'agit maintenant pour nous de concentrer nos énergies dans une lutte opiniâtre pour la mise en œuvre de ce programme.

L'objectif principal de tout le travail de recherche scientifique est de soutenir comme il se doit le 7^e plan quinquennal pour assurer sa pleine réalisation. Mais en outre, notre science a pour devoir et pour objectif important d'entreprendre dès maintenant des recherches pour le futur quinquennat. La science, pour être vraiment telle, pour jouer véritablement son rôle et accomplir sa fonction, doit anticiper la production, découvrir à l'avance la perspective du développement de l'économie et de la culture. C'est seulement en accomplissant cette fonction qu'elle peut aider tant à la planification qu'à la production.

En ayant en vue les tâches immédiates et à long terme, il faut s'attacher soigneusement à assimiler les résultats contemporains et à développer les sciences qui sont appliquées dans des domaines d'importance vitale, qui conditionnent le progrès accéléré de notre pays et consolident sa pleine indépendance.

Nous devons consacrer le gros de nos forces et de nos moyens à l'étude de nos richesses naturelles, en premier lieu à la recherche et à la découverte de minerais utiles. Notre science doit trouver les voies les plus appropriées pour accroître nos ressources énergétiques et leur utilisation rationnelle, pour assurer une mise en valeur aussi complexe et complète que possible de tous les composants utiles des matières premières, le plus bas coût et la meilleure qualité possible de la production.

L'extension des études dans le domaine des constructions mécaniques et du perfectionnement des technologies de la production et de la mécanisation des processus de travail, dans le domaine de l'étude des projets et de la construction des divers ouvrages industriels, hydrotechniques et civils, etc., doit constituer un objectif important du travail scientifique.

Les études en agriculture, surtout celles qui concernent le maintien, l'extension et l'amélioration des terres cultivables, l'accroissement des capacités génétiques des semences et des races, le perfectionnement de l'agrotechnique, la protection des plantes et des animaux, revêtent une importance particulière.

De par les conditions mêmes de notre pays, nous devons mettre l'accent sur les sciences appliquées. C'est dans ce domaine que doit être principalement concentré le travail scientifique de recherche. C'est là que doit être engagé le gros de nos forces scientifiques et techniques. Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer aux sciences fondamentales, celles-ci constituant la base théorique des sciences appliquées et de la technique moderne. Ce qu'il faut, c'est connaître et assimiler les résultats et les méthodes avancées de ces sciences afin de mieux les mettre au service de la production et d'assurer une solide formation théorique de nos spécialistes.

Nous devons améliorer la qualité du travail de recherche scientifique et son efficacité dans tous les domaines de la science, et surtout dans ceux des sciences appliquées. Toute étude entreprise doit être complète, ses diverses phases, depuis l'étude générale, l'expérimentation, l'élaboration des projets et jusqu'à leur application, doivent constituer un tout. Les études techniques et technologiques doivent s'accompagner d'études économiques et financières en vue de faire ressortir l'avantage économique et la rentabilité des investissements.

L'approfondissement de la révolution technique et scientifique dans tous les domaines a mis en mouvement de grandes masses d'hommes, éveillant en eux un réel intérêt pour une assimilation plus profonde des connaissances scientifiques et pour l'expérimentation en général. Par dessus tout, cela a renforcé la confiance de nos cadres et de nos travailleurs dans leurs capacités et leur pensée créatrices. Actuellement, des possibilités ont été créées pour que, parallèlement à la croissance quantitative et qualitative des rationalisations et des innovations, l'on passe graduellement à un stade supérieur d'améliorations et de transformations de plus grande ampleur, qui apportent des changements plus radicaux au profit de la production, de l'équipement technique, des conceptions technologiques ou des formes d'organisation non seulement dans des usines et ateliers particuliers, mais aussi dans des branches entières. Il importe à cette fin d'accroître encore le rôle actif et l'efficacité de la science, qu'il faut développer non seulement dans les institutions scientifiques de recherche, mais aussi, et en l'appliquant largement, sur le terrain concret, dans les usines, les combinats, les champs, partout où sont produits les biens matériels.

Le progrès de la science est grandement conditionné par une planification plus exacte et plus clairvoyante, conforme aux besoins du pays à tous les maillons du travail de recherche scientifique, par une bonne organisation et coordination de l'activité des diverses institutions, par la création d'une base matérielle et de laboratoires appropriée à notre pays et réalisable, par la préparation, la qualification permanente et la contribution toujours plus efficace des spécialistes dans les divers domaines.

L'Académie des sciences demeure le plus grand centre de recherches scientifiques de notre pays. Le Parti lui a fixé pour tâche, en même temps que de raffermir ses institutions scientifiques existantes, d'étendre son activité dans d'autres domaines, surtout dans ceux des sciences naturelles et techniques qui concourent directement à résoudre les grands problèmes de la production.

La fondation du Comité de la science et de la technique dans l'année en cours constitue une mesure importante prise par notre Parti en vue d'améliorer la direction et l'organisation du travail de recherche scientifique. Il a pour devoir de mieux coordonner toute l'activité scientifique du pays et d'aider à en appliquer les résultats.

Tous les organes d'Etat, de la base au sommet, doivent faire preuve d'un plus grand soin et intérêt pour le développement de la science. Ils doivent considérer l'activité scientifique comme une partie

intégrante et indivisible de leur travail pour la planification, l'organisation et la direction de l'économie, de la culture et de toute la vie du pays.

C'est en vivant plus près de l'activité scientifique et des gens qui s'y consacrent, en recueillant l'opinion des spécialistes et en appuyant le nouveau, en combattant les obstacles et les lenteurs bureaucratiques constatés parfois dans le cours des études menées et surtout dans leur application, que l'on soutient le développement et le progrès de la science.

Le travail des organisations du Parti doit avoir pour objectif fondamental d'appliquer la politique du Parti dans le domaine de la science en sorte que l'activité de recherche et d'étude soit concentrée sur les grands problèmes actuels et à plus long terme, que les cadres scientifiques s'arment de la conception marxiste-léniniste du monde et des enseignements de notre Parti.

IV - LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA R.P.S. D'ALBANIE

Le Parti du Travail d'Albanie n'a cessé de suivre avec attention le développement de la situation internationale et le cours des événements dans le monde. Il les a analysés de façon objective et avec réalisme, et en a tiré les conclusions appropriées en se guidant comme toujours sur les principes marxistes-léninistes. En tout cela, le Parti s'est fondé sur le fait que les processus mondiaux actuels exercent, à divers degrés, leur influence sur notre pays. Si nous suivons et analysons avec un intérêt particulier les situations internationales, c'est afin de n'être jamais pris au dépourvu, d'être toujours prêts à affronter victorieusement tout danger pouvant nous venir de l'extérieur, et de construire avec succès le socialisme. D'autre part, cela nous est également indispensable pour pouvoir accomplir correctement et efficacement notre devoir internationaliste de soutien à la lutte des peuples pour la liberté et l'indépendance nationale, pour la démocratie et le progrès social, et contribuer à la consolidation de la paix et de la sécurité internationale.

Vue dans son ensemble, la situation internationale actuelle est trouble, complexe et très tendue. D'importantes forces politiques et sociales s'opposent les unes aux autres. D'une part, l'impérialisme, le capitalisme et la réaction, porteurs de l'oppression, de l'exploitation et de la guerre, d'autre part, les peuples, les révolutionnaires et les démocrates, qui luttent pour la libération nationale et sociale, pour l'émancipation de l'humanité. Cette vaste et profonde confrontation dans tous les domaines, qui est l'expression d'âpres conflits de classes et qui a embrassé tous les continents sans exception, a aggravé encore toutes les contradictions et la crise profonde qui s'est emparée du monde capitaliste actuel. **Tout témoigne que la situation actuelle dans le monde est grosse d'une conflagration générale et de guerres locales, de même qu'elle est grosse de luttes de libération et de révolutions.** L'évolution des événements montrera si l'impérialisme parviendra à conduire le monde à une nouvelle catastrophe ou si les peuples empêcheront la guerre d'éclater et sauveront l'humanité.

Dans cette situation, la lutte des peuples et la révolution sont à l'ordre du jour, non seulement comme une aspiration et un devoir immédiats pour la libération de l'oppression capitaliste et du joug impérialiste, mais aussi comme une nécessité historique pour mettre en échec les plans bellicistes de l'impérialisme et éviter une nouvelle conflagration mondiale.

L'impérialisme a été et demeure la source de toutes les agressions et guerres de rapine, la cause de tous les malheurs et misères qui ont existé et existent dans le monde. Les peuples ont payé de leur sang et de leur vie la soif insatiable de conquête, d'exploitation et de domination mondiale des impérialistes. La lutte que se livrent actuellement les superpuissances impérialistes et les grandes puissances capitalistes pour des marchés et des zones d'influence atteste justement ce caractère immuable de l'impérialisme, sa nature et ses objectifs.

L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique sont dressés l'un contre l'autre, ils sont engagés dans une course à l'agression et à l'invasion d'autres pays. Dans plusieurs régions du monde, la lutte entre les deux superpuissances impérialistes, les Etats-Unis et l'Union soviétique, sans excepter la Chine impérialiste et les autres puissances capitalistes, a pris de nouvelles et vastes proportions. Chacune de ces puissances s'efforce de s'assurer une supériorité économique, politique et militaire sur l'autre, d'occuper de nouvelles positions stratégiques. Bien que l'incendie d'une guerre mondiale ne se soit pas encore déclaré, les dangereux foyers locaux qui se sont allumés peuvent tourner en brasier d'une grande conflagration impérialiste mondiale. Le Moyen-Orient et à nouveau l'Indochine en témoignent très clairement. Cette rivalité, cette politique des superpuissances, compliquent encore plus la situation et apportent dans les relations internationales un élément de tension lourd de conséquences.

Certes, tout en constatant que la rivalité entre les superpuissances et l'aggravation de leurs contradictions constituent la source principale des conflits internationaux actuels et du danger de guerre, nous ne pouvons pas noter aussi leurs efforts pour aboutir à des compromis, à des accords, et même à des alliances provisoires. La tendance aux affrontements et aux conflits entre les impérialistes a toujours eu pour pendant leurs tentatives pour s'accorder aux dépens des peuples.

Mais une atmosphère de confiance réciproque ne peut jamais s'instaurer entre Etats impérialistes. En raison même de leur nature agressive, ils agiront ouvertement ou sournoisement l'un contre l'autre. C'est là la dialectique des rapports entre impérialistes.

Les superpuissances se sont efforcées jusqu'ici de maintenir un certain équilibre entre elles, de respecter mutuellement leurs zones d'influence, d'avancer au même pas dans la course aux armements. Elles ont tâché d'éviter une guerre directe entre elles, mais maintenant, par suite de la crise et de leur développement inégal, cet équilibre tend à se rompre.

Leur expansion ne trouve plus d'espaces vides sur lesquels elle puisse s'étendre. Tout nouveau pas de l'une d'entre elles se heurte aux intérêts de la partie adverse avec le risque d'une réaction imprévisible. D'où les déséquilibres et les dangers d'affrontements armés qui pourraient conduire l'humanité à une guerre impérialiste générale.

Naguère il fut possible de signer le traité de non-prolifération des armes atomiques, qui assurait aux Etats-Unis et à l'Union soviétique le monopole de ces armes, et de conclure même les accords SALT, qui établissaient l'équilibre entre les deux superpuissances concernant ces armes. Maintenant les deux parties sont prises d'une fièvre d'armement effréné, qui les a aveuglés et leur a fait perdre toute logique. La mégalomanie et l'arrogance des superpuissances, qui s'imaginent pouvoir faire impunément la loi dans le monde entier, sont mitigées de leur crainte réciproque et de la terreur que leur inspire la révolution.

Les intérêts des superpuissances et ceux des peuples ne s'accordent ni ne se rencontrent à aucun moment et en aucun cas. La survie de l'impérialisme exige l'asservissement des peuples, et la libération des peuples exige l'effondrement de l'impérialisme.

La politique des classes réactionnaires, qui, pour préserver leur pouvoir et tromper les masses, s'appuient sur tel ou tel Etat impérialiste, en qualifiant l'un de bon et l'autre de méchant, l'un d'ami des peuples et l'autre d'ennemi, l'un de pacifique et l'autre de belliciste, est fort nocive et doit être combattue jusqu'au bout. Les superpuissances, chacune séparément ou toutes ensemble, sont les ennemis les plus féroces de la liberté et de l'indépendance des peuples, les défenseurs et les garants des régimes réactionnaires, elles soutiennent le joug étranger qui pèse sur les nations, attisent les querelles et les conflits qui opposent ces dernières entre elles. Leur politique constitue un danger direct qui risque de jeter l'humanité dans une troisième guerre mondiale.

Aussi, aujourd'hui comme par le passé, la lutte de toutes les forces révolutionnaires, progressistes et démocratiques pour dénoncer et déjouer les plans des superpuissances impérialistes en vue de piller et d'asservir les peuples, devient une nécessité historique, une condition et un devoir pour défendre leur liberté et leur souveraineté, pour faire triompher la révolution, pour éviter la guerre et assurer la paix.

Tous les peuples, d'une manière ou d'une autre, sous une forme ou une autre, ont à souffrir de l'ingérence ou sont menacés par la politique agressive de l'impérialisme américain, qui est la plus grande puissance capitaliste de notre époque et le principal rempart du système bourgeois-impérialiste. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il acquit la prééminence sur les autres puissances impérialistes et devint le principal prétendant à la domination mondiale, l'impérialisme américain n'a cessé de faire couler à flots le sang de tous les peuples qu'il a attaqués directement ou à travers ses instruments dociles. La main de l'impérialisme américain a toujours été présente dans chaque processus contre-révolutionnaire qui s'est produit dans le monde, dans chaque putsch fasciste ou renversement de la démocratie, dans chaque attaque contre la révolution et le socialisme. C'est cet impérialisme qui a fait de l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, de l'arbitraire et du diktat une pratique courante dans la vie internationale, qui a fait de l'agression et de la menace d'agression l'essence de sa politique, de toute son action.

L'histoire n'a pas connu de plus grand et de plus insatiable spoliateur des richesses et de la sueur des peuples, que le capital américain. Les sociétés capitalistes américaines qui ont planté leurs griffes sur tout le globe, foulent aux pieds de la façon la plus barbare la souveraineté des nations et font la loi dans maints pays. Parallèlement aux capitaux, l'impérialisme américain exporte son mode de vie, la corruption et la dégénérescence, l'esprit de cosmopolitisme décadent et il incite à la soumission servile aux étrangers.

L'impérialisme américain a couvert le globe de ses bases militaires, qui sont les principaux supports de la guerre et de l'agression. Il poursuit une politique de renforcement des blocs militaires existants et de mise sur pied de nouveaux blocs, grâce auxquels il assure sa domination sur ses partenaires, menace d'étouffer par le fer et par le feu la révolution et la lutte des peuples, et défend par la force le système d'oppression et de violence capitalistes.

Actuellement, l'impérialisme américain s'est mis à appliquer une ligne plus dure, plus agressive et plus aventureuse dans sa politique extérieure. Il s'appuie toujours plus sur sa puissance militaire. La nouvelle politique de Reagan en est un clair témoignage.

L'impérialisme américain cherche maintenant à rassembler toute la réaction et les forces contre-révolutionnaires mondiales dans une croisade unique sous l'égide américaine, contre la révolution, le socialisme, la liberté, l'indépendance et la souveraineté des peuples, contre les droits démocratiques des gens. Presque toutes les zones où l'on extrait du pétrole et des matières premières essentielles, toutes les voies maritimes des océans, tous les points stratégiques du globe, sont pour lui des «zones des intérêts américains». L'impérialisme américain déclare officiellement qu'il interviendra par les armes pour défendre ces «intérêts», et il avance ouvertement un programme concret d'expansion de son pouvoir politique et militaire dans le monde entier. La création de la «force de déploiement rapide», de cette grande armée d'agression, prête à agir là où l'enverra le Pentagone pour établir par le fer et par le feu la domination des Etats-Unis, est une preuve incontestable de ce nouveau cours adopté.

Cette ligne se traduit également dans la nouvelle «doctrine» de Washington inaugurée par Carter et développée plus avant par Reagan, selon laquelle la paix dans le monde et la sécurité des peuples peuvent être garanties par «l'accroissement de la puissance et de la supériorité américaines». En réalité, cette «doctrine» provoque et rapproche la guerre générale impérialiste. L'accumulation sans précédent d'armes de divers types, depuis les armes conventionnelles jusqu'aux bombes atomiques de centaines de mégatonnes, l'excitation de l'esprit militariste, la mobilisation totale pour assurer, à tout

prix la supériorité militaire des Etats-Unis sur leur rivale soviétique, entretiennent dans les milieux dirigeants américains l'idée que la guerre est non seulement inéluctable, mais même nécessaire.

Tout cela annonce que le monde sera confronté à une intensification de la politique agressive de l'impérialisme américain, qui accroîtra ses ingérences dans les affaires intérieures des autres pays et, surtout, mettra toujours plus en action son potentiel militaire.

Dans ces conditions, toute concession ou recul face à l'impérialisme américain, toute illusion sur un éventuel adoucissement de sa politique, comportent de sérieux dangers pour la liberté, l'indépendance et la souveraineté des peuples.

La politique hégémoniste et expansionniste de domination mondiale, le cours aventureux de préparation et d'excitation à la guerre caractérisent également aujourd'hui le social-impérialisme soviétique, devenu plus agressif dans sa stratégie globale et surtout dans la manière dont il l'applique.

Depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie, la politique de l'Union soviétique a pris un caractère militariste toujours plus marqué, qui se traduit dans le recours à la force armée pour la réalisation de ses objectifs expansionnistes. Les interventions militaires se sont succédées. Après la Tchécoslovaquie ce fut le tour de l'Angola, du Yémen, de l'Éthiopie, de l'Erythrée, où les Soviétiques sont intervenus par d'autres forces interposées. Finalement vint l'Afghanistan, qui marque le début de la grande marche du social-impérialisme soviétique vers le Sud, où se trouvent les plus riches ressources énergétiques du monde, les plus importants nœuds stratégiques, les zones où s'affrontent et se heurtent les rivalités impérialistes les plus aiguës.

La politique de l'Union soviétique a revêtu les mêmes traits agressifs, expansionnistes, bellicistes que celle des Etats-Unis. Cela s'observe clairement dans l'identité de leurs objectifs et dans le parallélisme de leurs voies. L'Union soviétique cherche à acquérir des bases militaires hors de ses frontières, elle noue avec d'autres pays des alliances politiques et militaires afin de s'en servir comme de supports pour étendre sa domination sur les peuples et affronter l'impérialisme américain. Elle ne se laisse pas distancer non plus dans la course aux armements. Les Soviétiques disposent déjà d'un important arsenal militaire, qu'ils augmentent et perfectionnent sans cesse dans leurs préparatifs de guerre. L'économie soviétique militarisée a été mise au service des plans de conquête de cette nouvelle superpuissance impérialiste.

Il en est résulté que l'Union soviétique a été démasquée aux yeux des peuples comme une puissance impérialiste féroce, qui menace et met en danger ouvertement leur liberté et leur indépendance.

Malgré tout, il est des gens et certaines forces politiques dans divers pays, qui continuent à nourrir des illusions sur l'Union soviétique, qui se font une image erronée de son régime et ont une confiance naïve en sa politique. Cela est dû non seulement au fait que l'Union soviétique spéculait beaucoup sur son passé socialiste et qu'elle cherche à faire passer sa politique de rivalité avec les Etats-Unis pour une politique anti-impérialiste, mais aussi à plusieurs autres facteurs. Le principal d'entre eux est que l'expansion soviétique se réalise généralement à travers la pénétration dans les mouvements anti-impérialistes et libérateurs, l'instrumentalisation et la mise à profit de ces mouvements. Les faits ont montré que cette expansion a eu pour victimes non seulement ceux qui ont cru en l'«aide internationaliste» de l'Union soviétique, mais aussi ceux qui comptaient sur son «aide» et sur l'alliance avec elle pour s'opposer à l'impérialisme américain et aux autres impérialismes ou pour s'en affranchir.

Il faut dénoncer en particulier la démagogie pacifiste de l'Union soviétique, les slogans khrouchtchéviens de la «coexistence pacifique», la propagande trompeuse révisionniste, qui cherche à persuader les peuples que c'est seulement à travers la prétendue détente entre les superpuissances que la guerre peut être évitée, que la paix et même leur indépendance nationale et les transformations sociales chez eux peuvent être assurées. Les peuples, certes, ne sont ni pour l'accroissement de la

tension, ni pour l'aggravation des conflits, ni pour l'emploi de la force dans le règlement des questions internationales. Mais la prétendue détente que prêchent les révisionnistes soviétiques n'a rien à voir avec la garantie de la paix et de la sécurité internationale, qui sont menacées précisément par les deux superpuissances impérialistes.

La détente, tambourinée par les révisionnistes soviétiques et autres, n'est rien d'autre que l'ancienne théorie impérialiste de l'équilibre et de l'harmonie entre les grandes puissances. Les théories de la «détente», de rééquilibre» ou du «bipolarisme», identiques quant à leur contenu, et qui ne diffèrent que par quelque nuance sur le plan de la forme, visent à garantir aux superpuissances leurs zones d'influence respectives, à ériger en loi internationale leur diktat dans les problèmes mondiaux, la soumission complète et inconditionnelle des autres pays aux deux supergrands, l'abandon par ces pays de leurs intérêts et de leur souveraineté.

La politique impérialiste-révisionniste de guerre, d'oppression et d'exploitation s'est heurtée à la grande résistance du prolétariat et des peuples du monde. Les peuples se rendent compte des intrigues, des manœuvres, de la stratégie et de la tactique des féroces superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique révisionniste, et ils ne restent pas les bras croisés.

Le monde est aujourd'hui témoin du fait que la lutte de la classe ouvrière et des peuples opprimés et exploités par le capital international et l'impérialisme a pris de vastes proportions et revêtu des formes variées, sans aucun précédent dans le passé. La classe ouvrière et tous les exploités combattent, d'une manière ou d'une autre et avec plus ou moins d'intensité, toutes les forces capitalistes dominantes, nationales ou internationales, qui les exploitent, les appauvrissent et les oppriment économiquement et moralement.

Dans tous les pays capitalistes, la résistance de la classe ouvrière aux attaques de la bourgeoisie et sa lutte pour défendre le niveau de vie et les droits démocratiques se sont intensifiées. Les grèves et les manifestations non seulement deviennent plus fréquentes, mais la participation des ouvriers y atteint des chiffres qui n'ont pas de précédent. Les ouvriers grévistes aux Etats-Unis, en Angleterre, en RF d'Allemagne, en Italie, en France, en Espagne et ailleurs se comptent par millions. Ces grèves et manifestations revêtent toujours plus un caractère militant. En témoigne entre autres le fait que dans maints pays d'Europe et d'Amérique les appareils de la violence bourgeoise ont été contraints de faire usage de leurs armes et d'entrer en collision avec les ouvriers, sans parler ici des autres mesures de limitation et de répression qui y sont prises. Les cas où les ouvriers, désobéissant aux syndicats bourgeois, descendent dans la rue contrairement aux vœux et à la volonté des bonzes syndicalistes, tendent à se multiplier.

Dans la période actuelle la lutte des travailleurs est dirigée surtout contre les conséquences de la crise économique, dont la bourgeoisie cherche à rejeter le fardeau sur le dos de la classe ouvrière. Les masses travailleuses, elles, se sont dressées contre cette nouvelle injustice et cette nouvelle forme de spoliation, et cherchent à se décharger de ce fardeau sur les patrons. Elles luttent pour garder leurs postes de travail et maintenir le niveau de leur salaire réel, elles luttent contre l'inflation et le renchérissement de la vie, et pour l'augmentation des fonds destinés aux services sanitaires, à l'éducation, à l'assistance sociale, etc.

Dans cet affrontement quotidien entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, se découvrent et se démasquent la démagogie sociale et politique du capitalisme, l'opportunisme et l'action de sabotage de la social-démocratie, du révisionnisme et des syndicats qu'ils dirigent. Ce dépit et cette révolte qui frappent, sous des formes et à des degrés divers, la bourgeoisie capitaliste et révisionniste, constituent une attaque directe et cuisante contre les forces obscures de la guerre, qui cherchent à détruire l'humanité.

Dans les pays capitalistes et révisionnistes la classe ouvrière est aujourd'hui liée par les nombreuses chaînes que lui ont mises l'Etat bourgeois et les divers partis. Mais cet état de choses ne peut durer

indéfiniment. L'exacerbation des contradictions entre le travail et le capital, et en général l'oppression capitaliste et impérialiste, accélèrent l'élévation du niveau de conscience politique et de classe du prolétariat, et le persuadent que seules la lutte de classe, la révolution peuvent le sauver de l'oppression et de l'exploitation.

Parallèlement à la croissance et à l'extension de la lutte de la classe ouvrière, on observe à l'heure actuelle un éveil général des peuples opprimés, un raffermissement de leurs sentiments nationaux et un ardent désir de liberté, d'indépendance et de souveraineté. Les mouvements de libération des peuples ont grandi en ampleur et en qualité, leur caractère anti-impérialiste, anti-social-impérialiste et anti-néocolonialiste s'est encore accentué.

La lutte du peuple iranien, qui s'est dressé dans la révolution, qui a balayé de son balai de fer le chah et son régime moyenâgeux, et chassé ses patrons américains, a infligé un rude coup à l'impérialisme. Les Etats-Unis ont subi en Iran une grave défaite politique à laquelle ils ne sont en mesure de remédier ni par la voie diplomatique ni par les chantages économiques, pas plus que par les interventions militaires, comme celle qui échoua piteusement à Tabas. En Iran, l'impérialisme américain a perdu l'une de ses plus importantes sources de pétrole, des profits colossaux, il a perdu la confiance que lui faisaient, comme à un protecteur invulnérable, ses «alliés» arabes du golfe Persique. Le compromis égypto-israélien de Camp David a été ébranlé, des désaccords ouverts et larvés se sont manifestés entre les partenaires de l'OTAN.

La lutte des peuples arabes contre leurs envahisseurs israéliens et leurs patrons américains a gagné en ampleur et en intensité. Au centre de cette lutte, le peuple héroïque palestinien livre, dans des conditions extrêmement dures et depuis des décennies, une bataille titanesque pour recouvrer sa patrie qui lui est niée, pour assurer ses droits afin de vivre libre et indépendant sur son propre sol. Le peuple d'Afghanistan se bat avec vaillance et courage contre les social-impérialistes soviétiques et leurs instruments locaux pour recouvrer son indépendance nationale.

Les peuples d'Amérique latine s'empoignent dans une mêlée sanglante avec les dictatures fascistes qui se maintiennent au pouvoir avec l'aide directe de l'impérialisme américain. Le mouvement révolutionnaire et libérateur y grandit et s'y approfondit, et dans bien des cas il parvient à défaire l'ennemi et à remporter la victoire. On en a le plus récent témoignage dans le triomphe de la révolution au Nicaragua, qui a renversé l'un des régimes les plus réactionnaires du continent, celui de Somoza, dans l'éclatement de la révolution au Salvador, etc. Dans l'«arrière-cour» des Etats-Unis soufflent maintenant de violents ouragans, qui ne peuvent être arrêtés ni par les armes ni par les dollars.

Le continent africain non plus n'est pas calme. Grâce à une lutte longue et opiniâtre, la quasi-totalité des pays africains ont conquis tour à tour leur indépendance nationale. La population noire du Zimbabwe a réussi, par sa lutte armée, à conquérir ses droits, que lui niait une minorité réactionnaire d'anciens colonisateurs. Mais la Namibie et le peuple d'Afrique du Sud, qui continue de vivre dans la ségrégation et ne jouit d'aucun droit, ne sont toujours pas libérés. Les peuples d'Afrique n'ont pas pactisé et ils ne voudront jamais pactiser avec le racisme. Son existence les outrage et les indignent tous.

Les luttes de libération nationale, le sang versé par les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance, reflètent leur haine et leur révolte contre l'exploitation capitaliste et le joug impérialiste. Ces luttes confirment les thèses de Lénine sur l'impérialisme, en tant que capitalisme en putréfaction, veille des révolutions prolétariennes. Elles montrent que l'impérialisme va vers l'abîme, qu'il n'est plus en mesure de freiner l'élan révolutionnaire des peuples qui ont le courage de se dresser contre lui et qui ne craignent ni les pressions, ni les chantages ni les interventions impérialistes, même armées.

L'aggravation de la situation internationale et le danger de guerre deviennent encore plus aigus du fait de la grave crise économique, politique et idéologique qui s'est emparée aujourd'hui du monde capitaliste et révisionniste. La crise économique actuelle est l'expression la plus claire et la plus concrète de l'exacerbation de la crise générale du capitalisme. Alors que celle des années 30 avait

surtout frappé les Etats-Unis et les grands pays développés, la crise actuelle a entraîné dans son tourbillon tous les pays capitalistes sans exception, qu'ils soient ou non développés. Son ampleur et sa profondeur sont dues à un certain nombre de nouveaux facteurs du développement du système capitaliste après la Seconde Guerre mondiale, comme la concentration et l'internationalisation toujours plus poussées du capital, la domination quasi exclusive du dollar dans le système financier mondial, l'extension de l'activité des sociétés multinationales et leur part toujours grandissante dans la production mondiale, l'augmentation démesurée des dépenses improductives, surtout pour les armements.

Sur l'apparition et le développement de la crise actuelle ont influé, et même dans une mesure considérable et déterminante, une série de facteurs, comme les luttes de classe et de libération, l'affaiblissement général des positions de l'impérialisme consécutif à la destruction du système colonial et à la naissance de dizaines de nouveaux Etats qui luttent, à des degrés divers, pour accéder à leur complète indépendance politique et économique.

De même que les crises précédentes, la crise actuelle est une crise de surproduction, elle est un produit et un phénomène inévitable du système capitaliste. A la différence des autres, elle se prolonge et l'on ne note aucun signe qui en annonce la fin.

L'économie capitaliste continue de stagner, dans certains pays on observe des phénomènes de récession ou une croissance négligeable. Le rétrécissement des marchés a eu pour effet la baisse des exportations à l'échelle mondiale. Les capacités productives dans les grands pays industrialisés sont toujours moins exploitées. Le chômage, dans ces pays, affecte 25 millions de personnes. L'inflation est en hausse constante.

Comme toute autre crise, mais dans une mesure accrue, la crise actuelle a montré que le système bourgeois, indépendamment des formes extérieures qu'il peut revêtir au cours de son évolution, est incapable de garantir une croissance harmonieuse de l'économie, d'assurer le travail et le pain à tous les travailleurs, de conjurer les catastrophes économiques et la destruction des forces productives et des richesses nationales créées avec la sueur et le sang des travailleurs.

La crise actuelle est la crise et l'échec du capitalisme monopoliste d'Etat. Le mécanisme régulateur de l'économie par l'Etat monopoliste a non seulement montré son incapacité de conjurer les crises, mais s'est même ajouté aux autres facteurs qui accroissent les difficultés économiques. Il a été ainsi démontré que les interventions de l'Etat monopoliste et la programmation capitaliste ne sont pas à même de supprimer la concurrence, de garantir le plein emploi et de surmonter les obstacles à la reproduction sociale élargie.

La crise actuelle a porté un coup rude au modèle de la société capitaliste de « consommation ». Avec elle, ont également fait faillite les théories économiques du capitalisme actuel, propagées et appliquées dans tous les grands pays capitalistes et dont se sont inspirés aussi un certain nombre de pays révisionnistes pour leurs réformes économiques.

Or, la crise actuelle a montré clairement non seulement la putréfaction de la forme classique du système capitaliste, mais aussi de la forme de capitalisme instaurée en Union soviétique, qui n'est au fond que le capitalisme monopoliste d'Etat avec ses superstructures. Cette forme capitaliste d'oppression et d'exploitation des travailleurs n'a pas pu davantage éviter les secousses dans l'économie, le dérèglement des forces productives, la récession, la baisse du niveau de vie des masses travailleuses, la propagation des plaies créées par la société bourgeoise.

Pour caractériser dans ses grandes lignes l'économie capitaliste et révisionniste actuelle à l'échelle mondiale, nous dirons qu'elle est en proie à un marasme qui entraîne la dégradation toujours plus marquée des rapports sociaux à l'intérieur et des relations d'Etat à Etat. Elle a pour trait saillant une attaque générale toujours plus intense contre le niveau de vie des travailleurs et leurs droits. Dans tous

les pays ou presque, les fonds affectés à la Santé publique, à l'instruction, aux allocations familiales, aux pensions de retraite, etc., ont été sévèrement réduits.

Parallèlement à l'aggravation de la situation économique des travailleurs, dans la plupart des pays capitalistes on entend réclamer toujours plus un gouvernement «fort» afin d'imposer à la population des mesures anti-ouvrières et de contenir l'essor de la lutte de classe qui ne cesse de monter. Dans certains pays ont lieu des putschs militaires, il y sévit le terrorisme et l'anarchisme, organisés par les gouvernements bourgeois capitalistes au pouvoir, une contrebande colossale, des vols organisés à l'échelle nationale et internationale, une poussée effrayante et irrésistible de la corruption politique, morale et physique. Le fascisme frappe à la porte de nombre de pays.

La crise présente a montré qu'à tous les niveaux et sous tous les aspects, l'analyse du capital par Marx et les conclusions de Lénine sur l'impérialisme non seulement demeurent justes, mais constituent aussi une base scientifique essentielle pour comprendre les actuels processus sociaux du monde capitaliste et les tendances de leur développement.

La crise économique et le cours agressif des superpuissances ont aggravé toutes les contradictions entre les puissances impérialistes et porté un coup rude à leurs blocs et alliances. Les rapports économiques, politiques et militaires dans les divers groupements impérialistes et révisionnistes sont ébranlés. Les membres des groupements de l'Ouest et de l'Est tâchent, chacun pour sa part, de mettre à profit les failles créées et de trouver des prétextes pour se dérober aux engagements, traités et accords existant entre eux. De nouveaux conflits et rivalités se sont fait jour s'ajoutant aux anciens. Et cela est surtout manifeste dans le bloc occidental.

La politique américaine du gros bâton à l'encontre des peuples s'accompagne aussi d'un sévère tour de vis à l'égard des partenaires et des clients des Etats-Unis. L'impérialisme américain demande à l'Europe, au Japon et à la Chine non seulement de collaborer avec lui dans tous les domaines, mais encore de se soumettre complètement à lui. Il cherche à obliger ses alliés de l'OTAN à accroître leurs budgets militaires, à accepter l'installation sur leurs territoires des nouvelles fusées américaines «Pershing» et «Cruise», il veut les empêcher d'avoir une politique distincte, de flirter avec l'Union soviétique ou avec les Arabes. Mais la situation actuelle dans le monde et la position des Etats-Unis eux-mêmes ne sont plus celles du temps de Truman et du plan Marshall.

Aujourd'hui la supériorité de la puissance politique et économique des Etats-Unis sur celle de l'Europe occidentale tend à diminuer. Le Marché commun et le Japon les menacent de leur puissante concurrence. Si, en 1950, la production industrielle des USA représentait les deux tiers de la production industrielle mondiale, elle n'en constitue plus aujourd'hui que le tiers. A l'époque, les Etats-Unis disposaient de la moitié des réserves monétaires mondiales, alors qu'ils n'en détiennent plus aujourd'hui que 7 pour cent. Le leadership de l'impérialisme américain s'est beaucoup affaibli et il est toujours plus difficilement accepté.

Les pays européens membres de l'OTAN ont maintenant organisé et renforcé leur potentiel économique au dedans et au dehors, ils ont consolidé leur arsenal de guerre et ont mis sur pied leur organisme réactionnaire, le Marché commun. Celui-ci a tendance à s'opposer autant que possible au diktat américain, à freiner l'expansion américaine sur les marchés des pays qui en sont membres, à concurrencer le marché américain et à étendre ses propres marchés. Chacun des grands pays d'Europe occidentale s'emploie à reconstituer et à raffermir sur une grande échelle ses propres zones d'influence.

La stratégie des monopoles européens vise à faire de l'Europe une superpuissance d'abord économique, puis politique et plus tard militaire. Et c'est précisément en ces domaines que l'Europe s'empoignera avec les superpuissances et les autres puissances impérialistes.

Aux yeux des Etats-Unis, la Chine, et avec elle le Japon, sont des pions très utiles sur l'échiquier de la situation actuelle. Certes, la Chine est un partenaire plus faible que l'«Europe unie», mais, plus que

celle-ci, elle a besoin de l'Amérique, car elle est à couteaux tirés avec l'Union soviétique. C'est pour cela que l'impérialisme américain a décidé de lui fournir d'abondants armements, y compris des armes offensives. Dans le même temps, il fait pression sur le Japon pour que celui-ci accroisse son budget militaire, son armée et ses armements.

Désormais, en Extrême-Orient, a pris corps, entre les Etats-Unis, le Japon et la Chine, une nouvelle alliance impérialiste qui constitue un nouveau danger de guerres locales ou de conflagration générale. A part l'impérialisme américain, qui a toujours considéré les grands espaces du Pacifique comme des zones soumises sans discussion à son influence, on voit maintenant le Japon, superpuissance économique animée de nouvelles visées impériales, avancer à son tour des prétentions hégémonistes. Ce sont des desseins similaires que nourrit dans cette zone la Chine, qui rêve d'instaurer sa domination exclusive en Asie et en Océanie. Et les Etats-Unis, de leur côté, s'efforcent de diriger les tendances expansionnistes de la Chine et du Japon vers l'Union soviétique.

Afin de contrebalancer le front américano-sino-nippon en Asie et de lui faire échec, l'Union soviétique cherche à pénétrer en Afrique, au Moyen-Orient, au Pakistan, en Indochine et, si possible, en Inde, alors qu'en Europe elle s'efforce de maintenir la «détente» avec les pays du Marché commun et suit une politique de rupture des fronts. En d'autres termes, elle met tout en œuvre pour battre en brèche l'encerclement dont elle est l'objet, diviser le bloc militaire qui se prépare et se déploie sur ses deux flancs, en Europe et en Asie, et s'assurer des positions stratégiques dominantes dans l'éventualité d'une guerre. Mais l'Europe non plus, sérieusement menacée par l'Union soviétique, ne veut pas se trouver en danger. Elle préfère pousser les autres, surtout le front sino-japonais, à se mesurer à l'Union soviétique et à tirer pour elle les marrons du feu.

Au surplus, elle a ses problèmes intérieurs, qui souvent la paralysent. L'«Europe unie» n'est pas unie en soi. Le parlement de Strasbourg ne trouve aucune solution aux nombreux problèmes de l'«Europe unie» ni aux contradictions qui rongent le Marché commun. Les querelles, les rivalités, les oppositions d'intérêts des Etats entre eux s'accroissent à un point tel qu'elles mettent en péril l'existence même de ce Marché.

Les contradictions et les désaccords se sont beaucoup exacerbés aussi dans la prétendue communauté socialiste. Dans les situations difficiles qu'elle connaît, l'Union soviétique n'est pas en mesure de satisfaire les demandes de ses alliés pour un développement normal de leur économie. Réduits depuis des années au rôle d'appendices de l'économie soviétique, ces pays sont obligés de suivre ses fluctuations, ses caprices.

Des frictions et des dissensions s'y manifestent aussi en raison de la tendance des pays satellites à se rapprocher de l'Occident et à collaborer avec lui. L'Union soviétique s'efforce d'enrayer ce rapprochement et de maintenir les pays d'Europe orientale enchaînés à elle. Elle tâche pour cela de consolider par tous les moyens le Pacte de Varsovie, le Comecon et les autres organismes d'intégration économique et politique, de renforcer ses garnisons militaires cantonnées dans ces pays, etc. Quand elle n'y parvient pas par la douceur, elle recourt aux chars, comme elle l'a fait en 1968 en Tchécoslovaquie. Les récents événements de Pologne, qui ont conduit ce pays au bord de la catastrophe économique et y ont suscité de grandes secousses sociales et politiques, attestent au mieux la gravité de la situation dans la «communauté socialiste» et les profondes contradictions qui la rongent. Tout cela est une conséquence de la ligne suivie par le parti révisionniste polonais pour la restauration du capitalisme, de la soumission totale du pays à l'Union soviétique, de l'ouverture des portes aux capitaux occidentaux, de l'endettement de la Pologne, qui atteint le chiffre énorme de 27 milliards de dollars. C'est là qu'ont aussi leur origine les révoltes de la classe ouvrière et des travailleurs polonais.

La révolte des ouvriers en Pologne a confirmé deux questions capitales et d'importance de principe. Elle a montré que la force de la classe ouvrière est en mesure d'abattre un pouvoir réactionnaire, qu'il soit révisionniste ou capitaliste.

Elle a témoigné d'autre part que le facteur subjectif, la force politique qui dirige la classe ouvrière joue un rôle décisif. Dans le cas de «Solidarité», la classe ouvrière est manipulée et dirigée par l'Eglise catholique et la réaction polonaise et mondiale, qui luttent pour instaurer, à travers une voie pleine de dangers et de tragiques imprévus, un autre régime révisionniste capitaliste. Si, par contre, le facteur subjectif consistait dans un authentique parti communiste marxiste-léniniste, la classe ouvrière polonaise accomplirait une révolution prolétarienne et instaurerait la dictature du prolétariat.

La voie à suivre par la classe ouvrière et le peuple de Pologne, ainsi que par tous les autres pays révisionnistes, pour échapper à l'exploitation capitaliste et à l'oppression étrangère, n'est ni la conciliation avec le régime révisionniste au pouvoir et l'assujettissement au social-impérialisme soviétique, ni l'union avec le capital et la réaction occidentale. L'unique voie capable d'assurer et le développement de l'économie, et la liberté et l'indépendance du pays, et le rétablissement du socialisme, est celle de la lutte ouverte et résolue des masses populaires, sous la conduite de la classe ouvrière, avec à sa tête un véritable parti marxiste-léniniste.

L'aggravation des contradictions entre les puissances impérialistes ainsi qu'entre elles et leurs partenaires dans les blocs militaires et économiques, conduit toujours plus à de nouveaux conflits et tensions, à des guerres de caractère local et général pour un nouveau partage des marchés, des sources de matières premières et des zones d'influence. C'est là une loi du développement du capitalisme.

Mais les contradictions et les conflits inter-impérialistes suscitent aussi l'affaiblissement du système impérialiste dans son ensemble et à certains de ses maillons en particulier. Les forces révolutionnaires conscientes doivent savoir mettre à profit les situations créées par ces contradictions afin de mobiliser les masses, d'assurer leur prise de conscience et de les dresser dans la lutte et la révolution.

A l'heure actuelle, le système néo-colonialiste mis sur pied par l'impérialisme après la Seconde Guerre mondiale connaît lui aussi une grave crise. Pour maintenir leur domination politique et économique sur les anciens pays colonisés, s'assurer l'exploitation maximum de leurs richesses et freiner la croissance des mouvements pour la liberté et la libération des peuples, les impérialistes ont imaginé et mis en œuvre de nouvelles formes d'oppression et d'asservissement, toujours plus trompeuses et sophistiquées.

A travers le système de crédits, de prêts, d'aides et de fonds divers, ils ont fait de ces pays des débiteurs permanents à la merci de leurs créanciers, qui leur demandent, pour les sommes prêtées, non seulement leurs titres de propriété, mais même leur âme. Parallèlement au système de crédits et d'aides, on a vu croître les multinationales, qui sont devenues non seulement des concessionnaires monopoleuses de l'exploitation des mines, des gisements de pétrole, de l'énergie électrique, du commerce de gros, des communications, etc., mais aussi des centres politiques auxquels sont liés les divers groupes au pouvoir dans ces pays. Les grandes banques, aux noms ronflants, comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le Fonds européen de développement, sont devenues des états-majors du néo-colonialisme international pour la domination et l'exploitation des pays ayant nouvellement accédé à l'indépendance. Ce sont ces centres financiers et politiques qui, de concert avec les multinationales, organisent et fomentent les coups d'Etat, qui renversent des gouvernements et leur en substituent d'autres, provoquent des guerres locales chaque fois que les intérêts du grand capital le demandent. Ces conflits sont devenus un gros business pour la vente d'armes et un vivant polygone d'essais.

Mais parallèlement à cette exploitation sauvage et multiforme, les anciens pays colonisés ont connu, dans leurs structures économiques et sociales, des changements résultant des investissements qui y ont été faits, de l'introduction de nouvelles techniques et technologies, de l'extension des communications, etc., à quoi les impérialistes ont eu recours pour piller plus à fond et plus vite les richesses du sol et du sous-sol de ces pays. Cela a conduit aussi, dans chacun de ces pays, à la formation de nouvelles couches sociales, comme la bourgeoisie nationale, les différentes catégories ouvrières et une nouvelle intelligentsia nécessaire dans les secteurs économique, politique et administratif.

Le progrès a ouvert les yeux à bien des gens de ces couches, surtout de la nouvelle intelligentsia, qui ne s'accommodent plus des formes et des méthodes mises en œuvre pour opprimer et exploiter leur peuple.

Le niveau de conscience nationale et révolutionnaire s'est élevé partout. C'est ce qui ressort clairement aussi de l'extension du mouvement des divers pays et forces qui luttent pour l'établissement de leur souveraineté nationale sur leurs propres richesses, pour la réévaluation de leurs matières premières et sources d'énergie, pour l'égalité dans les échanges et l'avantage réciproque dans le commerce international, pour la modification du système monétaire international établi par l'impérialisme, pour la limitation et la suppression du pouvoir économique monopoliste des sociétés multinationales, etc. Ce mouvement a aggravé la crise économique actuelle et en particulier la crise de l'énergie et des matières premières, qui s'est abattue sur le monde capitaliste et révisionniste.

C'est avec le pétrole pillé aux autres peuples et avec les matières premières achetées à bas prix, que les grandes puissances capitalistes ont mis sur pied leurs empires industriels. La consommation parasitaire et incontrôlée des sources d'énergie et des matières premières du monde entier a créé aujourd'hui une situation critique dans ce secteur fondamental du développement de l'économie de chaque pays.

Certes, il y a des sources d'énergie et des matières premières, mais on ne les trouve plus à bas prix. Les grandes puissances impérialistes et capitalistes ne sont plus actuellement en mesure de garder la haute main sur les sources de matières premières et d'imposer leurs prix. Leurs pressions pour le maintien du bas prix du pétrole et des matières premières se heurtent à la résistance des pays producteurs, qui se sont éveillés et défendent leurs propres intérêts, qui demandent à se développer, à investir dans l'industrie, l'agriculture et d'autres secteurs de leur économie nationale.

La résistance et la lutte des peuples dominés par le néo-colonialisme pour défendre leurs droits, leurs richesses et leur souveraineté nationale, sont un processus irrésistible, qui croîtra et se développera encore dans l'avenir.

L'impérialisme, avec son système d'oppression et d'exploitation néo-colonialistes, ressent profondément ce danger, aussi fait-il l'impossible, ici par la démagogie et la mystification, là par la force, pour réprimer ce mouvement, pour en éteindre le mordant progressiste et révolutionnaire, pour le faire dévier et l'engager dans une impasse. D'autre part, afin de mystifier les peuples des pays opprimés et dépendants et de maintenir à tout prix en vie ce système pourri, ses défenseurs cherchent à donner l'impression à l'opinion publique internationale que ces pays sont entièrement libres et souverains, qu'ils ont le droit de dire leur mot «en toute indépendance» dans les divers organismes internationaux, et même d'être en désaccord avec les superpuissances et de les contredire.

L'impérialisme a stimulé et encouragé la création de divers mouvements et théories visant à donner cette impression. Tel est entre autres le mouvement des «non alignés». Sa vocation fondamentale était de prôner la non-participation à des blocs politiques et militaires et de défendre les intérêts des pays économiquement sous-développés contre la politique des superpuissances. Or, maintenant que la rivalité entre les superpuissances s'est accentuée, que la crise a réduit leur champ de manœuvre, il apparaît clairement qu'un bon nombre de pays «non alignés» se rallient à l'une ou à l'autre des superpuissances. Avec la division de ce mouvement et l'apparition de nombreux conflits entre les divers pays dits non alignés, on a vu s'effondrer aussi les théories démagogiques échafaudées à grand-peine par les divers leaders qui ont prétendu devenir les dirigeants et idéologues de ce mouvement, surtout les yougoslaves. Actuellement, ce n'est plus qu'un mouvement aux contours mal définis, *fluide* [En français dans le texte.] et flottant, qui se ranime ou s'éteint au gré des conjonctures et selon les intérêts des superpuissances.

Il fut un moment où apparut la théorie chinoise des «trois mondes», qui prit en fait la défense du néo-colonialisme et, en particulier, de la domination américaine dans le monde. Mais elle a fondu comme

neige au soleil. Elle a eu tôt fait de brûler ses cartouches. Notre Parti a démasqué et fustigé cette théorie réactionnaire et contre-révolutionnaire.

Ces dernières années, un grand tapage est mené autour de ce qu'on appelle un «nouvel ordre économique international», censé devoir résoudre la multitude des problèmes qui préoccupent aujourd'hui les pays économiquement sous-développés, comme les problèmes de l'industrialisation, de l'alimentation et de la transformation des structures de la production. Diverses théories ont été échafaudées à propos de ce «nouvel ordre», des schémas et de longs projets ont été présentés, suivis même d'actions concrètes, comme le prétendu dialogue Nord-Sud, la Conférence des soixante dix-sept et les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations unies.

Mais les années passent et rien de substantiel n'est réalisé, car les impérialistes et les néo-colonialistes ne renoncent pas à leurs privilèges et à leurs positions dominantes. Il ne reste que les résolutions stériles des diverses réunions internationales et les décisions d'en tenir de nouvelles.

Que les rapports économiques internationaux doivent changer, cela est indispensable. C'est là le vœu et l'exigence des peuples qui combattent pour secouer les chaînes du néo-colonialisme. Mais quelle est la voie à suivre pour y parvenir ? Les révisionnistes et autres opportunistes prétendent qu'on peut y arriver par la propagande, à travers l'éducation des capitalistes, grâce à des négociations. Chercher à faire croire que l'on peut réaliser un nouvel ordre économique international avec des sermons, ce n'est pas seulement perdre le sens des réalités, c'est aussi une mystification néfaste. La juste voie à suivre est la lutte des peuples pour défendre leurs droits jusqu'au bout, leur ferme opposition au pillage néo-colonialiste, la prise en charge et la gestion souveraine de leurs richesses nationales par eux-mêmes. Ce n'est qu'ainsi que les pays, sous-développés peuvent imposer aux grandes puissances, impérialistes et capitalistes leurs justes exigences d'égalité dans les échanges économiques, de coopération fondée sur l'avantage réciproque, etc.

Les grandes et moins grandes puissances impérialistes croient avoir en main les destinées des peuples et de l'humanité, elles agissent dans cet esprit et échafaudent à ce sujet des théories, à partir de quoi, elles cherchent à assujettir les peuples. Ces puissances agressives sous-estiment la force des peuples. Elles ont les yeux voilés et se refusent à voir que chaque pas des peuples en avant pour s'opposer à l'oppression et au double asservissement, du dehors et du dedans, est une brèche qui s'élargira toujours plus dans le mur de la prison capitaliste et impérialiste.

L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique s'évertuent à apparaître comme deux superpuissances invincibles. Certes, ils possèdent un grand potentiel militaire et économique, ils exercent leur influence et s'ingèrent dans les affaires intérieures des autres peuples et Etats, mais la possession d'armes, de dollars ou de roubles, ne confère pas à une puissance l'invincibilité. Il faut considérer les superpuissances impérialistes telles qu'elles sont en réalité, sans les sous-estimer, ni non plus les surestimer. Elles sont puissantes et féroces, mais elles sont aussi en putréfaction, vermoulues, dégénérées, et leurs fondements sont ébranlés.

Le capital mondial fait de gros efforts pour échapper à la crise, aux luttes de libération des peuples, à la révolution, ce terrible étau qui l'a pris à la gorge et qui l'étrangle. Mais il n'y a pas pour lui de salut possible, car c'est le système capitaliste lui-même qui engendre ses propres crises politiques, économiques et idéologiques, qui les alimente et les approfondit à l'extrême. Pour sortir du chaos que crée le capitalisme, pour échapper une fois pour toutes à l'oppression et à l'exploitation capitalistes, pour secouer le joug étranger néocolonialiste et la domination de la réaction, il n'y a pas d'autre voie que la révolution, le renversement de l'impérialisme et du capitalisme.

La lutte des peuples et du prolétariat contre leurs ennemis ira de l'avant. C'est un processus historique objectif qu'aucune force au monde ne peut arrêter.

Du fait des situations complexes et difficiles qui se sont créées et se créent dans le monde, notre Parti et notre Etat socialiste ont pour tâche de maintenir toujours éveillée leur vigilance révolutionnaire et de prendre des mesures pour le renforcement général de notre économie et de notre défense, de l'unité du peuple et de la conscience politique des gens. Ces situations exigent également que notre politique extérieure soit active, qu'elle serve toujours mieux la défense des intérêts de la patrie et des conquêtes du socialisme, le progrès de la cause de la révolution, de la libération des peuples et de la paix dans le monde, qu'elle soutienne tous les processus qui contribuent à l'émancipation et au progrès de la société humaine actuelle.

Notre politique extérieure, en tant que politique d'un Etat socialiste, d'une société véritablement libre et sans classes exploiteuses est une politique révolutionnaire et internationaliste. Elle est affranchie du moindre signe d'étroit nationalisme bourgeois, de chauvinisme, d'exclusivisme national ou de dédain des autres peuples. Le peuple albanais éprouve du respect pour tous les peuples et il veut leur bien à tous.

La République Populaire Socialiste d'Albanie s'en tient solidement au principe selon lequel tout peuple a le droit de choisir lui-même sa voie de développement, de décider lui-même souverainement de son destin.

L'Albanie socialiste, en tant que pays entièrement libre, dit ouvertement ce qu'elle pense, sans hésitation et avec la plus grande franchise. Elle applique une politique étrangère souveraine, en ce qu'elle n'est pas conditionnée par des pactes politiques, des traités militaires ou des organisations économiques fermées. Elle ne fonde pas son développement économique et politique, sa défense et son avenir, sur les crédits, les emprunts et les aides des autres Etats, mais sur ses propres forces.

De ce fait, la voix de l'Albanie a été et demeure une voix libre, réaliste et objective dans un monde où la dépendance économique et l'assujettissement de nombreux Etats envers les grandes puissances impérialistes entravent et déforment toute pensée et toute action indépendantes.

Au cours de la période qui s'est écoulée depuis le VII^e Congrès du Parti, notre Etat, se fondant sur les principes connus de l'égalité, du respect de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et de l'avantage réciproque, a étendu ses relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec un nombre toujours croissant d'Etats et constamment intensifié ses échanges avec eux dans divers domaines. Aujourd'hui la République Populaire Socialiste d'Albanie entretient des relations diplomatiques avec 95 Etats, en regard de 74, lors du VII^e Congrès du Parti.

La politique de notre Parti et de notre Etat socialiste a été et sera toujours en faveur du renforcement continu des relations sincères, d'amitié et de collaboration avec tous les peuples attachés à la liberté et à la paix, avec tous ceux qui luttent contre la politique agressive et hégémoniste des impérialistes. Elle est pour le développement d'une collaboration sincère avec tous les pays qui observent à son égard une attitude bienveillante et correcte.

Notre Parti et notre pays sont contre toutes les pratiques impérialistes et néo-colonialistes d'inégalité, de discrimination et de diktat de grand Etat dans les relations internationales. Nous sommes pour que les relations entre Etats, grands ou petits, soient affranchies de toute pression et de tout diktat économique, politique et militaire et qu'elles servent leur développement économique, culturel et social, le renforcement de l'amitié entre les peuples et les Etats souverains, ainsi que la sauvegarde et la consolidation de la paix dans le monde.

Notre Etat socialiste a été et est toujours en faveur d'un développement normal et libre du commerce international sur la base de l'égalité et de l'avantage réciproque. Notre pays est pour des échanges commerciaux équilibrés, sans discriminations ni mesures restrictives, aussi s'est-il prononcé contre les rapports inégaux dans les échanges commerciaux, contre la manipulation des prix et en général contre

les machinations et les tentatives de quiconque vise à exploiter les relations commerciales comme un moyen de pression pour dicter sa volonté et ses conceptions politiques à un autre Etat.

Nous ne confondons pas les échanges commerciaux avec l'acceptation d'aides et de crédits. Ce sont là deux choses bien distinctes, qui n'ont pas de liens entre elles.

Le commerce extérieur, tel que nous le concevons et le pratiquons, laisse à l'Etat albanais toute liberté d'action et de décision, il le laisse libre de dire son mot, comme il le pense, de construire le pays par ses propres forces, comme il le souhaite.

Notre pays a conclu une série d'accords culturels avec de nombreux pays et il entretient des échanges réguliers dans le domaine de l'art, de la culture, de la science, du sport, etc. Ces échanges ont contribué à la connaissance réciproque, par nos peuples, de leurs réalisations et de leurs progrès. Notre peuple apprécie et met à profit tout ce que les autres peuples ont de bon et de progressiste. L'expérience et la culture progressistes sont le trésor de l'humanité entière. Dans le même temps, nous nous efforçons de faire connaître aussi aux autres peuples les valeurs de notre culture, qui est tout aussi progressiste qu'elle est ancienne.

C'est la politique intérieure et extérieure de principes et indépendante de notre Parti et de notre Etat socialiste, c'est leur juste attitude dans les questions internationales, c'est leur lutte aux côtés des peuples et contre l'impérialisme qui ont renforcé la position internationale de l'Albanie, et qui ont accru son prestige.

La parole de l'Albanie est écoutée et son action est jugée avec respect par les peuples et les travailleurs des divers pays, car elles concordent avec leurs intérêts et leurs aspirations. Aussi les peuples et l'opinion progressiste mondiale apprécient et approuvent cette politique, des pays et des Etats à systèmes sociaux différents la suivent avec intérêt et sympathie, alors qu'elle est l'objet des attaques de la réaction et des révisionnistes modernes soviétiques, yougoslaves, etc.

Notre Parti et notre Gouvernement, et cela est naturel et compréhensible, ont attaché un soin particulier à nos rapports avec les pays voisins et dans un cadre plus large, avec les pays européens. Nos attitudes à leur égard sont connues et elles ne changent pas. La politique extérieure de l'Albanie en tout temps et en toute situation a visé à contribuer dans la mesure du possible au renforcement de la paix et de la sécurité internationale sur notre continent, au raffermissement de la collaboration entre les peuples qui en font partie. Nous avons déclaré et nous déclarons encore que la participation de la majorité des pays d'Europe aux blocs politiques et militaires des superpuissances constitue le malheur du continent. C'est là qu'ont leur origine les divisions et les scissions en Europe, les tensions et les fréquents affrontements entre divers pays de ce continent.

La politique qui tend à persuader les peuples européens qu'en se mettant sous les parapluies atomiques des superpuissances, ils verront leur liberté, leur indépendance nationale et la paix générale garanties, est une politique très néfaste et une mystification. Cette politique n'assure pas ces objectifs, au contraire elle les sacrifie. Le fait est qu'au nom d'une sécurité future a été sacrifiée la sécurité présente, la souveraineté a été tronquée, la liberté d'action et l'indépendance dans les prises de position d'un bon nombre d'Etats de l'Est et de l'Ouest dans l'arène internationale ont été restreintes.

Comme gage d'indépendance, de souveraineté et de paix, les pays européens se voient offrir la Déclaration d'Helsinki. Nous avons exprimé ouvertement notre attitude à l'égard de la Conférence d'Helsinki et de cette prétendue sécurité européenne. L'Albanie socialiste n'a pas participé à cette conférence et elle l'a dénoncée comme une farce montée par les deux superpuissances afin d'assurer et de renforcer leurs zones d'influence respectives en Europe, de légitimer et de perpétuer leur domination sur ce continent. Les événements qui se sont produits en Europe et autour d'elle, depuis la Conférence d'Helsinki jusqu'à ce jour, ont pleinement confirmé et justifié l'attitude de l'Albanie. Le temps a montré que le prétendu «esprit d'Helsinki», la «coopération pacifique», la «libre circulation

des hommes et des idées», etc., ne sont rien d'autre que des paroles creuses pour mystifier les peuples européens, pour alimenter chez eux l'illusion que le danger de guerre est éloigné, que leur salut réside dans le maintien du statu quo impérialiste en Europe.

Notre point de vue est que seule l'opposition résolue à l'impérialisme américain et au social-impérialisme soviétique, la liquidation des blocs militaires et l'éloignement d'Europe des armes atomiques et des troupes étrangères peuvent assurer la paix sur ce continent.

Les problèmes des Balkans sont les mêmes que ceux qui préoccupent l'Europe en général, mais ici, en raison de la position stratégique de cette péninsule et des anciennes querelles, les conflits sont plus aigus et les dangers plus graves.

La situation devient encore plus compliquée du fait que les superpuissances, partant de leurs intérêts hégémonistes et de leur dessein de faire des Balkans une «poudrière permanente», s'efforcent de susciter les passions et les sentiments chauvins, d'opposer les peuples et les pays de la péninsule les uns aux autres, d'empêcher le développement normal et dans un sens positif de leurs relations réciproques, de saper le raffermissement de l'amitié entre les peuples voisins.

Les dangers dans les Balkans sont accrus notamment du fait de la participation de certains pays aux blocs militaires et économiques des superpuissances, de l'existence de bases militaires étrangères, de l'autorisation donnée aux flottes américaine et soviétique d'entrer et de mouiller dans leurs ports et eaux territoriales, etc.

De pareils développements créent des tensions et sont lourds de dangers pour les peuples balkaniques. Ces développements, dans tous les domaines et sous tous les aspects, vont à rencontre des efforts et des vœux sincères des peuples des Balkans pour l'établissement de la confiance, de l'entente et d'une collaboration authentique entre les pays de notre péninsule.

La République Populaire Socialiste d'Albanie estime qu'actuellement on ne peut mieux servir les véritables aspirations des peuples des Balkans, de la paix et de la stabilité dans cette zone qu'en empêchant les superpuissances impérialistes d'intervenir dans les affaires intérieures des pays de notre zone et en accomplissant des démarches concrètes et constructives en vue du développement positif de rapports fondés sur la politique de bon voisinage. La situation dans les Balkans s'améliorerait beaucoup si les pays balkaniques s'engageaient officiellement à ne pas permettre aux superpuissances d'utiliser leurs territoires pour menacer et mettre en danger un autre pays voisin. L'Albanie socialiste, à l'avenir comme par le passé, s'en tiendra avec esprit de suite à cette politique et elle ne ménagera aucun effort pour que le respect réciproque et une véritable compréhension président à ses rapports avec les Etats voisins.

C'est sur ces principes et sur ces buts que l'Albanie s'est guidée aussi dans ses relations avec la Yougoslavie. Elle a été prédisposée et s'est employée à entretenir avec elle des rapports normaux et corrects de bon voisinage, notamment dans le domaine commercial, dans celui des transports, des échanges culturels et dans d'autres domaines d'intérêt réciproque.

Dans nos relations avec la Yougoslavie nous sommes partis et nous partons toujours du fait que nos peuples vivent depuis des siècles côte à côte, que leurs destinées historiques ont souvent été communes, que lorsque les envahisseurs ont attaqué l'un d'eux ils n'ont pas épargné l'autre. C'est la raison pour laquelle, indépendamment des contradictions idéologiques et politiques qui ont existé et qui existent entre nos deux pays et qui sont désormais notoires, indépendamment de la polémique idéologique qui a été et est menée par les deux parties, nous avons cherché et nous cherchons toujours à vivre dans la paix et dans des rapports de bon voisinage avec la Yougoslavie, sans ingérence réciproque dans nos affaires intérieures, et dans le respect mutuel de nos droits.

La politique de l'Albanie socialiste envers la Yougoslavie a toujours été constante, inchangée dans ses fondements et dans ses principes. Si dans les relations albano-yougoslaves il y a eu des hauts et des bas, des améliorations et des durcissements, cela n'a pas été de notre fait mais de celui des milieux dirigeants yougoslaves. L'aggravation actuelle dans les rapports entre la RPS d'Albanie et la RSF de Yougoslavie est, elle aussi, la conséquence des actions chauvines des autorités de Belgrade envers la population de Kosove et de la nouvelle campagne hostile qu'ils ont lancée contre notre pays.

En ce qui concerne la République Populaire Socialiste d'Albanie, les prises de position et les comportements des Yougoslaves à son égard ne la feront pas bouger de ses principes, ils ne la feront pas changer de voie. Elle souhaite que les relations d'Etat dans divers domaines entre nos deux pays se développent normalement. Mais cela dépendra de l'attitude de la Yougoslavie envers l'Albanie socialiste et de la manière dont seront traités les Albanais de Kosove et des autres régions de Yougoslavie.

Le problème des Albanais qui vivent sur leurs terres en Yougoslavie n'est pas le problème d'une «minorité» venue ou établie quelque part dans une zone «vide», comme une émigration économique, ni provoquée par le déferlement de l'Empire ottoman, ni par la croissance naturelle démographique des Albanais qui inquiète les nouveaux Malthus grands-serbes. Les Albanais de Yougoslavie constituent une ethnie, un peuple formé dans les siècles, qui possède son histoire, sa langue, sa culture, un peuple autochtone, qui, comme on le sait, a été démembré et arraché à sa mère patrie par les grandes puissances impérialistes qui l'annexèrent à la Yougoslavie. Cela, nul ne peut le cacher. Toute autre interprétation est arbitraire, c'est une falsification grave et néfaste de l'histoire.

Le peuple albanais n'a laissé le soin de définir la mère patrie de l'ethnie albanaise ni aux envahisseurs fascistes ni à nul autre. Les Albanais se sont battus sans répit dans les siècles contre des ennemis farouches et très nombreux pour défendre leur identité nationale et leur propre existence. Dans toutes ces guerres, dans la défaite comme dans la victoire, dans les longues années de servitude, dans toute son histoire, le peuple albanais n'a jamais perdu son identité et sa conscience nationales, sa cohésion et son unité. En toute circonstance, il les a manifestées avec une vitalité exceptionnelle et exemplaire.

Les grands empires et les grandes puissances ne sont pas parvenus à supprimer l'ethnie compacte des Albanais, ils n'ont pas réussi non plus à l'assimiler, à altérer sa culture, sa langue, ses usages et ses coutumes. L'existence même du peuple albanais le prouve. L'histoire atteste que, sans aucun appui des puissances étrangères, qui lui ont toujours été adverses, il a combattu victorieusement pour la liberté de sa nation et pour sa cohésion, pour la défense de son indépendance d'Etat souverain, de sa culture et de ses droits naturels et légitimes. En toute occasion, c'est seulement de haute lutte et par son sang versé qu'il est parvenu à remporter la victoire.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie ont lutté côte à côte et en étroite fraternité d'armes contre les envahisseurs fascistes italiens et allemands. Les Albanais qui vivent en Yougoslavie se sont battus eux aussi avec héroïsme avec nous et avec tous les peuples de Yougoslavie contre les mêmes ennemis. Non seulement ils ont combattu côte à côte avec eux, mais notre Armée de libération nationale est allée à l'aide des partisans yougoslaves et de nos frères kosoviens et, sur leurs terres, ont versé leur sang les fils et les filles du peuple albanais. Nous avons agi, comme nous l'enseignait le Parti communiste d'Albanie, avec une haute conscience et un esprit internationaliste élevé. Nous pensions que c'était ainsi que les peuples de nos deux pays conquerraient leur liberté, que serait supprimée la servitude et réparées les erreurs tragiques de l'histoire passée. Nous pensions qu'après la victoire tout serait résolu par la voie marxiste-léniniste. Les partis communistes qui dirigeaient la lutte de libération nationale dans les deux pays en étaient le gage. Mais notre conviction à propos du «communisme» et de l'«internationalisme» des dirigeants yougoslaves, notre confiance en leurs paroles ne furent pas confirmées. En fait, la direction du Parti communiste de Yougoslavie ne considéra jamais de façon juste et dans la voie marxiste-léniniste la question de l'avenir des Albanais de Yougoslavie, elle allait donc la résoudre, comme elle la résolut

effectivement, de façon erronée et fautive, dans la voie nationaliste et chauvine, entièrement antimarxiste.

La solution erronée de cette grande question de principe commença dès la deuxième réunion du Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie, tenue à Jajce en novembre 1943, où les régions albanaises de Yougoslavie furent utilisées pour ajuster les dimensions territoriales et les proportions démographiques des républiques de la Fédération, en particulier de la Serbie, de la Macédoine et du Monténégro. L'avenir des Albanais de Yougoslavie fut décidé a priori, d'en haut, sans l'approbation et l'autodétermination des populations albanaises de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie, et sans la moindre concertation avec l'alliée des peuples de Yougoslavie, directement intéressée à cette question, avec l'Albanie populaire. La direction du Parti communiste de Yougoslavie, en opposition avec «la politique d'égalité nationale» proclamée à la seconde réunion de PAVNOJ, enfreignit iniquement la volonté des Albanais de Yougoslavie, exprimée à la réunion de la première Conférence constitutive du Conseil de libération nationale pour la Kosove et la Métohie, tenue à Bujan du 31 décembre 1943 au 2 janvier 1944, et qui était parfaitement conforme au droit d'«autodétermination jusqu'à la sécession» des peuples qui composaient la Yougoslavie et définie dans les documents fondamentaux du Parti communiste et du Mouvement de libération nationale yougoslaves.

En ce qui concerne la concertation avec l'Albanie populaire pour le règlement de ce problème historique, la direction yougoslave la considérait a priori comme inutile. Elle était contre une telle concertation, parce qu'elle savait qu'une discussion de principe, marxiste-léniniste et amicale, entre les directions de nos deux pays, en tenant compte aussi de la volonté librement exprimée des Albanais vivant sur leurs terres en Yougoslavie, conduirait à une solution juste et non pas chauvine, arbitraire et nationaliste, comme celle que la direction yougoslave apporta à ce problème.

Après la guerre, en 1946, une délégation de notre pays que je présidais, effectua une première visite officielle en Yougoslavie. Dans les discussions qui eurent lieu à cette occasion avec Tito, celui-ci chercha à savoir ce que je pensais du règlement de la question de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie. J'exprimai la position de la partie albanaise, en soutenant que la Kosove et les autres régions peuplées d'Albanais appartenaient à l'Albanie et qu'elles devaient lui être restituées. Les Albanais avaient lutté pour avoir une Albanie libre et souveraine, à laquelle devaient maintenant être rattachées les autres régions albanaises de Yougoslavie. Le président Tito me répondit : «Je suis d'accord avec votre point de vue, mais pour le moment nous ne pouvons pas faire cela, car les Serbes ne nous comprendraient pas». Cette promesse solennelle de Tito sur ce grand problème de principe ne fut suivie d'aucune action de la part des Yougoslaves. Ils étaient de mauvaise foi en tout.

Le règlement erroné de Jajce, le démembrement des terres albanaises et le refus de laisser les Albanais exprimer librement leurs aspirations, constituent l'erreur fondamentale, de caractère nationaliste et chauvin, de la direction yougoslave, qui fut suivie d'autres erreurs tout aussi graves à propos des droits légitimes et naturels des Albanais, qui sont maintenant taxés de «chauvins», de «nationalistes», d'«irrédentistes» par les Grands-Serbes. C'est dans ce règlement très erroné et anti-léniniste de la question nationale en Yougoslavie et surtout du problème de l'entité albanaise de près de 2 millions d'habitants, quasi l'équivalent de la totalité de la population de la R.P.S. d'Albanie, qu'ont leur source les récents événements de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie.

Le chauvinisme serbe, monténégrin et macédonien, dès le début, poursuivit envers les Albanais une politique nationaliste farouche, d'oppression et de discrimination dans tous les domaines, dans l'instruction, la culture, l'économie, etc.

Même dans la période où nos deux pays et nos deux partis entretenaient de bonnes relations, les Yougoslaves traînaient le problème des Albanais de Yougoslavie comme un boulet. Les revendications et les plaintes des Albanais n'étaient même pas examinées, elles n'étaient pas résolues politiquement par la voie de la bonne compréhension, mais par la violence, par de féroces mesures

administratives. Les Albanais étaient accusés de nationalisme et cela était fait pour camoufler le chauvinisme et le nationalisme serbes. Rien ne peut couvrir et justifier les représailles sanglantes contre les Albanais en 1945, en 1968 et encore en 1981, leur discrimination, la pauvreté dans laquelle ils ont été laissés, l'oppression nationale, les grandes restrictions et différenciations dans le domaine de l'instruction et de la culture. La disgrâce du groupe grand-serbe de Rankovic en 1966 et, plus tard, de l'autre groupe grand-serbe de Nikezic, marque la période de la démagogie politique des titistes envers la Kosove et les Kosoviens. La nécessité d'équilibrer les diverses forces au sein de la Fédération conduisit à une révision formelle du statut de la Kosove, qui, de simple région de la Serbie, fut promue région «autonome» de cette république.

Au gré ou contre le gré des Serbes, cette nouvelle situation permit aux Albanais de Yougoslavie, et surtout aux Kosoviens, d'étendre leur enseignement, de mettre sur pied l'Université de Prishtine, de développer leur culture, d'apprendre l'histoire de leur peuple, d'établir des contacts et des relations éducatives culturelles et économiques avec l'Albanie, aux termes des lois de la Fédération et des accords officiels passés entre la R.P.S.A. et la R.F.S.Y.

Mais la base économique de la Région autonome socialiste de Kosove n'en demeura pas moins très faible, elle fut négligée. Ses richesses furent encore exploitées sans scrupules par les autres républiques de la Fédération et surtout par la Serbie. Toutes les «solutions» qui furent proposées avec un grand bruit durant cette période étaient inconsistantes, conjoncturelles, et elles ne profitaient qu'à Belgrade et à Skoplje. Selon le cas, sans le dire ouvertement, elles étaient considérées soit comme des «concessions opportunistes de Tito», comme cela se produisait avec les Serbes, soit comme des «victoires remportées grâce à Tito», comme le clairaient des dirigeants albanais de la Région autonome socialiste de Kosove. Quant aux masses d'Albanais, elles ne se firent pas beaucoup d'illusions, car ce qui leur était concédé était infime en regard des grands droits qui leur avaient été ravés et qui leur étaient niés.

Les événements qui ont eu lieu après la mort de Tito ont montré à quel point la voie dans laquelle a été résolue la question nationale en Yougoslavie et en particulier la question des Albanais, était erronée et antimarxiste. A leurs demandes légitimes dans le cadre de la Constitution, la direction chauvine serbe et toute la direction yougoslave ont porté un coup pesant et sanglant, à la suite des manifestations qui ont eu lieu en Kosove, en mars et en avril de l'année en cours. Maintenant plus que jamais, à la situation économique misérable qui pèse sur les Kosoviens et tous les Albanais de Yougoslavie s'ajoute l'oppression nationale féroce. Ils ont vu instaurer la loi de la terreur, jeter sur eux la police et l'armée serbes, les prisons se remplir de jeunes gens et de jeunes filles. Les mesures qui ont été et qui sont prises tendent non seulement à supprimer tout droit légitime et même ce peu d'avantages apparus dans le développement de l'enseignement et de la culture, mais aussi à dénationaliser les Albanais de Yougoslavie. Et c'est là l'œuvre de ceux qui prétendent respecter les documents de la Conférence d'Helsinki sur les libertés et les droits de l'homme. L'opinion mondiale ne doit pas rester indifférente, elle doit s'alarmer de cette situation dramatique de la population albanaise vivant en Yougoslavie.

Qu'ont demandé en fin de compte les Albanais dans les manifestations de masse qu'ils ont organisées dans les divers villes et villages de Kosove ?

Les Albanais de Yougoslavie ont demandé plus d'une fois par leurs manifestations pacifiques et même en dehors de celles-ci, qu'il soit remédié à leur situation constitutionnelle, économique, sociale et culturelle, qu'elle soit définie dans une juste voie, dans le cadre des lois de la Fédération, ils ont demandé que leur soit reconnu le statut de République dans la R.F.S.Y. Ils n'ont demandé ni la séparation d'avec la Fédération, ni l'union avec l'Albanie. Mais personne n'a fait cas des justes et légitimes revendications des étudiants, des ouvriers, des paysans et des intellectuels kosoviens. Qui pis est, comme chaque fois qu'ils ont présenté de ces justes et légitimes demandes, ils ont été qualifiés de nationalistes, ils ont été persécutés et réprimés dans le sang.

Mais ces problèmes peuvent-ils être résolus ainsi à notre époque ? Absolument pas. Il est impossible de maintenir dans la pauvreté et la misère un peuple dont la terre est prospère et pillée par d'autres. Il est impossible de maintenir sous la terreur des chars et des baïonnettes un peuple courageux, comme le sont les Albanais. Il est impossible de déformer ou de supprimer son histoire et sa culture antiques. Il est impossible de lui faire perdre ses sentiments patriotiques et son amour de la mère patrie.

Si la direction yougoslave actuelle continue d'avancer dans la voie qu'elle a choisie et qu'elle suit, les oppositions des Albanais se poursuivront, s'accroîtront et s'aggraveront encore plus. Seule une solution bien réfléchie de la question nationale envisagée sans passions par les deux parties, une solution qui soit acceptée et approuvée par le peuple de Kosove, peut liquider cette situation très compliquée, qui n'a pas été créée par les Kosoviens, mais par le chauvinisme grand-serbe. Les Kosoviens ont proposé la solution la plus juste et la plus appropriée dans ces situations difficiles pour la Yougoslavie et pour eux-mêmes. La demande de reconnaissance du statut de République à la Kosove dans le cadre de la Fédération est juste, elle ne porte pas atteinte à l'existence de la Fédération. Les dirigeants serbes et yougoslaves, au lieu de raisonner, ont envoyé leurs chars, ils ont fait couler le sang du peuple et maintenant ils se livrent, à une grande échelle, à la fameuse différenciation, c'est-à-dire à une enquête policière pour établir qui était pour et qui était contre les manifestations. Cette façon d'agir, en recourant d'abord à la terreur, puis soi-disant à la «différenciation», revient à tenter d'intimider les masses, qui ne se laissent pas intimider, à supprimer le patriotisme, qui ne peut être supprimé, à entretenir l'illusion que l'on a normalisé la situation, alors qu'on a provoqué la rancœur et la colère, à s'imaginer qu'après avoir épuré le pouvoir des «nationalistes» et autres, on y a mis en place «des hommes de confiance», alors qu'on a jeté dans une résistance silencieuse le peuple tout entier, qui élèvera demain avec encore plus de force sa voix contre les cruautés dont il est victime. Cette situation, les dirigeants yougoslaves ne veulent pas la comprendre.

C'est parce que nous disons ouvertement ces vérités et que nous demandons que le problème de la Kosove et de tous les Albanais de Yougoslavie, auquel a été apportée une solution erronée, soit réétudié calmement et qu'il ne soit pas recouru à la violence et à la terreur, parce que nous demandons qu'il soit mis fin aux persécutions et que les fils et les filles de Kosoviens soient libérés des prisons, la R.P.S. d'Albanie se voit accusée de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Yougoslavie et même de susciter des troubles en Kosove, et ailleurs ! Et comment susciterait-elle ces troubles ? A travers les relations éducatives et culturelles officielles ! On va même jusqu'à accuser la R.P.S. d'Albanie d'avoir fait cause, commune avec la réaction politique albanaise en exil, que nous avons combattue et que nous combattons de toutes nos forces.

La République Populaire Socialiste d'Albanie ne s'est jamais ingérée dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. C'est le contraire qui s'est produit. Les révisionnistes yougoslaves ont comploté pour liquider la direction du Parti communiste d'Albanie et pour encadrer l'Albanie dans la Fédération yougoslave en tant que septième république, en s'imaginant qu'ils auraient pu résoudre une fois pour toutes par cette voie annexionniste et impérialiste le problème de toute la nation albanaise. Mais ces complots ne sont pas parvenus à leurs fins et ils n'y parviendront jamais. L'Albanie n'est ni ne deviendra jamais un moyen de règlement pour apaiser les conflits et les contradictions entre les clans yougoslaves. Elle a pour maître son peuple, un peuple plein de vitalité, courageux et patriote, qui n'a peur de personne.

L'Albanie n'a jamais avancé de revendications territoriales à l'égard de la Yougoslavie, on ne peut trouver aucune demande de rectification de frontières dans ses documents. Mais tout en adoptant cette attitude, nous n'avons pas nié, ni ne nierons jamais le fait qu'en Yougoslavie vit une grande partie de la nation et du peuple albanais. Nous avons défendu et nous défendrons, à l'avenir aussi, de toutes nos forces et dans la voie marxiste-léniniste, les droits légitimes de nos frères albanais de l'autre côté de la frontière, et cela ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. C'est notre droit indéniable.

La question de Kosove est une tragédie. Les autorités yougoslaves doivent cesser la terreur et les persécutions contre les Albanais, renoncer à l'oppression nationale et leur reconnaître tous les droits qui leur reviennent. Pour apporter à ces problèmes une solution juste, elles doivent discuter calmement, avec sang-froid et sur un pied d'égalité avec la population albanaise de Yougoslavie.

La République Populaire Socialiste d'Albanie a attaché une importance particulière au renforcement de ses rapports amicaux avec la Grèce. Ces dernières années, ces rapports se sont développés encore dans tous les domaines. Les échanges commerciaux se sont étendus et se développent avec succès à l'avantage des deux parties. La collaboration dans le domaine de la culture, les échanges de groupes artistiques, les visites réciproques de gens de l'art, de l'enseignement et de la science, ont contribué à mieux faire connaître à chacun de nos peuples les réalisations et les progrès de l'autre. Ils ont également servi à consolider l'ancienne amitié traditionnelle qui unit nos deux pays. Convaincue que les rapports d'amitié et de bonne compréhension entre l'Albanie et la Grèce répondent pleinement aux aspirations et aux intérêts communs de nos peuples, la R.P.S. d'Albanie, à l'avenir également, ne ménagera pas ses efforts pour les élargir et les développer.

Nous sommes heureux de constater que, de leur côté, le gouvernement et le peuple grecs se montrent disposés et souhaitent que les rapports entre nos deux pays progressent sur la base de l'amitié et d'un esprit de bon voisinage. Les sentiments du peuple albanais et ceux du peuple grec concordent en maints domaines, nos deux peuples se veulent mutuellement du bien et ils se réjouissent réciproquement de leurs progrès, en partant du principe selon lequel chacun est maître chez soi et dans ses affaires.

L'amitié entre le peuple albanais et le peuple grec est une amitié stable, elle se renforcera et s'épanouira sans cesse dans l'intérêt de nos deux peuples, de la paix et de la sécurité dans les Balkans. Les tentatives de quiconque pour saper cette amitié, échoueront. Nous sommes convaincus que maintenant les conditions sont réunies et les possibilités créées pour que, d'un commun effort, soient éliminés tous les obstacles et ouverte une large voie au développement de rapports fructueux et mutuellement avantageux entre nos deux pays amis.

En ce qui concerne l'Italie, nous sommes prêts à œuvrer pour développer des rapports normaux avec elle, conformément aux aspirations et aux intérêts de nos deux peuples voisins. De nombreux liens ont existé entre l'Albanie et l'Italie dans divers domaines, comme le commerce, les transports, les échanges culturels, etc. Nos peuples ont toujours souhaité vivre dans la paix et l'amitié entre eux. Bien que les chemins de l'histoire les aient parfois séparés et rendus hostiles l'un à l'autre, ils se sont efforcés de se rapprocher, de collaborer et de renforcer l'atmosphère de confiance et de compréhension réciproques.

Les possibilités d'un progrès ultérieur des rapports albano-italiens existent. Notre vœu est que l'on avance dans la bonne voie, mais cela dépend également de la prédisposition et de l'intérêt de la partie italienne à collaborer avec l'Albanie dans un nouvel esprit, dans l'amitié et l'égalité parfaite.

Les rapports qu'entretient notre pays avec la République de Turquie se sont développés et se développent toujours plus dans un esprit d'amitié et de collaboration. La bienveillance et le respect mutuels croissants entre nos deux peuples et pays créent une base solide pour l'extension et le renforcement futurs de ces rapports.

Au cours de leur histoire, le peuple albanais et le peuple turc ont entretenu des liens amicaux et ont eu de l'affinité entre eux. Le peuple turc, qui possède une histoire et une culture antiques, a éprouvé un profond respect pour les valeureux combattants d'Albanie, pour les savants, les philosophes, les hommes d'Etat, les architectes, les écrivains et les poètes albanais ou d'origine albanaise, qui ont apporté leur contribution aux efforts du peuple turc pour le progrès.

Le peuple albanais voue une admiration et un respect particuliers à la figure de Mustafa Kemal Atatürk, cette personnalité et cet homme d'Etat éminent, qui, avec un grand courage et inspiré par la

pensée démocratique progressiste, a libéré la Turquie et son peuple courageux du complexe de l'empire des sultans qui le portait à asservir les autres peuples, qui a consolidé l'unité et l'indépendance véritables de la nation turque, et a engagé la Turquie dans la voie de la démocratie et du progrès.

Le peuple albanais a connu les sentiments bienveillants de Kemal Ataturk à l'égard de l'Albanie, et son opposition au roi Zog, à ce tyran du peuple albanais.

L'amitié sincère du peuple turc pour le peuple albanais et la noble inspiration d'Ataturk s'observent très clairement dans l'accueil fraternel des centaines de milliers de nos frères kosoviens, qui furent chassés de leurs terres de Yougoslavie. Nous remercions le peuple frère turc de cette attitude et de son amitié pour le peuple albanais, qui la lui rend bien.

Les rapports amicaux entre notre pays et la République française ont été marqués par de nouveaux pas positifs. Nous apprécions les efforts des sympathisants toujours plus nombreux de l'Albanie en France pour renforcer l'amitié entre nos deux peuples. Le peuple albanais éprouve à son tour des sentiments d'amitié et de respect pour le talentueux peuple français, dont il estime les traditions révolutionnaires et les progrès.

Comme par le passé, nous souhaitons sincèrement que les rapports entre notre Etat et l'Autriche, la Suède, la Finlande, la Norvège, le Danemark, la Suisse, la Belgique, la Hollande, le Portugal se développent et s'étendent encore dans le sens, positif et amical qu'ils ont pris ces dernières années.

Les gouvernements anglais qui se sont succédé après la Seconde Guerre mondiale, ont observé à l'égard de la nouvelle Albanie, des attitudes hostiles et antidémocratiques. Par ailleurs, ils ont ravi l'or albanais, enlevé par les hitlériens, et ils continuent aujourd'hui encore de l'exploiter dans leur intérêt sans se soucier de le restituer à celle à qui il revient, à l'Albanie socialiste.

Peut-il être question, dans ces conditions, de relations diplomatiques entre la République Populaire Socialiste d'Albanie et l'Angleterre ? Le gouvernement anglais doit immédiatement rendre à l'Albanie cet or avec les intérêts qui lui reviennent du fait de son exploitation arbitraire. Que personne ne mette en doute que l'Albanie socialiste défendra ses intérêts et luttera contre les injustices qui lui ont été et qui continuent de lui être faites.

Il n'existe pas d'obstacles insurmontables empêchant l'établissement de relations diplomatiques entre la République Populaire Socialiste d'Albanie et la République fédérale d'Allemagne. Nous estimons qu'avec un esprit de compréhension de la part des deux parties sur certaines questions restées en suspens depuis la Seconde Guerre mondiale, cette situation pourrait être réglée.

Les profonds désaccords de principes, idéologiques et politiques de notre Parti et de notre Etat avec les pays de l'Europe de l'Est, sont notoires. Sans renoncer à la lutte contre le révisionnisme moderne, nous sommes pour le développement normal de nos rapports avec la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la République démocratique allemande, la Bulgarie et la Hongrie, pour des échanges commerciaux sur la base de l'égalité et de l'avantage réciproque.

Le peuple albanais est lié d'une amitié sincère et ancienne avec les peuples frères arabes. Nous avons soutenu et nous soutiendrons jusqu'au bout et énergiquement la juste lutte des peuples arabes pour la libération de leurs territoires occupés par les agresseurs sionistes israéliens et pour le rétablissement de tous les droits légitimes du peuple martyr palestinien.

L'héroïque peuple palestinien et sa représentante légale, l'Organisation pour la libération de la Palestine, ont eu et auront constamment dans la République Populaire Socialiste d'Albanie et dans son peuple, des amis sincères et des défenseurs résolus de leur juste cause nationale.

C'est avec une satisfaction particulière que nous constatons le développement amical des rapports entre notre pays et l'Algérie, la Syrie, l'Irak, la Lybie, le Liban, la Tunisie, l'Égypte et d'autres pays arabes. Nous désirons que ces rapports se concrétisent et se développent davantage. De même, la République Populaire Socialiste d'Albanie est pour des rapports amicaux avec la République islamique d'Iran et elle ne ménagera pas ses efforts pour les développer et les renforcer.

Le peuple albanais et son gouvernement ont salué et soutenu la juste lutte des peuples africains pour extirper radicalement le colonialisme et le racisme du continent africain et ils ont appuyé les peuples et les pays africains épris de liberté dans leurs efforts pour faire obstacle à la politique et à l'activité agressives, néo-colonialistes et spoliatrices de l'impérialisme.

La République Populaire Socialiste d'Albanie entretient avec la Tanzanie, la Guinée, le Mali, la Zambie, le Zimbabwe et d'autres États amis d'Afrique, des relations amicales et elle souhaite que ces relations se développent encore.

Notre pays entretient aussi de bons rapports avec un certain nombre de pays d'Asie. Nos relations avec la République Socialiste du Vietnam, le Laos, la République Démocratique Populaire de Corée se développent dans la voie amicale et nous exprimons notre vœu de les voir encore se raffermir.

Quant au Cambodge, notre Parti et notre État ont dénoncé les actions sanguinaires de la clique de Pol Pot, instrument des social-impérialistes chinois. Nous souhaitons au peuple cambodgien de surmonter le plus vite possible les difficultés qu'il rencontre, et, dans une liberté totale et sans aucune «tutelle», de décider lui-même de son destin et de son avenir.

Il est désormais notoire qu'entre notre pays et la Chine n'existent plus que des relations diplomatiques purement formelles et aucun autre rapport concret. Cette situation a été créée non pas de notre faute. Elle est la conséquence de la politique et de l'activité hostiles anti-albanaises de la direction chinoise.

L'établissement de relations diplomatiques avec le Japon crée les conditions requises et ouvre la voie au développement du commerce entre les deux pays.

La République Populaire Socialiste d'Albanie entretient des relations normales avec le Mexique, le Pérou, l'Argentine, le Panama et d'autres pays d'Amérique latine. Elle est prête à établir des relations du même genre avec d'autres États de ce continent, qui sont pour un rapprochement amical et pour des échanges commerciaux et culturels avec notre pays.

Notre pays n'entretient ni n'entretiendra aucun rapport avec les États-Unis et l'Union soviétique, qui sont les ennemis les plus féroces de la liberté et de l'indépendance des peuples, de la paix et de la sécurité dans le monde. Comme par le passé, nous poursuivrons toujours avec fermeté notre lutte pour la dénonciation de leur politique et de leurs menées agressives et hégémonistes.

La République Populaire Socialiste d'Albanie oeuvrera, à l'avenir également, à développer dans un sens positif ses relations internationales. Dans cet esprit, elle ne ménagera pas ses efforts pour apporter aussi au sein de l'Organisation des Nations unies et des autres organisations internationales, sa contribution à la défense des intérêts et des aspirations des peuples.

La politique extérieure de principes suivie par notre Parti et notre pays traduit les aspirations du peuple albanais et jouit de son soutien total et illimité. Le Parti luttera, à l'avenir également, pour appliquer avec esprit de suite et fermeté cette politique qui assure au peuple sa liberté, son indépendance et sa souveraineté nationales.

V - LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME, ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET DE LIBERATION A L'ETAPE ACTUELLE

Au cours de la période qui s'est écoulée depuis le VII^e Congrès, notre Parti, fidèle, comme toujours, au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien, a poursuivi sans répit la lutte contre le révisionnisme moderne. La critique idéologique et politique du révisionnisme khrouchtchévien et chinois, du révisionnisme yougoslave et ouest-européen, a été poussée plus avant, les conditions historiques et socio-économiques de l'apparition et de la diffusion de ces courants ont mieux été mises en évidence, le processus de dégénérescence des partis communistes qui se sont engagés dans la voie du révisionnisme, leurs erreurs et leurs compromis en matière de stratégie et de tactique ont été analysés à fond. A la lumière des faits passés et présents, notre Parti a démontré la liaison existant entre le révisionnisme moderne et la stratégie adoptée par l'impérialisme après la Seconde Guerre mondiale en vue de détruire le socialisme et de réprimer la révolution et le mouvement de libération des peuples.

Ces analyses et conclusions ont servi à notre Parti à mieux connaître les dangers que le révisionnisme fait peser sur le socialisme et la dictature du prolétariat dans notre pays, et à prendre les mesures les plus appropriées et les plus efficaces pour les conjurer. Elles ont servi également à promouvoir l'éducation des communistes et des masses, à élever leur niveau de formation théorique et à tremper davantage leur conscience révolutionnaire. La connaissance plus approfondie de la stratégie et de la tactique de l'impérialisme et du révisionnisme a accru l'efficacité de notre lutte en soutien à la cause du prolétariat et des peuples.

Le bien-fondé de la voie que notre Parti a choisie dès le début pour s'opposer au révisionnisme et pour le combattre jusqu'au bout est démontré chaque jour davantage par la dégénérescence politique et la profonde crise idéologique du révisionnisme moderne, par la grave situation économique et l'impasse dans lesquels se sont fourrés les partis révisionnistes et les pays où ils sont au pouvoir.

Lorsque notre Parti entama la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien, les partis communistes qui s'étaient ralliés à Khrouchtchev se présentaient plus ou moins comme un bloc, suivant une seule ligne, celle du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, après vingt ans, ils sont désunis et divisés en de nombreux courants et fractions, ils s'affrontent et s'empoignent entre eux, ils sont étouffés par le nationalisme bourgeois et l'opportunisme social-démocrate. Ces partis anciennement communistes se sont soit convertis en partis authentiques de la nouvelle bourgeoisie dominante dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir, soit intégrés dans les structures de l'Etat bourgeois, comme cela a été le cas dans les vieux pays capitalistes. La crise du révisionnisme moderne est une manifestation directe de la crise du capitalisme et de l'idéologie bourgeoise dans son ensemble.

La trahison révisionniste et la restauration du capitalisme dans une série de pays anciennement socialistes ont créé une grande confusion autour du problème du socialisme, qui est au centre de la lutte idéologique menée aujourd'hui dans le monde. Il s'agit, pour les révisionnistes, de présenter la société capitaliste restaurée dans leurs pays comme une société socialiste pure, comme un «socialisme réel», «avancé» et même «très avancé». Cette confusion est encore accrue du fait que beaucoup de partis et de forces politiques, qui sont fort distants du socialisme scientifique, se réclament du socialisme, et aussi que la bourgeoisie et sa propagande s'évertuent à déformer les véritables idéaux socialistes, afin de détourner les masses de la lutte pour le triomphe de ces idéaux.

Faire la lumière sur cette question, et fixer une nette ligne de démarcation entre le socialisme authentique et le pseudo-socialisme, est d'une importance capitale pour l'heureux développement de la lutte de la classe ouvrière et des masses travailleuses. La révolution, si elle n'a pas une claire vision de la société socialiste, et ne s'en tient pas aux principes et aux lois générales du socialisme, reste à mi-chemin. La révolution peut bien s'accomplir, mais lorsque la vraie perspective socialiste lui fait défaut, elle risque de dévier, et la lutte et les sacrifices consentis pour son triomphe peuvent s'avérer vains.

Le premier courant du révisionnisme au pouvoir qui se soit fixé pour tâche de miner le socialisme a été le révisionnisme yougoslave, qui est apparu à un moment clé de la lutte entre le socialisme et l'impérialisme.

Le révisionnisme yougoslave a des racines profondes. Il n'est pas apparu en 1948 et ne s'est pas manifesté comme une réaction contre le «stalinisme» ni comme une conséquence de l'action du Kominform. Il est le résultat des conceptions bourgeoises qui existaient déjà auparavant dans le Parti communiste de Yougoslavie et qui ne disparurent pas au cours de la lutte de libération nationale.

La Yougoslavie nouvelle ne pouvait être édiflée sans une orientation claire et une maturité politique fondées sur la théorie scientifique du socialisme. Cette œuvre considérable ne pouvait être accomplie que par un parti communiste puissant s'en tenant à de sains principes marxiste-léninistes. Certes, il existait un parti communiste en Yougoslavie, mais il ne possédait pas tous les traits d'un vrai parti communiste, et il ne les a pas acquis davantage durant la lutte. Au contraire, après la guerre, il a perdu même ceux qu'il possédait, lorsqu'il fut appelé par les circonstances à construire la Yougoslavie nouvelle dans la voie socialiste.

Si l'on écoute les vantardises des titistes et de la bourgeoisie yougoslave, on pourrait croire qu'un tel parti a existé et même qu'il existe encore. Nous-mêmes, communistes albanais, comme beaucoup d'autres, sommes tombés dans ce jugement euphorique, en particulier durant la lutte et dans les premières années qui suivirent la Libération. Une telle appréciation répondait à une certaine logique, elle se rattachait à la lutte héroïque des peuples de Yougoslavie, qui avait été conduite par le parti communiste.

Après la libération de la Yougoslavie, dans la théorie et les prises de position politiques comme dans la construction du socialisme, se firent jour de grands écarts par rapport aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Dans ses relations avec les pays socialistes également, en particulier avec l'Albanie, on constata de la part du Parti communiste de Yougoslavie de graves déviations, une arrogance et une présomption étrangères à un parti communiste.

Il était évident que cette voie aboutirait à la scission, comme il en fut effectivement, et cela non point par la faute du Kominform, ni de Staline, ni non plus du «stalinisme», comme les révisionnistes yougoslaves et leurs amis appellent le marxisme-léninisme. Le conflit avec le Kominform était le résultat des contradictions entre les vues libérales et opportunistes de la direction yougoslave et les conceptions marxistes-léninistes sur l'édification de l'Etat et de la société socialistes. Tito et ses compagnons donnèrent à leur opposition à la théorie marxiste-léniniste la couleur d'une opposition d'abord à Staline, puis au système socialiste soviétique.

Le tournant titiste devait s'opérer, comme il s'opéra effectivement. Les titistes empruntèrent le cours menant au capitalisme, en adoptant et inaugurant une «nouvelle» structure économique et sociale et une nouvelle forme de gouvernement d'Etat appropriée au cours antisocialiste, qu'était le système de l'«autogestion ouvrière». En fait, ce n'était pas un système nouveau, et ce n'était ni un système socialiste, ni une création yougoslave, Il tirait son origine du proudhonisme et de théories anarchistes, comme celle de Bakounine et Kropotkine, si durement démasquées en leur temps par Marx, plus tard par Lénine, puis encore par Staline.

Le tournant yougoslave vers le capitalisme fut l'objet d'une publicité effrénée, d'un hosanna indescriptible et de louanges exaltées à l'adresse de «Barabbas». La déviation yougoslave fut claironnée comme une «ère nouvelle», un «nouveau sillon» tracé par Tito pour la construction d'un «socialisme spécifique», «humain». Ce tournant fut appuyé et financé par l'impérialisme et le capitalisme mondial. La mégalomanie panyougoslave se gonfla à l'extrême et la Yougoslavie fut présentée comme «un champion et un exemple pour les peuples du monde dans leur lutte de libération».

Tout le «système d'autogestion», dans sa forme et dans les appellations de sa structure et superstructure, devait se poser en «marxiste». Mais, en fait, il était tout à fait opposé à Marx et à la théorie et à la pratique du léninisme.

Le premier coup porté le fut au pouvoir de démocratie populaire, qui était une forme de dictature du prolétariat, mais qui, en Yougoslavie, ne fut jamais défini ainsi. Les révisionnistes yougoslaves justifiaient cette action en prétendant que le pouvoir des conseils populaires, qui avait été instauré durant la lutte et qui avait vécu jusqu'en 1948, ne pouvait plus être maintenu sous cette forme avec toutes ses prérogatives. Il devait être remplacé par les «conseils ouvriers», le premier étant, selon eux, un pouvoir étatiste-bureaucratique, qui engendre «la bureaucratie et la couche, de la nouvelle bourgeoisie», et les «conseils ouvriers», par contre, un pouvoir plus proche de la théorie de Marx. A travers eux, ce sont prétendument «les ouvriers eux-mêmes qui dirigent et gouvernent directement», sans l'intermédiaire de l'Etat, dont il résulterait, selon la logique de la direction yougoslave, qu'il ne leur appartient pas. Le rôle de l'Etat yougoslave actuel se réduit donc à celui de «garant» que ce «nouveau système» ne sera pas touché, désintégré, et pour cela, la Fédération a la haute main sur l'armée, l'UDB et la politique extérieure, et rien d'autre.

Ainsi le «système d'autogestion» a décentralisé, libéralisé et miné le pouvoir de la dictature du prolétariat. L'Etat était l'Etat des «prolétaires» et il est devenu celui des «ouvriers», il était «issu de la lutte, issu de la, base», alors que le «nouveau système», soi-disant exigé par le développement «dialectique», a été instauré d'en haut par Tito et Kardelj.

Le rôle dirigeant du parti dans ce système devait être liquidé et en fait il s'est étiolé. Au parti a été laissé seulement un rôle falot d'éducation. Il n'a plus aucune voix au chapitre. En apparence, le parti n'a pas disparu, mais en réalité il a cessé d'exister. On l'a baptisé «Ligue des communistes», pour le rapprocher par là le plus possible de l'appellation de Marx, mais en fait pour l'écarter le plus possible du rôle que Marx et Lénine assignent au parti communiste.

Les titistes présentent la question comme si, avec l'«autogestion», la Yougoslavie s'est engagée dans une étape de développement qui la rapproche de la société communiste. A partir de là, ils prétendent que l'Etat va vers son extinction et que le parti ne peut plus assumer le rôle et les fonctions qui étaient les siens dans la période de passage du capitalisme au socialisme.

Bien plus, l'«autogestion», selon eux, a éliminé aussi la lutte de classes à l'intérieur du parti, en Yougoslavie même et en dehors d'elle. En vérité, Tito, Kardelj et leurs tenants ont modifié la direction de la lutte de classe. S'ils l'ont menée et la mènent, c'est pour défendre leur système «autogestionnaire», contre les «tenants du Kominform», les «staliniens», les «dogmatiques», etc. En fait, il s'agit ici d'une lutte des éléments capitalistes contre les révolutionnaires, du système capitaliste contre le système socialiste, de l'idéologie bourgeoise contre le marxisme-léninisme.

Les théoriciens yougoslaves se livrent à des spéculations filandreuses sur la propriété des moyens de production. Selon eux, la propriété socialisée des moyens de production qui existe dans le système «autogestionnaire» constitue la plus haute forme de propriété socialiste, alors que la propriété d'Etat en serait la plus basse. Cette dernière, prétendent-ils, peut être définie comme une sorte de capitalisme d'Etat qui donne naissance à une nouvelle caste bureaucratique, laquelle, en fait, dispose collectivement du droit de propriété. La propriété d'Etat, sous le socialisme non plus, concluent-ils, n'élimine pas l'aliénation dont l'ouvrier est l'objet de la part du capital. Le rapport capitaliste profit-salaire est remplacé par le rapport accumulation d'Etat-salaire. En d'autres termes, selon eux, dans les deux systèmes sociaux l'ouvrier reste un salarié. C'est là une thèse trotskiste bien connue et depuis longtemps démasquée et réfutée. Dans la véritable société socialiste, où la propriété collective est dirigée par l'Etat de dictature du prolétariat, avec la large participation effective et organisée de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses selon le principe du centralisme démocratique, et où de grands décalages conduisant à la création de couches privilégiées ne sont pas permis dans la répartition du produit social, l'ouvrier n'est pas salarié, il n'est pas exploité. On en a pour preuve la

réalité de l'Albanie socialiste, où la classe ouvrière est la classe au pouvoir, qui, sous la conduite de son Parti marxiste-léniniste, dirige l'économie et toute la vie du pays, dans son intérêt et dans celui du peuple tout entier.

L'«autogestion» yougoslave, qui est soi-disant centrée sur l'ouvrier, n'est qualifiée d'ouvrière qu'en théorie, en fait, elle est anti-ouvrière, antisocialiste. Ce système, indépendamment du grand bruit que font les titistes à son propos, ne permet à la classe ouvrière ni de diriger ni de gérer.

En Yougoslavie toute entreprise «autogestionnaire» est un organisme enfermé dans son activité économique, alors que la politique de gestion est entre les mains de son groupe dirigeant, qui, comme dans tout autre pays capitaliste, manipule les fonds d'accumulation, décide des investissements, des salaires, des prix et de la distribution de la production. On prétend que toute cette action économique et politique est approuvée par les ouvriers à travers leurs délégués. Mais c'est là une duperie et un grand bluff. Ces prétendus délégués des ouvriers font cause commune avec la caste des bureaucrates et des technocrates au pouvoir sur le dos de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses. Ce sont les gérants de profession qui font la loi et définissent la politique dans l'organisation «autogestionnaire», de la base au sommet, dans la république. Le rôle de direction et de gestion, le rôle économique, social et politique des ouvriers et de leur classe est réduit au minimum, pour ne pas dire qu'il a été totalement supprimé.

Encourageant le particularisme et l'esprit de clocher, au niveau de la république et de la région jusqu'à celui de la commune, le «système autogestionnaire» a liquidé l'unité de la classe ouvrière, il a dressé les ouvriers les uns contre les autres, tant sur le plan individuel en alimentant l'égoïsme, que sur le plan collectif, en encourageant la concurrence entre les entreprises. Dans la même ligne, on a sapé aussi l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, celle-ci étant elle-même morcelée en petites exploitations privées et exploitée par la nouvelle bourgeoisie au pouvoir. Tout cela a instauré l'autarcie dans l'économie, l'anarchie dans la production, dans la répartition des profits et des investissements, dans le marché dans les prix, engendrant une inflation et un chômage d'énormes proportions.

L'existence de la classe ouvrière à la direction du système «autogestionnaire ouvrier» en Yougoslavie est une illusion, une utopie. Dans ce système, la classe ouvrière n'est pas à la direction, elle n'a pas l'hégémonie. La dictature du prolétariat y a été liquidée, la direction de la classe ouvrière, le Parti communiste, ou la Ligue des communistes, comme le parti s'appelle dans ce pays, ne dirige ni le pouvoir, ni l'économie, ni la culture, ni la vie sociale.

Dans ce système de confusion générale ce sont d'autres qui se sont emparés des positions politiques dominantes et dirigeantes. C'est la nouvelle caste des bureaucrates politiques et des technocrates, issue de la couche de l'intelligentsia embourgeoisée et de l'aristocratie ouvrière. Elle est à cent lieues de toute morale prolétarienne et n'est assujettie à aucun contrôle politique.

Cette nouvelle couche bureaucratique se vante à grand bruit d'être l'ennemie de la bureaucratie étatiste, alors qu'elle est elle-même une bureaucratie encore plus néfaste et elle fleurit et se renforce dans un système économique décentralisé, qui préserve et développe la propriété privée.

L'«autogestion ouvrière», qui a pour fondement l'idéologie de l'anarcho-syndicalisme, a produit le nationalisme au niveau de chaque république, qui a élaboré jusqu'à des lois et règlements particuliers pour défendre ses intérêts étroits. Le monopole économique des républiques, qui se réduit au monopole de leurs entreprises et de leurs trusts, s'est converti en fait en un pouvoir politique et un nationalisme républicain, qui se manifeste au niveau non seulement de chaque république, mais aussi de chaque région, commune et entreprise. Chaque individu, chaque groupe, chaque république s'efforce de s'enrichir le plus possible et le plus rapidement sur le dos des autres.

Le nationalisme bourgeois s'est installé confortablement en Yougoslavie et le mot d'ordre «union-fraternité», qui était juste au cours de la lutte de libération nationale, lorsqu'on se battait contre les

occupants et la réaction du pays pour une société nouvelle fondée sur le marxisme-léninisme, est resté, dans le système yougoslave actuel, qui divise et désagrège tout, un slogan creux et sans effet. «L'union et la fraternité» des peuples, des nations et des nationalités, des républiques et des régions ne peuvent se réaliser que dans un véritable système socialiste guidé par l'idéologie marxiste-léniniste.

L'union fédérative yougoslave n'a pas été édifée sur des bases marxistes-léninistes, et l'on devait nécessairement voir naître comme on l'a vu, des antagonismes nationaux. C'est le système lui-même qui engendre ces contradictions, qui alimente le séparatisme des nations et des nationalités, des républiques et des régions.

Les copieux crédits accordés par le capitalisme mondial ont aussi agi dans ce même sens. Le fait qu'ils ont été affectés à satisfaire les goûts et les caprices bourgeois et mégalomanes de la caste au pouvoir, leur répartition inégale et sans critères sains entre les diverses républiques, ont créé, entre les républiques et les régions, des dénivellements économiques et sociaux, ce qui accentue encore plus les antagonismes nationaux.

Le système d'«autogestion» n'aurait pas fait long feu s'il n'avait pas été aidé par deux facteurs : par l'antisoviétisme de la direction yougoslave, en fait par son antimarxisme et anti-léninisme grâce auquel elle s'est assurée le soutien politique de toute la réaction mondiale, et par l'appui économique des pays capitalistes sous forme de crédits considérables et multiformes. Malgré tout, ces deux facteurs ne sont pas parvenus à sauver ce système antisocialiste. Au contraire, ils l'ont affaibli encore davantage et l'ont poussé vers la faillite économique et politique.

Kardelj et Tito rejetaient la faute pour l'échec de ce système et pour tous les maux qu'il a engendrés sur l'«insuffisant perfectionnement» du système lui-même, sur «le niveau encore insuffisamment élevé» de la conscience des travailleurs, sur l'existence de la bureaucratie, etc. Ils s'étaient bien rendu compte de la faillite de leur système antisocialiste, mais ils ne pouvaient plus reculer. Aussi, toutes les mesures que prit Tito de son vivant concernant la direction de la Fédération et des républiques après sa mort, ne sont-elles que des palliatifs. Avec Tito et Kardelj s'est éteinte aussi l'euphorie sur le système «autogestionnaire». Les successeurs de Tito se trouvent dans un grand désarroi et ils ne savent pas comment faire pour se tirer de la situation difficile dans laquelle est plongé leur pays. Maintenant la Yougoslavie titiste s'est engagée dans une crise grave et générale de ses structures et superstructures, dans une crise économique et à la fois politique et morale.

Le révisionnisme soviétique a été et demeure le courant le plus dangereux du révisionnisme moderne. Il garde, plus que toute autre variante révisionniste, les masques socialistes et la phraséologie léniniste afin de couvrir la réalité capitaliste actuelle de l'Union soviétique et sa politique extérieure impérialiste et agressive. C'est un révisionnisme qui a pris le pouvoir dans un Etat qui est en fait une grande puissance et qui dispose d'abondants moyens et possibilités pour exercer son influence dans le monde et agir avec une grande force et dans de multiples directions.

De même que les autres courants révisionnistes, le révisionnisme khrouchtchévien a eu son processus d'écllosion et de croissance pour aboutir à sa forme actuelle de révisionnisme total, qui déforme toutes les questions de la théorie marxiste et de la pratique socialiste. En tant que phénomène social, le révisionnisme khrouchtchévien a ses racines et ses causes idéologiques, sociales et historiques. Le Parti du Travail d'Albanie a procédé à une analyse marxiste approfondie de ces causes. Il en a dégagé des conclusions et a adapté une série de mesures pour barrer les accès à l'apparition d'un phénomène régressif similaire dans notre pays. Mais il nous faut nous saisir toujours mieux de ce problème, pour faire en sorte que le révisionnisme ne passe jamais en Albanie.

Le groupe Khrouchtchev, dès le début, se fixa pour but principal de liquider la dictature du prolétariat, de saper les bases de la société socialiste, d'engager l'Union soviétique dans la voie capitaliste et d'en faire une superpuissance impérialiste. Maintenant tout le monde voit bien la grande transformation contre-révolutionnaire qui s'est produite en Union soviétique. Il n'y a plus que la bourgeoisie et

l'impérialisme qui citent encore ce pays comme étant communiste. Et s'ils présentent l'Union soviétique actuelle capitaliste comme un pays socialiste, c'est pour discréditer le marxisme-léninisme et le socialisme authentique.

Le révisionnisme khrouchtchévien est l'idéologie et la politique du capitalisme d'Etat, lequel domine toute la vie du pays. Le retour de l'Union soviétique au capitalisme devait nécessairement avoir ses particularités, et le régime capitaliste y revêtir des formes propres. Ces particularités et ces formes sont déterminées par le fait que le capitalisme y a été restauré à la suite du renversement du socialisme, comme un processus régressif, au contraire du processus progressif que constitue le passage de l'ordre féodal renversé au capitalisme de type classique.

La particularité fondamentale de ce type de capitalisme est qu'on y a préservé beaucoup de formes socialistes en matière de propriété, d'organisation et de direction, mais le contenu en a été radicalement transformé. Aujourd'hui en Union soviétique les moyens de production sont en fait propriété capitaliste d'Etat ou collective, car ils sont utilisés dans l'intérêt de la nouvelle classe bourgeoise qui a accédé au pouvoir, la classe qui précisément s'approprie le travail des ouvriers et des paysans.

Les anciennes lois, traditions et pratiques ont été remplacées par de nouvelles, qui laissent la bureaucratie de l'Etat et du parti libre d'exprimer et d'appliquer sans obstacle sa propre volonté. Elle a utilisé les nouvelles compétences qu'elle a acquises par suite des réformes économiques, pour assurer et augmenter les revenus et les privilèges des diverses castes dirigeantes, pour conserver le pouvoir et se défendre contre les manifestations de mécontentement et les révoltes de la classe ouvrière et des masses travailleuses.

Certes, la propriété d'Etat demeure et les usines n'ont pas été distribuées à des particuliers, les kolkhozes sont restés des exploitations collectives communes et les banques n'ont pas été remises à des actionnaires, mais la répartition du produit social, sa destination, ont complètement changé.

Bien que l'on prétende appliquer le principe de la rémunération selon le travail, en réalité, les divers groupes de la nouvelle bourgeoisie s'approprient la plus-value créée par les ouvriers et les paysans. Cette spoliation à grande échelle est présentée comme un type de stimulant matériel visant soi-disant à encourager l'activité productive, le travail scientifique et la création artistique, etc. En vérité il s'agit là d'une exploitation typiquement capitaliste.

Afin de frayer la voie à la restauration du capitalisme, les révisionnistes khrouchtchéviens s'en sont pris aux thèses fondamentales de la théorie marxiste-léniniste sur la production marchande et à l'action de la loi de la valeur sous le socialisme. En théorie et dans la pratique, ils ont identifié la production marchande socialiste avec la production capitaliste et, sur cette base, réformé tout le mécanisme économique. Graduellement, les entreprises économiques, mais aussi bon nombre d'institutions, ont acquis une plus grande indépendance à l'égard du plan d'Etat. Les directeurs des entreprises et des diverses institutions se sont vu attribuer des droits et des pouvoirs étendus pour diriger et manipuler la production et la répartition, embaucher et licencier des ouvriers, distribuer les bénéfices, etc. Le financement centralisé des entreprises existantes par l'Etat a été limité et la pratique de l'autofinancement et des crédits étendue.

Les révisionnistes soviétiques prétendent que leur économie est dirigée et se développe sur la base de plans élaborés suivant le principe du centralisme démocratique. Or le plan d'Etat, tel qu'ils le conçoivent en théorie et l'appliquent dans la pratique, n'est ni ne peut être en aucune manière un plan de véritable économie socialiste. En Union soviétique cohabitent le centralisme bureaucratique de type monopoliste et un large libéralisme économique à la base. On cherche à donner l'image d'une direction planifiée de l'économie, alors que dans la pratique on a laissé le champ libre aux lois et aux catégories économiques du mode de production capitaliste.

La consommation parasitaire a pris des proportions d'une ampleur sans précédent. Le rapport entre les rémunérations des ouvriers et celles des administrateurs bureaucrates et technocrates de la production, calculé sur la base du salaire nominal, est de plus de 1 à 10, mais si l'on y ajoute les revenus provenant de la distribution des bénéfices et des gratifications de toutes sortes, et autres privilèges sans nombre, cet écart s'accroît encore. Ces différences dans les salaires et dans le niveau de vie sont à peu près analogues à celles qui existent entre les administrateurs bourgeois et les ouvriers dans les pays occidentaux.

Etant donné que la rétribution de la valeur de la force de travail se forme, dans une proportion de 35 à 40 pour cent, de manière décentralisée, à travers la distribution des bénéfices, que les normes de rendement du travail ne sont pas uniques ni appliquées de manière centralisée, que le stimulant matériel en faveur de la nouvelle bourgeoisie a la priorité absolue et que l'inflation, surtout en raison de la militarisation de l'économie qui engloutit un tiers du revenu national, ne cesse de croître, la société a, fondamentalement, perdu tout contrôle véritable sur la mesure du travail et de la consommation, ces deux clés essentielles d'une économie socialiste.

Ces mesures et une série d'autres de caractère capitaliste, qui ont été tant vantées comme un développement créateur de la théorie et de la pratique économiques marxistes-léninistes, avaient pour but de saper les bases de l'économie socialiste et elles y sont parvenues.

Les conséquences de ce cours apparaissent dans la vie quotidienne du peuple soviétique. Les articles de première nécessité manquent sur le marché, l'inflation, le chômage, la fluctuation de la force de travail se sont aggravés, on constate une hausse déclarée et non déclarée des prix des diverses marchandises. Le secteur privé de l'économie s'est étendu, les portes ont été ouvertes au capital monopoliste étranger, et l'on voit fleurir le marché noir, les spéculations, les abus, les pots-de-vin et les fraudes.

La réalité soviétique actuelle témoigne que ce processus ne va pas vers «la suppression des distinctions de classe» et «la création d'une nouvelle unité sociale», comme le proclament les révisionnistes khrouchtchéviens-brejnéviens, mais vers une profonde différenciation sociale entre la nouvelle classe bourgeoise, composée de la couche des bureaucrates et des technocrates, et les larges masses travailleuses, qui se trouvent dans la situation d'une force simplement productive. Le fossé entre elles va constamment s'approfondissant à mesure que s'élève le degré d'exploitation des travailleurs et que s'accroissent les avantages de la bourgeoisie. Cette situation a engendré toute une idéologie et une politique, qui s'attachent à justifier et à défendre ce nouveau système d'exploitation capitaliste.

Le pouvoir des soviets n'est plus des soviets, des ouvriers et des paysans. Il s'est détaché d'eux et est devenu une force distincte, qui leur est étrangère. Sur le plan de la forme également, les révisionnistes khrouchtchéviens ont déclaré la dictature du prolétariat liquidée. Ils ont baptisé l'Etat, Etat du peuple tout entier, justement pour masquer le fait qu'il n'est plus effectivement du peuple, mais une dictature de la nouvelle bourgeoisie soviétique. Son caractère capitaliste apparaît clairement dans toute sa politique intérieure et extérieure, qui sert les intérêts de la classe bourgeoise au pouvoir. L'Etat soviétique, qui dispose des principaux moyens de production et dirige toute l'économie, s'est transformé en un représentant et un défenseur des intérêts de la classe dominante.

Pour garder leurs masques socialistes et «prouver» que l'Union soviétique est un pays socialiste, les révisionnistes soviétiques déclarent qu'il n'y a chez eux qu'un seul parti, le parti communiste, et que son rôle dirigeant est sanctionné par la Constitution. Le fait qu'un parti dirigeant est unique et que son pouvoir sans partage est reconnu par la loi, ne le rend pas communiste. Dans beaucoup de pays bourgeois il n'y a qu'un seul parti dominant. Le caractère d'un parti politique n'est pas défini par sa position dans l'Etat. Il est déterminé en premier lieu par la classe à laquelle il appartient et les forces qu'il sert, par l'idéologie sur laquelle il se guide et la politique qu'il poursuit.

Le Parti communiste de l'Union soviétique est actuellement le représentant direct de la classe bourgeoise au pouvoir, c'est au nom de celle-ci qu'il exerce le pouvoir, qu'il sert le développement et le renforcement de l'ordre capitaliste restauré. Il n'a de communiste que le nom. L'appellation de communiste que ce parti a conservée et les quelques phrases marxistes et mots d'ordre socialistes qu'il invoque ont un caractère hypocrite et purement démagogique. Cela fait partie de sa propagande trompeuse, qui vise à maintenir les masses dans les ténèbres, à leur faire croire qu'elles vivent en régime socialiste, et non pas dans une société capitaliste d'oppression et d'exploitation. Par tradition, pour se camoufler ou par simple inertie, beaucoup de partis ont gardé les appellations de «démocratique», «populaire», «socialiste», etc., alors que ce sont des partis typiquement bourgeois et réactionnaires.

La politique révisionniste et capitaliste qui est appliquée en Union soviétique a ranimé les anciens démons de l'empire tsariste, comme l'oppression nationale, l'antisémitisme, le racisme slave, le mysticisme religieux orthodoxe, le culte des castes militaires, l'aristocratie de l'intelligentsia, le *tchinovnisme* [Du russe *tchinovnik*, fonctionnaire bureaucrate de la Russie tsariste.] bureaucratique, etc. Les théories des révisionnistes soviétiques sur la prétendue création d'une «nouvelle communauté historique», du «peuple soviétique unique» ont été inventées précisément pour dissimuler cette réalité pleine de profondes contradictions sociales, de classe et nationales.

La force dominante aujourd'hui en Union soviétique est l'armée. La militarisation effrénée de la vie du pays, la lourde charge des dépenses militaires, qui ont atteint des chiffres astronomiques et ébranlent toujours plus l'économie soviétique, en déforment le développement, appauvrissent le peuple.

La restauration du capitalisme dans le pays ne pouvait pas ne pas conduire à un grand versement dans la sphère des relations internationales et de la politique extérieure du Parti communiste et de l'Etat soviétiques. Le révisionnisme khrouchtchévien s'est converti graduellement en une idéologie et une politique de nouvelle superpuissance impérialiste, qui justifient et soutiennent l'expansion, l'agression et les guerres pour instaurer sa domination sur le monde. C'est cette idéologie et cette politique qui ont engendré les théories tristement célèbres de la «souveraineté limitée», de la «division internationale du travail», de l'«intégration économique, politique et militaire» des pays de la prétendue communauté socialiste, théories qui ont mis un carcan à ces pays et en ont fait des Etats vassaux. Ces relations, Brejnev, au XXVI^e Congrès du PCUS, les a qualifiées de «relations entre peuples», pour dépouiller ainsi ces pays de toute identité nationale et étatique.

Afin d'atteindre ses objectifs expansionnistes et néo-colonialistes, le social-impérialisme soviétique a créé une théorie selon laquelle aucun pays ne peut se libérer et se défendre contre l'impérialisme ni se développer de manière indépendante sans l'aide et la tutelle soviétiques. Il spéculait sur le slogan de l'«aide internationaliste» pour entreprendre des agressions et piller les richesses des autres pays.

Toute la politique extérieure expansionniste, hégémoniste et agressive de l'Union soviétique social-impérialiste est une preuve et un témoignage de plus du fait que l'ordre soviétique est un ordre capitaliste, car seul un tel ordre peut poursuivre une pareille politique dans l'arène internationale. Comme l'a dit Lénine, la politique extérieure est le prolongement de la politique intérieure et toutes deux ensemble sont l'expression concentrée des rapports économiques existant dans un pays donné. Les masques socialistes et communistes que les révisionnistes soviétiques s'efforcent encore de conserver, leur sont déchirés chaque jour par leur réalité capitaliste et par la politique social-impérialiste qu'ils poursuivent.

Quant au temps qu'il faudra pour que prenne fin cette grande mystification du peuple soviétique, qui croit vivre en régime socialiste, pour que la classe ouvrière soviétique cesse de se bercer d'illusions, cela dépend de beaucoup de facteurs, intérieurs et extérieurs. Les événements de Pologne sont annonciateurs des situations qui attendent les pays où règne le révisionnisme khrouchtchévien. Le fait est qu'en Pologne a éclaté un conflit de classes entre les travailleurs et la classe bourgeoise au pouvoir, représentée par le parti révisionniste. Indépendamment du fait qu'elle a été manipulée par les forces de

droite, la révolte de la classe ouvrière polonaise atteste bien que celle-ci a pris conscience de sa position de classe opprimée et exploitée, que le pouvoir existant en Pologne appartient à une classe antagoniste de la classe ouvrière, que le socialisme y a été trahi. Après la Pologne à qui le tour ? Les processus de différenciation de classe couvent dans tous les pays révisionnistes. Les conflits de classe se durcissent rapidement. Et à cet égard l'Union soviétique elle-même, bien qu'elle semble le plus stable d'entre eux, ne fait pas exception. Les plaies qu'y a ouvertes la restauration du capitalisme ne peuvent être guéries que par le renversement du révisionnisme et la restauration du socialisme.

Notre Parti a mené une grande lutte, ouverte et de principes, contre le révisionnisme chinois, contre l'idéologie, la politique, les prises de position et les actions du Parti communiste chinois. Le révisionnisme chinois est un courant opportuniste dans le mouvement communiste mondial, et la pensée-maotsétoung, qui en est le fondement, une idéologie aux traits archaïques, un amalgame des anciennes théories de Confucius et de Mencius avec de nouvelles théories paraphrasées, sans liaison organique et structurelle, teintées d'une phraséologie marxiste. La pensée-maotsétoung constitue une idéologie hégémoniste tendant à la domination mondiale, fondée sur un bagage de théorèmes et d'idées hétérogènes, contradictoires et pragmatistes. C'est dans les eaux de cette idéologie que voguait la barque chinoise, louvoyant entre la droite et la gauche, à la dérive, lorsque la Chine entreprit la construction du nouvel Etat chinois issu de la lutte de libération. C'est là qu'ont leur origine les flottements que connaît la Chine et le caractère mal défini de son système politique et économique.

La théorie sur laquelle se guidait la Chine nouvelle n'était pas le marxisme-léninisme. Les coups de pinceau marxistes sur la façade donnaient la fausse impression qu'il y existait certains traits du socialisme scientifique. Ils empêchaient de distinguer clairement les déviations continues.

Lorsque, en Chine, on affirmait le rôle de la dictature du prolétariat, sous celle-ci se cachait et se développait la dictature des groupes rivaux et des personnalités. Lorsqu'on affirmait le rôle dirigeant du Parti, cela dissimulait une organisation chaotique et l'inexistence de son rôle dirigeant. Lorsqu'on parlait de l'hégémonie de la classe ouvrière, le rôle dirigeant était en fait laissé à la paysannerie, car c'était son idéologie petite-bourgeoise qui dominait. Lorsqu'on parlait de modification des structures de classe, fondamentalement rien ne bougeait.

L'économie chinoise avançait en boitant lourdement, sans orientations ni perspectives claires, en dépit de l'existence d'un certain plan, qui était loin cependant d'avoir un caractère scientifique et était encore moins fondé sur un système centralisé. Au reste, il n'avait même pas les traits d'un plan décentralisé. L'économie chinoise avançait par inertie.

Cette organisation et cette idéologie sans colonne vertébrale étaient dominées par l'idée de l'hégémonisme du grand Etat chinois, qui «était appelé par l'histoire» à représenter le nouveau modèle de société socialiste, à représenter «le marxisme-léninisme des temps nouveaux», qu'était la pensée-maotsétoung.

Dans cette évolution de la Chine nous devons discerner que sous l'habit de la «révolution» se cachait la contre-révolution, que sous le manteau de la pensée-maotsétoung se cachait l'antimarxisme, se cachait un courant du révisionnisme moderne qui exigeait des formes et des structures politiques, idéologiques, organisationnelles et étatiques appropriées au «continent chinois» et à ses aspirations capitalistes et impérialistes.

L'«anti-impérialisme», l'«antisoviétisme», l'«antiaméricanisme» dans la Chine de Mao Tsétoung, alternaient au gré des conjonctures. Il ne s'agissait pas de convictions idéologiques, ce n'étaient pas des attitudes de principes, mais des manœuvres visant à équilibrer les pouvoirs dominants dans le monde, un jeu de bascule avec les puissances politiques et militaires impérialistes pour le renforcement de la Chine sur l'échiquier mondial.

C'est avec ces conceptions, avec ces attitudes éclectiques et opportunistes, tant sur le plan intérieur de la Chine, que sur le plan extérieur, que fut menée la «Révolution culturelle prolétarienne» des «gardes rouges» et que se développe actuellement la «révolution» revancharde des vieillards réactionnaires et de tous les débris de la vieille Chine. C'est sur cette base que fut élaborée la théorie malheureuse des «trois mondes» et des «alliances de ces trois mondes», et que la Chine opéra dans sa politique internationale les tournants si marqués aux conséquences très dangereuses pour la paix mondiale.

Il fallut à notre Parti un certain temps pour s'apercevoir de cette voie antimarxiste du Parti communiste et de l'Etat chinois, avec lesquels nous entretenions de bonnes relations amicales. Pour notre Parti, l'essence théorique et politique de cette amitié était d'une haute importance, comme l'étaient aussi la lutte pour la sauvegarde de la pureté du marxisme-léninisme et la question du socialisme et de la révolution.

Au début, nous avons mené une polémique de principes à travers des débats, dans un esprit de camaraderie, mais progressivement, et en raison des attitudes antimarxistes de la Chine, ce conflit s'est durci. De la part du Parti du Travail d'Albanie, c'était une lutte sans défaillance, mais aussi une lutte inégale et ardue. Si nous n'avions pas mené cette lutte, nous aurions mis en péril la construction du socialisme en Albanie.

La portée de la lutte du Parti du Travail d'Albanie réside en ce qu'elle a renversé deux mythes, celui de la Chine comme un pays où se construisait le socialisme, et celui de la pensée-maotsétoung en tant que marxisme-léninisme de notre époque. Dans cette lutte, notre Parti, pour défendre les principes, a bravé toutes les difficultés économiques qui pouvaient être créées au pays.

La pensée-maotsétoung, tant vantée comme «un nouveau développement scientifique du marxisme-léninisme», devait inmanquablement influencer, comme elle l'a fait effectivement, le mouvement communiste international et certains partis marxistes-léninistes en particulier. Ces partis, ne pouvant, en raison de multiples circonstances, procéder à une analyse approfondie de ce courant idéologique révisionniste, voyaient en la grande Chine et en Mao Tsétoung les guides de la révolution prolétarienne, ils croyaient avoir en eux des soutiens résolus à leur lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, des appuis naturels des justes luttes de libération nationale des peuples.

Il fallait donc mener une lutte de principes et résolue pour détromper ceux qui s'étaient fourvoyés. Et le Parti du Travail d'Albanie engagea cette lutte. C'est là un fait vécu et attesté tant du vivant de Mao Tsétoung qu'après sa mort. Cette lutte, contrairement à ce que prétendent les révisionnistes yougoslaves, n'a pas isolé l'Albanie socialiste dans le monde. Bien au contraire, le Parti du Travail d'Albanie et la République populaire socialiste d'Albanie ont renforcé encore plus leurs positions intérieures ainsi que leurs positions internationales.

D'autres partis marxistes-léninistes frères ont également participé avec intelligence et détermination révolutionnaire à la lutte pour défendre le marxisme-léninisme et la révolution, et battre en brèche l'idéologie pseudo-marxiste de la pensée-maotsétoung, apportant une précieuse contribution à ce combat.

La dénonciation de la Chine comme un pays non socialiste et de la pensée-maotsétoung comme une théorie antimarxiste, a dissipé une dangereuse illusion dans le mouvement marxiste-léniniste international, comme ç'avait été le cas pour le révisionnisme soviétique, le révisionnisme yougoslave et les autres courants réactionnaires révisionnistes.

Tout camouflage, toute falsification, toute déviation par rapport à la théorie scientifique du marxisme-léninisme ne saurait faire long feu. Tôt ou tard, de telles pratiques seront démasquées, car elles sont en opposition avec les idéaux de la classe ouvrière, des peuples qui luttent pour leur libération, pour la démocratie véritable, pour le socialisme, pour une société sans exploités ni exploités.

Les développements actuels en Chine, toute la politique intérieure et extérieure de la direction chinoise, confirment que les analyses et les conclusions du Parti du Travail d'Albanie étaient parfaitement exactes et justes. La direction chinoise a laissé le champ libre au développement de l'économie capitaliste, elle a ouvert les portes à l'afflux des capitaux étrangers asservissants, elle s'est unie en une étroite alliance avec l'impérialisme américain et la réaction internationale la plus noire. La Chine s'est déclarée ouvertement une puissance impérialiste agressive qui prétend à l'hégémonie dans le monde. Elle est devenue un des principaux centres de la contre-révolution mondiale, et elle lutte par tous les moyens pour entraver la libération des peuples, étouffer la révolution. Le révisionnisme chinois s'affirme aujourd'hui comme un courant ouvertement réactionnaire, il a rompu tout lien non seulement avec les mouvements révolutionnaires et de libération, mais aussi avec tous les mouvements démocratiques et progressistes. En toute occasion, il se range aux côtés des forces les plus ténébreuses, les plus obscurantistes et fascistes dans le monde.

Le désordre, le désarroi, la confusion et les affrontements qu'a connus et que connaît la Chine sont la conséquence directe de la pensée-maotsétoung. La critique que les dirigeants chinois adressent aujourd'hui à Mao Tsétoung n'a rien à voir avec la critique marxiste que nous lui faisons. Elle ne porte pas sur le contenu de ses idées, que les actuels dirigeants chinois conservent et appliquent dans la pratique. Leur critique est l'expression de la lutte pour le pouvoir entre les divers groupes maoïstes rivaux. Ces groupes ne peuvent rejeter Mao Tsétoung, car tous trouvent dans ses idées un appui et une justification à leurs actions. Mais sans s'affranchir de la pensée-maotsétoung, le prolétariat et le peuple chinois ne pourront trouver la juste voie qui conduit au socialisme.

A l'avenir également, le Parti du Travail d'Albanie poursuivra de manière conséquente sa lutte de principes pour dénoncer totalement le révisionnisme chinois, pour tracer une ligne de démarcation claire et nette entre le marxisme-léninisme et les idées antimarxistes de Mao Tsétoung. Sans dénoncer et réfuter la pensée-maotsétoung, sans combattre et extirper toute trace de son influence dans le mouvement révolutionnaire, on ne peut songer sérieusement à combattre le révisionnisme chinois ni le révisionnisme moderne dans son ensemble, le mouvement marxiste-léniniste ne peut se consolider et se développer comme il se doit, ni la cause de la révolution être conduite en avant avec succès.

A mesure que s'aggravent les contradictions du capitalisme et de l'impérialisme et que s'approche la vague de la révolution, se découvre toujours plus le visage antimarxiste et contre-révolutionnaire de l'autre courant révisionniste, de l'eurocommunisme.

L'eurocommunisme est le produit de la dégénérescence des partis communistes qui se sont engagés dans la voie du révisionnisme, de la scission qui s'est produite dans le camp révisionniste, par suite de la prépondérance que le nationalisme bourgeois a acquise en son sein.

C'est l'idéologie de l'aristocratie ouvrière nourrie de quelques miettes des profits de la bourgeoisie. L'eurocommunisme, l'idéologie la plus pure du réformisme bourgeois, joue un rôle de «cinquième colonne» au sein du mouvement ouvrier.

Les eurocommunistes, qui étaient parmi les plus fervents adeptes de la campagne contre Staline, pour soi-disant revenir à Lénine, se sont maintenant unis ouvertement au chœur de la bourgeoisie et des sociaux-démocrates pour mettre en cause Lénine et le léninisme. Le terme même d'«eurocommunisme» est une expression qui implique un écart par rapport au marxisme-léninisme, la négation des lois générales de la révolution et de l'édification de la société socialiste. Les eurocommunistes ont exhumé et remis en circulation les vieilles théories opportunistes de Lassalle et de Bernstein, de Kautsky et de la II^e Internationale, qu'ils vantent comme étant le dernier mot du développement créateur du marxisme de nos jours. L'attaque frontale et ouverte, menée à partir de positions anticommunistes, contre les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme est l'aboutissement logique de tout le révisionnisme moderne, de tous ses courants.

Les thèses des eurocommunistes sur l'Etat capitaliste au-dessus des classes, sur la démocratie pour tous, sur la voie pacifique, parlementaire, démocratique vers le socialisme, sur les réformes de structure dans le cadre de la constitution bourgeoise, etc., ont pour seul but de saboter la révolution, de défendre et de perpétuer l'ordre capitaliste. Lorsque les révisionnistes italiens, français, espagnols parlent de «compromis historique», de «bloc historique des gauches», etc., ou lorsqu'ils s'efforcent d'entrer dans les gouvernements bourgeois, ils le font non pas pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, non pas pour liquider l'ordre capitaliste, mais pour le préserver de la révolution et pour assumer eux-mêmes la gestion des affaires de la bourgeoisie. Ils cherchent à se substituer dans ce rôle à la social-démocratie, désormais compromise et discréditée aux yeux des masses comme la servante déclarée de la bourgeoisie.

Alors qu'ils fardent le capitalisme, les eurocommunistes manifestent une hostilité ouverte contre le socialisme. Selon eux, il n'a pas existé à ce jour et il n'existe toujours pas de socialisme véritable. Pour eux, le «vrai socialisme» est celui qu'ils ont inventé eux-mêmes, ce qu'ils appellent «socialisme démocratique», «socialisme pluraliste», ou «troisième voie».

Le «socialisme», tel que l'imaginent les eurocommunistes, est un socialisme sans dictature du prolétariat, sans direction indivisible du parti communiste, sans théorie marxiste-léniniste. Dans ce socialisme, le pouvoir appartiendra à toutes les classes, divers partis accéderont à la direction selon les suffrages qu'ils auront recueillis aux élections, l'idéologie marxiste cohabitera avec toutes les autres idéologies bourgeoises, petites-bourgeoises et religieuses. Dans ce socialisme des eurocommunistes existeront diverses formes de l'économie, la propriété socialisée et l'initiative privée, les capitaux impérialistes et les sociétés multinationales.

Dans cette société donc, qualifiée de pluraliste, s'entrelaceront et coexisteront dans une paix et une harmonie parfaites diverses classes, diverses idéologies, divers types de propriété, des éléments socialistes et capitalistes dans l'économie et la politique, à la base et à la superstructure, dans toute la vie de la société. Mais une telle société hybride capitaliste-socialiste n'a jamais existé et elle ne peut jamais exister. Elle ne peut exister que dans l'imagination des eurocommunistes. Le socialisme et le capitalisme sont deux ordres sociaux qui s'excluent mutuellement. La société nouvelle prônée par les eurocommunistes n'est rien d'autre que la société capitaliste actuelle teintée de socialisme.

L'apparition de l'eurocommunisme a été vantée à grand bruit par la bourgeoisie, qui espérait voir son idéologie réformiste reléguer dans l'ombre l'idéologie révolutionnaire du marxisme-léninisme. Elle espérait que l'eurocommunisme connaîtrait une grande diffusion, qu'il deviendrait un drapeau sous lequel s'uniraient tous les révisionnistes, de l'Ouest et de l'Est. Mais l'échec a été complet. Au sein même de chaque parti eurocommuniste, les fractions et les divisions se sont accrues, et les divers partis ont engagé entre eux la lutte pour le leadership. Les querelles et les divisions avec les autres partis révisionnistes se sont encore accentuées. Le parti de Marchais a abandonné le camp eurocommuniste et il se rapproche toujours davantage des révisionnistes soviétiques. Le Parti communiste d'Espagne est divisé en diverses fractions, en communistes orthodoxes et hétérodoxes, en prosoviétiques et antisoviétiques. Quant au parti de Berlinguer, il traverse une grave crise idéologique et politique. Qui plus est, les partis eurocommunistes ont beaucoup perdu de l'influence qu'ils avaient parmi les masses, ce qui se constate aussi dans les défaites qu'ils ne cessent de subir dans les consultations électorales, qu'ils considèrent comme leur cheval de bataille.

Les idées du socialisme authentique ont été et demeurent une grande force d'inspiration, de mobilisation et d'organisation de la lutte révolutionnaire des masses.

Aujourd'hui point n'est besoin d'inventer de nouveaux «socialismes», ni de copier les prétendus socialismes des révisionnistes modernes, comme le soviétique, le yougoslave, le chinois et d'autres, qui n'ont de socialiste que le nom.

Quant à savoir ce qu'est le socialisme, ce qu'il représente et ce qu'il réalise, comment on accède à la société socialiste et on l'édifie, il y a longtemps que cette question est élucidée. Il existe une théorie et une pratique, du socialisme scientifique. Cette théorie nous est enseignée par Marx, Engels, Lénine et Staline. Quant à la pratique du socialisme, nous la trouvons dans la riche expérience de l'édification du socialisme en Union soviétique à l'époque de Lénine et de Staline, nous la retrouvons aujourd'hui en Albanie aussi, où la société nouvelle est édifiée selon les enseignements du marxisme-léninisme.

Assurément, le socialisme, comme l'a dit Lénine, prendra dans les divers pays des aspects différents et y aura des particularités découlant de leurs conditions mêmes socio-économiques, de la voie dans laquelle s'y développe la révolution, de leurs traditions, des circonstances internationales, etc. Mais les principes fondamentaux et les lois générales du socialisme restent inébranlables et ils sont inéluctables pour tous les pays.

Les marxistes-léninistes étudient attentivement les processus révolutionnaires dans leurs pays, ainsi que les conditions nationales et internationales dans lesquelles ces processus se développent. Ils ne sont dogmatiques ni dans la théorie ni dans la pratique. Pour eux, le marxisme-léninisme, en tant que conception matérialiste dialectique du monde, est une doctrine vivante, créatrice et en développement continu.

Les marxistes-léninistes ne sont ni conservateurs ni fanatiques, comme les en accusent les révisionnistes et les bourgeois. Au contraire, ce sont les éléments les plus progressistes, des combattants résolus contre tout élément suranné et régressif. Ils se maintiennent fermement sur les positions du nouveau et luttent de toutes leurs forces pour sa victoire. Ce sont les révisionnistes et tous les autres opportunistes qui sont des conservateurs et des réactionnaires, et qui, en tant que valets de la bourgeoisie, défendent une cause perdue, défendent un ordre ancien, d'oppression et d'exploitation. C'est précisément cette position réactionnaire qui a engagé le révisionnisme moderne dans une crise profonde.

Affranchir la conscience du prolétariat et des peuples des influences entravantes du révisionnisme, propager le marxisme-léninisme, qui indique la seule voie juste de la lutte et de la victoire, est aujourd'hui un devoir primordial pour promouvoir le processus révolutionnaire dans chaque pays et à l'échelle mondiale.

Cette tâche est rendue encore plus actuelle par la révolte et les mouvements de masse toujours croissants, par le réveil de la conscience de classe et nationale des peuples, par les grands bouleversements économiques et sociaux auxquels le monde est confronté.

Tous les ennemis s'efforcent de détourner les masses de la révolution. La bourgeoisie, la social-démocratie, les révisionnistes modernes et les opportunistes de toutes les couleurs n'épargnent pas leurs efforts pour tromper la classe ouvrière et les masses, semer la confusion idéologique et la division, répandre le pessimisme et le fatalisme, susciter chez le peuple la méfiance envers la révolution et le socialisme, et engendrer la psychose selon laquelle le capitalisme et l'impérialisme ne peuvent être brisés et vaincus. Le seul problème pour ces ennemis consiste à faire en sorte que le capitalisme prenne un «visage plus humain», par quoi ils entendent que les grands capitalistes pourront continuer de dominer, mais en laissant quelques miettes au petit peuple. A ce chœur viennent se joindre les idéologues bourgeois, les apologistes de l'impérialisme soviétique, les tenants de la théorie des «trois mondes», du «non-alignement», du dialogue Nord-Sud, le pape et les bonzes des syndicats.

La classe ouvrière européenne est l'objet d'une, puissante pression. La prédominance du réformisme a entravé la croissance du mouvement ouvrier en Europe, l'empêchant de devenir un véritable mouvement révolutionnaire. Il n'a pas pris pleinement conscience du fait que pour transformer sa condition il lui faut détruire le système capitaliste et, instaurer la société socialiste.

Mais le prolétariat européen ne peut continuer d'obéir indéfiniment aux chefs de file syndicalistes, et aux partis sociaux-démocrates et révisionnistes, qui ressentent que le développement des structures bourgeoises existantes, de la voie parlementaire et des réformes, eu encore l'«Europe unie», permettront d'assurer un avenir meilleur aux masses travailleuses. L'oppression, la violence, l'exploitation sauvage, le chômage, la drogue, la dégénérescence, l'inflation, qui sévissent dans les pays d'Europe, ne peuvent freiner la révolte des forces saines, des peuples européens contre le pouvoir du capital. L'«Europe unie» n'est qu'une solution éphémère, une création de la politique réactionnaire capitaliste, qui, tôt ou tard, se heurtera à des difficultés multiples de divers ordres. Aussi viendra l'heure où la révolte de la classe ouvrière d'Europe atteindra un degré tel qu'elle exigera absolument une solution révolutionnaire.

Dans ces conditions, il est de première importance que les communistes et non-communistes, les hommes progressistes et toutes les masses du peuple comprennent bien que leur véritable ennemi est le capitalisme, et qu'il doit et peut être renversé par la lutte révolutionnaire. Ainsi se dissipera tout pessimisme, et le courage et la confiance dans la victoire grandiront. La science de Marx et Lénine accroît encore cette confiance du prolétariat et des masses et la rend inébranlable.

Le parti et le prolétariat qui se préparent pour la révolution et la prise du pouvoir, s'efforcent de bien analyser et maîtriser les situations, de définir scientifiquement le caractère et les étapes de la révolution dans chaque cas concret et, sur cette base, d'élaborer la stratégie et les tactiques appropriées. Ils étudient avec la plus grande attention les divers courants révolutionnaires populaires qui se heurtent au capitalisme et à ses partis, ils jugent leurs orientations, le rapport des forces dans la situation concrète et, à partir de là, définissent et appliquent les différentes tactiques efficaces qu'il convient d'employer pour conduire les masses populaires dans la voie juste et victorieuse, pour faire affluer des milliers de ruisseaux dans le grand fleuve de la révolution, où se noiera la bourgeoisie capitaliste.

Le parti et le prolétariat ne vont pas seuls à la révolution. La société bourgeoise comprend aussi d'autres couches opprimées qui abhorrent l'ordre capitaliste, des forces progressistes dans la paysannerie, dans la jeunesse, d'autres éléments démocrates et épris de liberté qui ne supportent pas l'exploitation. Les communistes rapprochent d'eux toutes ces forces et tous ces éléments, ils nouent avec eux des alliances sur diverses questions et pour des objectifs déterminés. Les marxistes-léninistes ne sont ni sectaires ni libéraux, ce sont des révolutionnaires inflexibles sur les principes, mais souples quant aux tactiques. Les fronts que les partis marxistes-léninistes forment avec les autres forces progressistes dans les pays capitalistes contre la bourgeoisie, contre le fascisme et l'impérialisme, s'inscrivent dans la stratégie de la révolution. Dans chaque alliance et dans chaque front, le parti garde sa personnalité, même quand, pour des raisons objectives, il ne dirige pas lui-même cette alliance ou ce front.

Le problème clé dans les pays capitalistes a été et demeure l'unité du prolétariat. La bourgeoisie s'efforce de serrer le prolétariat dans un étau de fer, de l'empêcher d'avancer dans la voie que l'histoire lui a tracée pour le renversement des exploités, pour le renversement du pouvoir du capital. Un de ces étaux est constitué par les syndicats qui, dans la plupart des cas, sont soumis à la bourgeoisie. Les communistes non seulement travaillent à pénétrer et à pousser de solides racines dans la classe ouvrière, mais ils luttent aussi pour réaliser son unité. Aujourd'hui, alors que la crise a jeté sur le pavé des dizaines de millions d'ouvriers et que des millions d'autres se dressent dans des grèves et des manifestations pour leurs revendications économiques et politiques, il est plus facile d'organiser et d'unir les travailleurs dans la lutte contre le capital.

L'unité de la classe ouvrière se réalise à travers la lutte et des actions révolutionnaires concrètes pour la satisfaction des revendications économiques et politiques du prolétariat. A cette fin, les marxistes-léninistes œuvrent à amener les syndicats existants à se soustraire à la domination des agents de la bourgeoisie, des révisionnistes et des sociaux-démocrates, et à se faire des instruments de la lutte contre l'ordre exploiteur. Parallèlement, selon les conditions et les besoins, ils créent aussi de nouveaux syndicats révolutionnaires.

La jeunesse est également une force puissante, qui aspire et œuvre à la transformation de la société injuste capitaliste, c'est une force qui aime le nouveau et le progrès. Seuls le marxisme-léninisme et la révolution lui ouvrent cette voie, seuls ils peuvent sauver les masses de la jeunesse de la dégénérescence politique et sociale où les conduit la bourgeoisie, leur découvrir la perspective d'une vie nouvelle, pure et heureuse, où peuvent éclore et s'épanouir pleinement leurs énergies inépuisables au service de la société et du progrès. Le mouvement de la jeunesse ne se fortifie et ne peut atteindre ses objectifs que lorsqu'il se fonde dans le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le processus révolutionnaire actuel a rendu encore plus aigu le problème de l'attitude à l'égard de l'armée bourgeoise, qu'il faut considérer non point comme une force qui fera la révolution, mais comme une force à désagréger et à désintégrer, afin qu'elle soit incapable de s'opposer à la révolution. Les communistes travaillent à ce que lorsque se déclenchera la révolution, les masses de soldats, qui sont des fils du peuple, refusent d'obéir à la caste des officiers, tournent leurs armes contre les forces réactionnaires au pouvoir et s'unissent aux insurgés, comme elles l'ont fait en Iran.

La révolution est le premier devoir de la classe ouvrière. Mais la révolution se prépare dans la lutte pour la solution des problèmes politiques, économiques, sociaux, culturels qui préoccupent chaque jour les masses travailleuses. Ce sont ces actions, ces batailles quotidiennes qui élèvent le niveau de conscience de la classe ouvrière, qui renforcent son organisation et son union, qui la préparent et la conduisent à la révolution. C'est dans ces batailles que le parti se lie aux masses et en prend la tête. Les véritables partis de la classe ouvrière sont des partis d'actions révolutionnaires.

Afin d'intimider les masses et de préparer l'avènement du fascisme, le grand capital encourage aussi le terrorisme, qui a pris, dans plusieurs pays, d'inquiétantes proportions. A travers le terrorisme, la bourgeoisie cherche aussi à flétrir le véritable mouvement révolutionnaire, à fourvoyer divers éléments qui se révoltent contre l'oppression qu'elle exerce. A dessein, elle identifie la lutte révolutionnaire avec le terrorisme, afin de faire croire aux masses que les communistes aussi, les patriotes et les révolutionnaires qui luttent contre l'oppression nationale et sociale, sont des terroristes et des anarchistes, qui pratiquent l'assassinat et le pillage. Les véritables révolutionnaires sont, dans la théorie et la pratique, contre le terrorisme et l'anarchisme.

La classe ouvrière et les masses travailleuses dans les pays capitalistes sont confrontées toujours plus au problème national, devenu actuellement fort aigu. La social-démocratie et les révisionnistes nient l'existence d'un tel problème dans les pays capitalistes développés, comme ceux d'Europe occidentale, le Japon, le Canada, etc. Ils se refusent à voir que, par suite de l'offensive des sociétés multinationales, patronnées par l'impérialisme américain, l'élargissement des compétences supranationales des blocs militaires et des organismes économiques internationaux, l'extension des bases et l'installation des armes américaines sur leurs territoires, limitent toujours plus leur souveraineté nationale, restreignent l'action politique indépendante de leurs pays, les convertissent graduellement en Etats vassaux.

C'est à la classe ouvrière qu'il appartient d'assumer la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationale, que la bourgeoisie et le courant social-démocrate et révisionniste ont abandonnée. Le prolétariat des pays d'Europe et celui des autres pays ne doit pas se laisser tromper par la propagande des Etats-Unis, de l'Union soviétique ou de la Chine, lorsque chacun d'eux agit pour son compte l'épouvantail du danger que la superpuissance rivale fait courir à leur liberté et à leur indépendance nationale. Cette propagande tend à leur ravir cette liberté et cette indépendance et à établir la domination impérialiste de telle ou telle superpuissance.

Les facteurs de classe et nationaux constituent aussi un grand problème dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir. En particulier, on ne peut, dans ces pays, atteindre la libération sociale sans secouer le joug du social-impérialisme soviétique, qui y a établi son entière domination économique, politique et militaire.

L'impérialisme américain et les autres puissances capitalistes occidentales font semblant de soutenir le mouvement ouvrier et national dans ces pays, ils feignent d'y appuyer les aspirations libératrices des peuples. C'est de la démagogie et un simulacre néfaste qui vise à tromper les prolétaires et les masses travailleuses. La bourgeoisie impérialiste cherche seulement à détacher ces pays de la zone d'influence du social-impérialisme soviétique et à les intégrer dans sa sphère de domination.

La question de la révolution prolétarienne est indissolublement liée au développement du mouvement de libération des peuples. Les luttes de libération nationale actuelles ont pour trait important que l'éveil politique pour la conquête et la défense de la liberté et de la pleine indépendance nationale s'accompagne d'un éveil social. Les mouvements actuels des peuples opprimés sont dirigés toujours plus non seulement contre l'impérialisme étranger, mais aussi contre ses officines à l'intérieur de chaque pays. Le fait est que les peuples des pays opprimés, en dépit de leur retard économique et social, font preuve d'une grande vitalité et apportent une contribution importante à la révolution démocratique anti-impérialiste, qui fraye la voie à la révolution prolétarienne.

Les insurrections populaires d'«inspiration islamique», comme la bourgeoisie et les révisionnistes aiment à définir ces mouvements pour en nier le caractère anti-impérialiste et révolutionnaire, méritent une attention particulière. C'est un fait que, dans les pays musulmans, il y a des mouvements insurrectionnels, mais les interprétations qu'en donnent la bourgeoisie et les révisionnistes sont malveillantes et dénigrantes. Elles cachent des visées d'asservissement à l'égard des peuples de ces pays.

Nous, marxistes-léninistes, continuons d'affirmer que la religion est l'opium des peuples. En aucun cas, nous ne modifierons notre point de vue sur cette question. Et la religion musulmane, dans son contenu, ne diffère pas des autres.

Les larges masses des peuples musulmans dans les divers pays se sont dressées et se dressent dans la lutte non pas pour la question religieuse, mais pour la libération nationale et sociale. La croyance religieuse a un poids relatif et ne prime pas la politique. Les gens de ces pays croient à l'islamisme et le respectent, mais lorsqu'il est porté atteinte aux intérêts vitaux du peuple, à la liberté et à l'indépendance du pays, ils se soulèvent pour combattre l'agresseur, même si c'est un coreligionnaire. Ce n'est pas l'inspiration religieuse qui provoque les révoltes et le réveil révolutionnaire des peuples, mais les conditions politiques et sociales, l'oppression et le pillage impérialistes, la pauvreté et les souffrances qui pèsent sur eux.

Les Arabes et les autres peuples musulmans sont des combattants valeureux et dotés d'une antique culture. Par leurs révoltes et leurs luttes anti-impérialistes, anticolonialistes et antiféodales, ils montrent qu'ils sont attachés au progrès et à la liberté. S'ils ne l'étaient pas, ils ne se dresseraient pas dans la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale, contre la double oppression, intérieure et extérieure.

Dans les régions habitées par les peuples musulmans, les impérialistes et les social-impérialistes se trouvent dans une situation difficile. Et leurs fantoches tout autant. Les faits dans ces régions témoignent d'une situation révolutionnaire, d'un grand mouvement social de ces peuples, indépendamment de ce qu'au premier abord ces mouvements ont un caractère religieux et qu'ils sont suivis à la fois par des croyants et des incroyants. Aujourd'hui dans maints pays existent ou sont en train de se créer des situations révolutionnaires, mais la révolution socialiste ne se pose pas partout comme une tâche immédiate. D'autres mouvements de caractère démocratique, anti-impérialiste et de libération se développent aussi dans le monde. Ils s'intègrent tous dans le processus révolutionnaire mondial, ce sont des guerres justes qui affaiblissent le front impérialiste et contribuent à accélérer les processus révolutionnaires, qui frappent et font pourrir encore plus le système capitaliste. Aussi comme nous l'enseigne Lénine, la classe ouvrière, la classe la plus progressive, et son parti communiste doivent appuyer et soutenir activement ces luttes et en assumer la conduite. Même si, au début, cette classe et son parti n'ont pas affirmé leurs positions dirigeantes, ils n'en doivent pas moins

se tenir à la pointe de la lutte et des sacrifices, car ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront prendre la tête du mouvement et réaliser ses objectifs, ce n'est qu'ainsi que pourra être frayée la voie à la croissance de la révolution démocratique, populaire, anti-impérialiste et à sa conversion en révolution socialiste.

Dans leur lutte pour la libération nationale et sociale, la classe ouvrière et les masses travailleuses se heurtent chaque jour à la violence sauvage de l'impérialisme, de la bourgeoisie et des forces de la réaction. Dans ces conditions, elles sont contraintes de répondre à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire, dont les formes, varient nécessairement selon les conditions de chaque pays et l'évolution des situations. Dans certains pays, cette violence a pris ou peut prendre la forme de l'insurrection armée. Les marxistes-léninistes considèrent cette question avec un très grand sérieux. Ils luttent tant contre les attitudes nihilistes que contre l'aventurisme petit-bourgeois, ils démasquent et rejettent tant les thèses maoïstes sur «l'encerclement des villes à partir des campagnes», etc., que les théories pseudo-marxistes qui nient le rôle décisif des masses populaires dans la lutte et le rôle dirigeant des partis marxistes-léninistes.

Les temps que nous vivons sont pour nos partis marxistes-léninistes des temps révolutionnaires. Les jeunes partis marxistes-léninistes grandissent et se trempent dans le monde entier, leur rôle et leur action croissent constamment, leurs liens avec la classe ouvrière et les masses ainsi que leur influence parmi elles se raffermissent. Dans nombre de pays et diverses régions du monde, de nouveaux partis ont vu le jour. Toutes les conditions sont réunies pour qu'il s'en crée aussi là où n'existent pas encore de véritables partis révolutionnaires de la classe ouvrière. C'est un devoir militant impérieux des éléments révolutionnaires les plus conscients du prolétariat.

La situation objective favorable ne relègue nullement dans l'ombre les problèmes aigus et les tâches considérables auxquels les marxistes-léninistes sont confrontés. En fait, nos forces sont en croissance continue et les situations évoluent en faveur de la révolution, mais la réaction aussi agit. La bourgeoisie, la social-démocratie et les divers révisionnistes, en dépit de leurs contradictions profondes et irréconciliables, s'unissent et agissent de concert en une chose : dans la lutte contre le marxisme-léninisme et la révolution. Ils s'efforcent de semer la méfiance et la crainte parmi les masses du peuple pour les détourner de la révolution et du socialisme, de porter atteinte et de nuire aux partis marxistes-léninistes dans des pays particuliers et au mouvement communiste révolutionnaire dans son ensemble.

Auparavant, lorsque la pensée-maotsétoung exerçait son influence dans nombre de partis, les impérialistes et les social-impérialistes étaient plus tranquilles, car ils savaient que ce courant révisionniste menait son action de sape dans le mouvement marxiste-léniniste. Maintenant que ce courant a été démasqué, les ennemis cherchent à semer la confusion en répandant toutes sortes de théories pseudo-marxistes, à diviser et à affaiblir les partis en y suscitant une lutte de fractions, à manipuler sous diverses formes, et à entraîner sur des positions révisionnistes des éléments hésitants et insuffisamment formés.

Or les partis marxistes-léninistes sont désormais forts d'une riche expérience dans la lutte contre les divers courants antimarxistes et mieux armés contre la tactique utilisée par la bourgeoisie et les révisionnistes. Cette expérience les aide à poursuivre avec succès la lutte contre les ennemis, à accroître leur vigilance, à élever constamment le niveau idéologique et politique de leurs membres, à les armer de la théorie marxiste-léniniste. La lutte révolutionnaire a appris aux partis marxistes-léninistes à renforcer leurs liens avec les masses, à s'introduire dans les diverses couches sociales et à les organiser, à exploiter et à combiner correctement le travail légal et le travail clandestin, en combattant aussi bien les manifestations de légalisme et de libéralisme bourgeois, que celles de sectarisme étroit et de travail en vase clos.

Face à l'activité coordonnée des impérialistes et des révisionnistes contre le marxisme-léninisme, et alors que le prolétariat et les peuples poursuivent leur lutte révolutionnaire, le renforcement ultérieur de l'unité du mouvement marxiste-léniniste est une nécessité impérieuse.

La force du mouvement communiste marxiste-léniniste international réside dans la justesse des idées pour lesquelles il combat et dans son unité. Les partis marxistes-léninistes sont guidés dans leur lutte par les enseignements de nos grands classiques, ils mettent à profit le riche héritage multiforme du Komintern, ils s'appuient sur l'expérience de leur lutte contre la trahison révisionniste, ils tiennent compte de l'expérience négative des partis qui ont dégénéré vers le révisionnisme. Tous ces enseignements et cette expérience constituent un précieux trésor idéologique, politique, organisationnel, théorique et pratique, pour tremper et renforcer les partis et le mouvement marxistes-léninistes à tous égards.

Les rencontres et les entretiens entre partis frères constituent une précieuse contribution au renforcement de l'unité du mouvement marxiste-léniniste. Ainsi procède-t-on à un échange d'expérience très fructueux, qui aboutit à des évaluations communes des situations et à une unité de pensée et d'action. L'expérience d'un seul parti ne peut suppléer à l'expérience de nombreux partis, au contraire, ce sont les expériences de tous les partis marxistes-léninistes qui rendent le mouvement invincible.

Le Parti du Travail d'Albanie, fidèle aux principes de l'internationalisme prolétarien, s'est efforcé et s'efforcera toujours d'apporter sa contribution au renforcement de l'unité du mouvement marxiste-léniniste et de la collaboration entre partis frères.

Notre Parti du Travail tient à honneur, dans la grande lutte historique pour la cause du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme, de se ranger aux côtés des autres partis marxistes-léninistes, qui sont au même titre des détachements du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Les communistes albanais et notre peuple tout entier apprécient infiniment la solidarité, l'amour et la confiance que les partis marxistes-léninistes frères, le prolétariat et les peuples révolutionnaires et épris de liberté, témoignent au Parti du Travail et à l'Albanie socialiste. C'est là pour nous un puissant soutien et un grand encouragement. En toute circonstance et dans toutes les situations, notre Parti et notre peuple lutteront pour s'acquitter dignement de leurs tâches nationales et internationales, pour construire avec succès le socialisme en Albanie et pour défendre avec feu la cause révolutionnaire des prolétaires et des peuples.

Chers camarades,

Les succès obtenus par notre peuple sous la conduite du Parti sont considérables, les batailles gagnées sont d'une immense portée. Ces succès attestent les forces inépuisables que renferme notre peuple, son optimisme et sa résolution à se lancer dans de nouvelles batailles pour rendre sa vie plus heureuse, pour rehausser encore le renom de sa Patrie socialiste, pour renforcer sa liberté, son indépendance et le pouvoir populaire qui est né dans le feu de la révolution.

C'est cette réalité magnifique, l'unité indestructible du peuple avec le Parti, la maturité, le courage et la détermination des communistes qui apportent à notre peuple et à notre Parti la certitude et la garantie que les objectifs que fixera ce Congrès seront atteints et dépassés.

L'enthousiasme suscité par le projet de directives du 7^e plan quinquennal, la mobilisation des masses travailleuses pour la réalisation des tâches prévues pour l'année en cours et les résultats encourageants obtenus, et surtout le soutien unanime, résolu et ardent que les gens de chez nous apportent à la politique intérieure et extérieure du Parti, montrent que tout le pays est prêt et mobilisé à avancer avec confiance et résolution dans la voie où le conduit le Parti, vers de nouvelles victoires.

Faisons, chers camarades, de cet élan révolutionnaire, de cet amour sans bornes pour notre glorieux Parti, de cette confiance inébranlable dans l'avenir, une grande force motrice pour réaliser les tâches qui nous incombent dans tous les domaines, pour surmonter toutes les difficultés qui surgiront sur notre chemin, pour renforcer et consolider encore nos victoires, les bases indestructibles du socialisme en Albanie.

Vive le VIII^e Congrès du Parti !

Vive l'héroïque peuple albanais, talentueux et travailleur !

Vive le Parti du Travail d'Albanie, guide avisé, valeureux et sûr, organisateur de toutes nos victoires dans la voie radieuse de la construction socialiste !

Gloire au marxisme-léninisme !